

Bashing ANTI-QUÉBEC: uppercut de la droite

NUMÉRO  
spécial  
**DOUBLE**  
été 97

266-267 • 4,95\$

**GRAFFITS**  
UNDERGROUND

**IMMIGRER**  
AU QUÉBEC EN RÉGIONS  
les mailles échappées

ENTREVUE  
**Renée Houde**

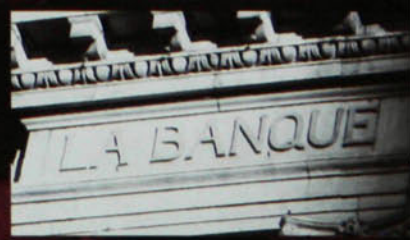


Un pont entre  
**générations**

# LES SAISONS DE LA POLITIQUE

ENTREVUE avec  
**Jacques Proulx**

DOSSIER  
Système  
financier  
**QUAND  
TOUT LE  
MONDE  
VEUT  
TENIR**





Edim Monette, mosaïque de papier

# Recycler

c'est réinventer le monde



RECYC-QUÉBEC

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE  
DE RÉCUPÉRATION ET  
DE RECYCLAGE

MESSAGE AU LECTORAT 67

## NUMÉRO TREMPLIN

Pourquoi un numéro spécial? L'avenir de VO...

PORTRAIT 10

### JACQUES PROULX Les saisons de la politique

Un homme public qui a l'habileté du politicien et une connaissance profonde du terroir. Chez Jacques Proulx, l'un ne peut pas vivre sans l'autre. Personnage attachant, témoin privilégié de l'avènement de l'agriculture moderne, il est passé du cheval au satellite, et des saisons de la terre aux saisons de la politique. Deux agendas remplis... d'activités et de projets.



22

PHOTO: GUNTHER GAMPER

DOSSIER 34

### L'AVENIR DU SYSTÈME FINANCIER Quand tout le monde veut tenir la banque

La Grande déréglementation a aussi frappé le système financier. Maintenant, plusieurs secteurs commerciaux demandent et obtiennent d'offrir des services autrefois réservés aux banques. Mais ce n'est pas l'ensemble de la population qui les intéresse, c'est la tranche supérieure des investisseurs-ses très rentables.

Grosses les banques? On n'a pas encore vu les étrangères arriver. Les optimistes pensent que la concurrence jouera davantage. Les autres prévoient que les moins riches seront encore moins servis. Qu'ils soient excessifs ou non, il faut comprendre pourquoi et comment les profits des banques atteignent des records...

10



PHOTO: GUNTHER GAMPER

34



DESSIN: RAMON VITSEZE



PHOTO: BERNARD JEAY

|                                              |    |
|----------------------------------------------|----|
| ÉDITORIAL: <i>Uppercut</i> de la droite      | 4  |
| PHOTO-REPORTAGE: Vacances                    | 9  |
| Les croisés-es du Cirque du soleil           | 16 |
| TOUR DU QUÉBEC: Hochelaga-Maisonneuve        | 19 |
| VIE ET CULTURE: Colonne de fumée et Internet | 20 |
| ENTREVUE: Renée Houde et le mentorat         | 22 |
| VIE ET CULTURE: Graffitis underground        | 27 |
| LIRE: Loués soient nos seigneurs             | 29 |
| VIE ET CULTURE: Panne sur l'autoroute        | 31 |
| LIRE: La pilule par qui le scandale arrive   | 32 |
| CHRONIQUE INSOLENT: De bien peu d'intérêts   | 51 |
| MINI-DOSSIER: L'immigration en région        | 52 |
| SUR LA PLANÈTE: La sécurité des Candu        | 57 |
| QUESTION DE SENS: Les dernières paroles      | 64 |
| COURTES ET SUCRÉES                           | 70 |

# VO

VO est un magazine d'intérêt général et un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. VO s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à tous ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. Fondé en 1951 à titre de revue de l'Action catholique ouvrière, VO a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur-s auteur-e-s.

**Conseil d'administration:** Daniel Beaulieu, Guy Biron, Anne-Marie Brunelle, Marianik Gagnon, Clotilde Lemay, Daniel S.-Legault, Monique Tremblay.

**Comité de rédaction:** Louis Bonneville, Louis Brillant, Jacques Collin, Chantal Desjardins, Guillaume Dostaler, Françoise Guay, Ludovic Hirtzmann, Jean-Sébastien Marsan, Julie Perreault, Karen Ricard.

**Rédacteurs en chef:** Jean Robitaille et Daniel S.-Legault.

**Coordination, promotion, publicité:** Jean Robitaille.

**Direction artistique, secrétariat de rédaction, couverture:** Daniel S.-Legault. **Gestion des abonnements, comptabilité et traitement de textes:** Ginette Gaudreault.

**Mise en pages:** André Leclerc. **Représentation publicitaire:** René Harvey et Réseau international.

**Édition:** Revue Vie ouvrière inc. **Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc. **Distribution:** Messageries de presse Benjamin. **Fréquence de parution:** 6 numéros par an. **Photo couverture:** J.Proulx, par Gunther Gamper (médaillon: R.Houde, par G.Gamper; La banque, par D.S.-Legault). **Grille de tarifs d'abonnement:** Individu ou groupe populaire: 23\$/an ou 40\$/2ans. Institutionnel: 32\$/an. Soutien: 35\$/an. Étudiant ou sans emploi: 15\$/an. À l'étranger (par avion), individuel: 30\$/an. À l'étranger (par avion), institutionnel: 40\$/an.

La distribution de VO est certifiée par l'Agence de vérification de la distribution par assermentation (AVDA). VO est membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP). Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Envoi de publication, enregistrement n°0220. Parution: n°266-267 (spécial double, été 1997), 13 juin 1997.

VO: 1215 Visitation, bureau 101, Montréal (Québec), H2L 3B5  
Téléphone: (514) 523-5998, télécopieur: (514) 527-3403  
Adresse électronique: vo@mink.net

# ÉDITORIAL

DANIEL S.-LEGAULT

**R**aciste. Fasciste. Intolérant. Depuis quelques années, les accusations vont en s'amplifiant. Le presque-oui d'octobre 95 a inauguré une nouvelle véhémence. Mais plutôt que de se faire ici, sur la place publique, le procès du «Québec», société, gouvernement et population confondus, se fait ailleurs. Dans notre dos. Politique linguistique et projets indépendantistes sont évidemment les principales pièces à conviction.

Dans l'année pré-référendaire, le *Financial Post* proposait d'emprisonner Parizeau pour haute trahison, Peter C. Newman de *Maclean's* demandait le soutien de l'Armée canadienne pour combattre le Parti Québécois. L'*Ottawa Sun* compare le PQ et le BQ au Front national français. Les plus insidieux parlent de la ghettoïsation du Québec. Les grandes gueules du prolo appréciées par les tribunes publiques canadiennes font régulièrement du mange-québécois. Elle trouve facilement preneur cette image du Québec plaignard profiteur des rentes et subventions fédérales, ethnocentriste, raciste, et ennemi des libertés individuelles.

Le *Boston Globe* affirme en «une» que «les séparatistes font fuir les anglophones et chuter l'économie» et cite un psychologue prétendant que la moitié de la population, inquiète, ne dort plus la nuit... (cité par PC, *Le Devoir*, 26-03-97) Le *Mexico City Times*, le *Wall Street Journal*, le *Scotland On Sunday*, *The Economist*, le *Baltimore Morning Sun* ont contribué à la charge. Les exagérations sont montées en épingle, relayées de démagogues en médias. Même des fédéralistes comme Jean Paré (de *L'Actualité*) et Roger D. Landry (de *La Presse*) s'inquiètent des répercussions de ces airs de radio rwandaise. Où sont les limites du laisser-dire?

Tant que c'est la populace qui invective individuellement, cela est pratiquement incontournable. Les journalistes, rappelons-nous, avaient découvert que les piéteux de drapeaux québécois à Sault-Ste-Marie étaient, l'un le mari divorcé d'une québécoise francophone, l'autre un anglo-québécois en chômage. Rien de très réfléchi comme motivations. Mais quand les abus langagiers viennent à répétitions du président de l'Association olympique canadienne ou de la rédactrice en chef du plus gros journal financier du Canada (le *Financial Post*), largement diffusé à travers le monde<sup>1</sup>, le problème peut avoir des conséquences graves.

La majeure partie des populations mondiales ne connaîtra jamais le Québec que par leurs propres médias. Et s'en fera une image rapide. L'armée états-unienne débarquerait de-

1 Diane Francis n'est pas inconsciente de son audience. Elle terminait son éditorial du 16 janvier 96, sur le sujet, par les mots «America, stay tuned!»



PHOTO: BERNARD JEAY

## Bashing anti-Québec

# UPPERCUT DE LA DROITE

main matin au Québec (ou l'Armée canadienne, comme en 70) que bien des gens, à travers le monde, rangeraient spontanément l'information dans la catégorie «bonnes nouvelles».

### CLENNETT L'ALLUMETTE

La spectaculaire altercation Chrétien-Clelennett de l'an dernier est révélatrice. Dans un premier temps, les manifestants anti-chômage à la fête du drapeau canadien ont été qualifiés de «union goons» (fiers-à-bras syndicalistes) par Ottawa. «Ils ne m'avaient pas regardé», nous dit le mince Bill Clennett avec humour. L'explication ne suffisant pas pour diminuer le capital de sympathie pour Clennett (ou le capital d'antipathie pour Chrétien), c'est dans un deuxième temps que Sheila Copps découvrira de supposés «séparatistes déguisés en chômeurs».

La dame en blanc et rouge eut beaucoup plus de succès dans ce plaidoyer: les semaines suivantes, le répondeur téléphonique de Bill Clennett enregistrait insultes, remontrances, et menaces de mort. «J'ai senti, dans cette histoire-là, que les relationnistes du gouvernement fédéral étaient mieux outillés et plus forts que nous...», conclut Clennett.

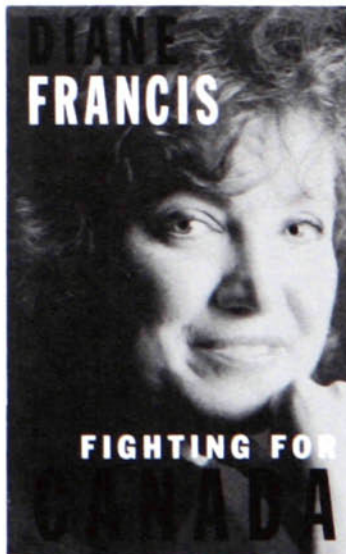
Le 27 novembre 96, Bill Clennett répondait aux inepties de Diane Francis dans les pages du journal

*Le Droit*, dénonçant l'«escalade verbale», et un «glissement vers une spirale dangereuse de déshumanisation de l'adversaire qui a conduit aux moments les plus sombres qu'a connus cette planète».

### RÉSEAULEMENT

Plusieurs fédéralistes durcissent la ligne. Les anglophones du Québec ont choisi, presque en bloc, de rester Canadiens majoritaires, et la peur du changement leur donne des dents. Ils prônent un Canada paternaliste et revendiquent pour le Québec le *tough love*. Comme le débarquement fédéraliste pré-référendaire, qui disait officiellement «We love you» et pratiquement, sur le terrain, «Don't break our country, bastards». Le Québec entier est torpillé pour crime de lèse-majorité. Comment expliquer l'ampleur de ces attaques? Elles sont nourries d'ici. Et relayées.

Quand le journal états-unien *Foreign Affairs* parle du Québec, il parle de partition et cite Diane Francis. C'est Howard Galganov et Mordecai Richler qui sont interviewés par





un journal de Francfort. C'est de Montréal que CJAD met en ondes ses lignes ouvertes. C'est ici que Conrad Black a radicalisé le seul quotidien anglophone. C'est le cabinet montréalais Hainen Blaikie (et P.É.Trudeau) qui prend gracieusement (?) la défense de Esther Déglise dans sa «revisitation» de l'histoire. C'est Bill Sullivan, le président de la St-James Society de Montréal, qui annonce «un gigantesque Oka» en cas d'indépendance.

#### ACCUSER-CONDAMNER

Ironiquement, c'est en Allemagne et en Italie qu'a le plus été relayé, depuis un an, ce discours anglo-canadien. Ces deux pays, qui ont connu la tentation fasciste, ont-ils une conscience à se refaire? Paul Létourneau, professeur d'histoire allemande, écrivait au *Devoir*: «le peu d'Allemands qui s'intéressent à l'étude de la société canadienne [...] appréhendent notre problématique principalement à travers les médias de langue anglaise au Canada...» et déplore «le déséquilibre causé par l'absence d'auteurs québécois». Dans les deux pays, le Québec vient de fermer ses représentations officielles...

Le racisme dévie toujours l'objet du mépris: on a médité sur les Juifs-ves plutôt que sur les pouvoirs financiers. On confond l'Arabe et le terroriste. Les accusations de racisme sont comme celles de crimes envers les enfants. Insidieuses, elles condamnent en même temps. Une défense complète est impossible.



*André Boisclair*

André Boisclair  
Ministre des Relations  
avec les citoyens  
et de l'Immigration

## 24 JUIN FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC

Chères Québécoises et chers Québécois,

La Fête nationale est l'occasion privilégiée pour nous tous de mettre en valeur ce qui nous unit et de souligner notre fierté d'appartenir à une société harmonieuse et ouverte sur le monde.

Je vous invite à profiter de la Fête pour faire plus ample connaissance avec votre voisinage et à participer nombreux aux activités prévues dans votre quartier.

Bonne Fête nationale!



Gouvernement du Québec  
Ministère des Relations avec les citoyens  
et de l'Immigration

Québec

Les Québécois-es ont la fibre coupable facile des colonisés-es. Quand Alain Bihr, du *Monde diplomatique* français, est venu examiner la situation, il n'a retenu que l'examen de conscience d'une gauche souverainiste conciliante à l'excès (juillet 95, pp.6-7). Plus récemment, un groupe de défense des droits des locataires de l'ouest de Montréal a refusé de participer à une manifestation autour des maisons très cosues de Westmount, de «peur que cela soit interprété comme de l'anglophobie». Solidarité et positionnement anglophone? Ou peur des réactions canadiennes?

### LA PANACÉE UNIQUE

Bien sûr, l'histoire des deux solitudes est jalonnée de conflits qui ont laissé des cicatrices. Débats sur la conscription, sur Meech et Charlottetown, sur le libre-échange avec les États-Unis, le Québec a prouvé souvent sa spécificité. Des sondages révèlent constamment des priorités différentes.

Par-delà la constitution canadienne, c'est la différence qui est visée, c'est l'intervention étatique. Le crédo néo-libéral s'accommode très bien de la pensée unique, de l'anglicisation de la planète, des vastes marchés de libre-consommation. Au point de confondre cette liberté individuelle et la démocratie. Pour le néolibéralisme, la démocratie équivaut exactement au degré d'absence de l'État qui doit, tout au plus, assurer l'ordre. Le président états-unien Clinton ne parle ainsi plus que de «démocratie de marchés».

L'étiquette de social-démocrate appliquée au gouvernement Bouchard nous fait sourire (ou pleurer). Le «déficit-zéro» de Bouchard-Landry et les coupures dans la protection sociale ne sont pas invoqués pour condamner les choix inhumains qui la jalonnent, mais pour s'inquiéter de ce qu'un Québec avec une nouvelle santé économique (!) pourrait être plus majoritairement indépendantiste. L'anti-québecisme se nourrit de ce qui reste des lois 101 et 78, du monstre Hydro-Québec, de la Caisse de dépôt et de placements. Quand Diane Francis parle de la création de la Caisse ou de l'aide au gouvernement dans la vente de compagnies états-unien-nes à des intérêts québécois, il s'agit de stratégies «interven-

DESSIN BADO - LE DROIT



Chrétien et le Québec.

La mondialisation des communications, inévitable, doit se faire en comptant sur la tolérance et la différence, contre la dictature d'une pensée unique.

tionnistes, non nécessaires et injustes» (p.15): l'interventionnisme prend une stature criminelle.

Gilles Rhéaume est d'accord avec cette analyse. Selon lui, la gauche canadienne se distingue, et le NPD est le seul parti politique canadien, outre évidemment le Bloc québécois, qui ne carbure pas au «bashing anti-Canada-français». Et si la situation est moins désespérée en Europe qu'en Amérique, c'est à cause d'«une plus grande sensibilité aux aspirations culturelles» des Européens-nes. Le sociologue Gary Caldwell fait des liens semblables, en constatant la nouvelle culture politique canadienne de type républicain.


### OUVRIR LES VANNES

Cette atmosphère de WWF<sup>2</sup> empêchera toujours les Québécois-es francophones de souhaiter plus de contacts avec sa minorité anglophone, une meilleure représentation dans la fonction publique, une meilleure attention aux activités culturelles, etc.

La réplique au *bashing* anti-Québec doit être généralisée. Lorsque, par hyperbole ou méconnaissance, un quotidien de Boston, en mars dernier, a fait sa «une» de la guerre des motards au Québec en écrivant qu'ils se tiraient dessus en plein jour dans le Vieux-Québec (à l'étranger on confond souvent la ville et la province!), c'est le directeur des communications du ministère du Tourisme qui a demandé rectification. L'intérêt, alors, était clair: les retombées économiques du tourisme...

À la même époque (mars dernier), notre ministre des Relations internationales, à Québec, semble avoir pris conscience des besoins. L'appareil diplomatique québécois a aiguisé ses crayons, et répond plus souvent aux détractations les plus abusives. Mais le gouvernement n'a pas beau jeu...

On connaît chez les attaquants-es UNE pomme de discorde. Alors que Diane Francis fustige le bilinguisme canadien et les coûts du français hors-Québec, les anglophones québécois-es souhaitent moins le retrait de l'État de cette «protection» des minorités! Les franco-canadiens-nes sont à date des otages bien silencieux-ses.

Il faut maintenir des liens avec l'extérieur du Québec, en créer d'autres. À travers la population canadienne. À travers la gauche canadienne. À travers la francophonie. Sur l'auto-route électronique. La mondialisation des communications, inévitable, doit se faire en comptant sur la tolérance et la différence, contre la dictature d'une pensée unique. 

2 De lutte spectaculaire et bruyante de la World Wrestling Federation...



Fédération des professionnelles et  
professionnels de l'éducation du  
Québec (CEQ)

Au service des jeunes et des adultes  
dans les commissions scolaires.

9405, rue Sherbrooke Est - Montréal H1L 6P3  
Tél.: (514) 356-0505 Téléc.: (514) 356-1324

25  
ANS

D'INNOVATIONS



CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES

(514) 899-1070

Bonne fête nationale



Alliance des professeures  
et professeurs de Montréal (CEQ)



**FTQ**

*Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec*

**LA PLUS GRANDE  
CENTRALE SYNDICALE  
QUÉBÉCOISE**

545, boulevard Crémazie Est  
17<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H2M 2V1

Téléphone: (514) 383-8000  
Télécopieur: (514) 383-8001

HULL  
(819) 777-5441

JONQUIÈRE  
(418) 699-0199

MONTRÉAL  
(514) 383-8000

QUÉBEC  
(418) 623-8713

RIMOUSKI  
(418) 722-8232

ROUYN  
(819) 762-1354

SAINT-JÉRÔME  
(514) 431-6659

SEPT-ÎLES  
(418) 962-3551

SHERBROOKE  
(819) 562-3922

TROIS-RIVIÈRES  
(819) 378-4049

# PRÉPARE-T-IL SES VACANCES OU CELLES DES AUTRES?



Dans le port de Sète,  
en France.

PHOTO:  
BERNARD JEAY



## Jacques Proulx LES SAISONS DE LA POLITIQUE OU FIGURE DE PROULX

JACQUES COLLIN

PHOTOS: GUNTHER GAMPER

JACQUES PROULX EST UN HOMME PUBLIC QUI A L'HABILITÉ DU POLITICIEN ET UNE CONNAISSANCE PROFONDE DU TERROIR. CHEZ LUI, L'UN NE PEUT PAS VIVRE SANS L'AUTRE.

**À** Saint-Camille en Estrie, dans la paisibilité rurale, on entend le vrombissement d'un moteur. C'est le premier tracteur du village. On laisse même le petit Jacques, qui a à peine plus de quatre ans, manoeuvrer ce merveilleux outil de travail. À la campagne, tout le monde doit travailler. Conduire un attelage ou un tracteur, il n'y a pas de différence; c'est le besoin qui détermine l'âge de l'apprentissage.

De ceux et celles qui assistaient à la scène, personne ne doutait qu'il s'agissait des premiers balbutiements d'un bouleversement du monde rural. Mais de là à croire que le jeune chauffeur serait un acteur important dans ces changements... Sa première expérience au volant d'un tracteur est le plus

vieux souvenir de Jacques Proulx.

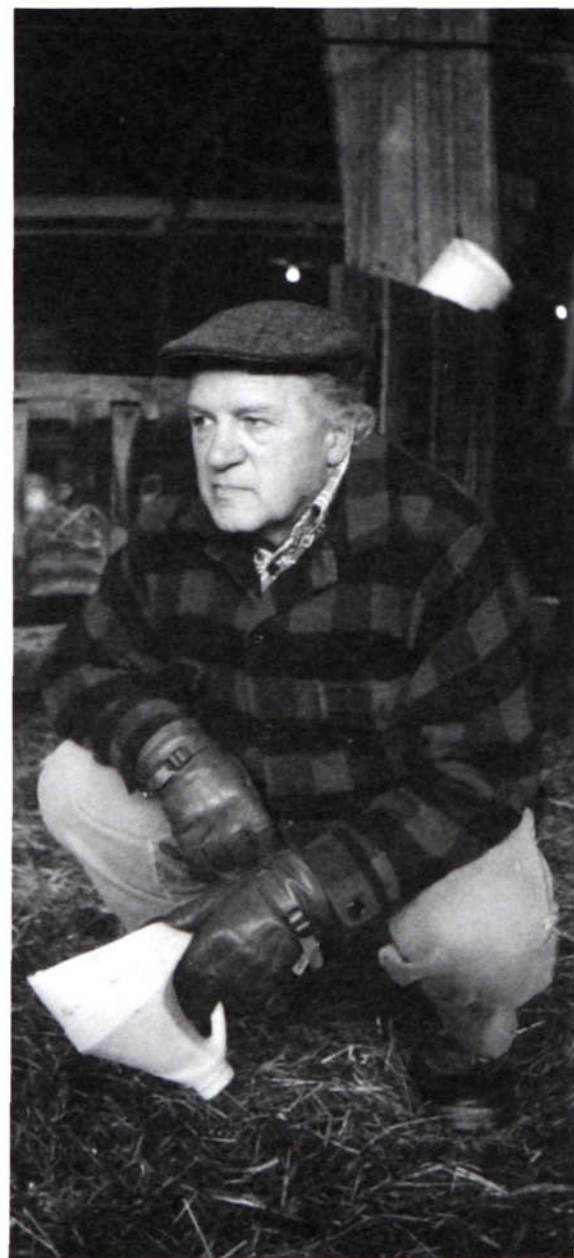
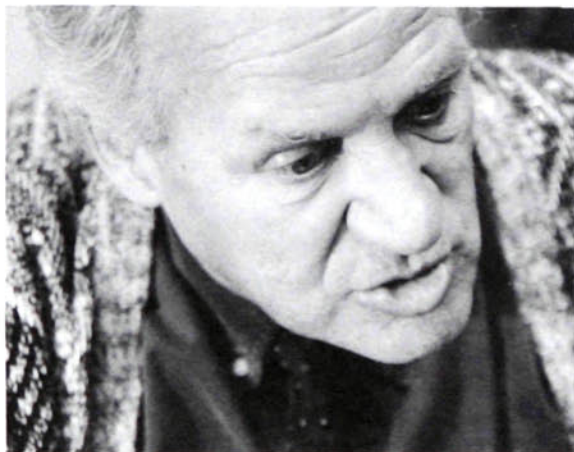
Jacques Proulx est d'abord un paysan. Son cheminement d'homme public est le prolongement de sa vie d'agriculteur qu'il était et qu'il est toujours. À toutes les fins de semaine, il retrouve la ferme. Il considère que pour rester branché sur la réalité, il faut vivre près des problèmes et de ceux et celles qui les vivent. C'est parce qu'il garde un contact avec la terre et les éléments qu'il arrive à «vivre avec un agenda» et à tenir une vie publique.

Le monde agricole a connu la révolution tranquille du Québec des années 60 et ses retombées. Les jeunes se scolarisent, apprennent de nouvelles techniques de production, développent une connaissance approfondie des sols;

l'agriculture prend le virage technologique et s'ouvre au monde. On voit plus grand, on est capable de produire plus. La mécanisation devient un incontournable, la génétique fait son chemin. La ferme ancestrale laisse sa place à la ferme industrielle.

### DU CHEVAL AU SATELLITE

Jacques Proulx est bien placé pour comprendre ce qui s'est passé. C'est en 1960 qu'il devient propriétaire d'une ferme laitière et ovine. Lui, qui était présent à l'arrivée du premier tracteur, assiste en direct au passage de l'époque du cheval à celle de l'industrialisation. C'est dans les années 70 que Jacques Proulx commence sa vie publique, impliqué dans les commissions scolaires. À la même époque, il est élu président régio-



nal de l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour l'Estrie, puis en devient président national.

Plusieurs parlent de l'UPA d'«avant Jacques Proulx» et de l'UPA d'«après Jacques Proulx». Avant lui, on entendait peu parler de l'UPA, qui était perçue comme un regroupement de paysannes bien intentionnées. Aujourd'hui, l'UPA est devenue un incontournable qui se prononce et participe à tous les grands débats de société. Après Proulx, l'UPA s'est retrouvée modernisée et plus médiatisée.

Jean Vignault, de la Fédération des producteurs de lait, note la ténacité et les qualités de visionnaire de Proulx. «Il est souvent à l'avant-scène du mouvement, ce qui peut susciter certaines oppositions à l'occasion, mais c'est un homme qui parle la langue des producteurs. Bon motivateur, il sait supporter les élus régionaux. Ça lui a valu de bons appuis pour asseoir son leadership au sein de l'UPA. Il est capable de rallier; sa crédibilité et son charisme lui ont permis, dans bien des cas, de susciter un consensus là où les divergences semblaient irréconciliables.»

#### BRIAN ET JACQUES

Jacques Proulx ne s'opposait pas au Traité de libre-échange. Mais il n'était pas question de donner carte blanche aux politiciens. Proulx, qui interpellait publiquement Mulroney sur les négocia-

tions du GATT, réclamait des garanties pour la population, la protection des cultures locales et l'assurance d'un respect des normes environnementales. À l'époque, on cherchait à tout déréglementer, dont les marchés agricoles qui opéraient sur la base de quotas ou de fixation des prix, tels le lait et les céréales. Les agriculteurs riches risquaient gros à ouvrir les marchés sans s'y être préparés.

Proulx voulait que le Traité soit généreux et qu'il ne pense pas qu'aux profits des «commerçants» (un mot qu'il utilise souvent en évoquant des problèmes!). Aujourd'hui, quand on lui demande si ses craintes étaient fondées, il nous répond: «On nous promettait plus d'emplois, les avons-nous? On devait accéder à plus de produits, en avons-nous plus? On devait améliorer l'enrichissement collectif, sommes-nous plus riches? Non.»

L'accessibilité des marchés? L'abolition des tarifs douaniers? Les taxes à l'exportation? «Les Américains sont des protectionnistes hypocrites», dit Jacques Proulx. «Les producteurs agricoles du Québec et du Canada se sont dotés de mécanismes transparents, donc apparents, pour contrôler les marchés agricoles: nous prêtons maintenant flanc aux contestations! Pendant que les États-Unis bloquent l'accès à leur marché sous prétexte que nous subventionnons déloyalement, ils subventionnent, de façon indirecte. Par exemple, la production du



lait nécessite une grande consommation d'eau. En Californie, l'eau est rare et coûteuse. Mais le gouvernement subventionne l'eau et paye pour les installations. Pourtant, sans ces installations, les producteurs laitiers états-uniens ne pourraient pas tenir leurs prix ni leurs marchés.»

Le géant états-unien subventionne aussi ce qu'on appelle les terres en friche, qu'on laisse à elles-mêmes. On subventionne donc pour ne pas cultiver!

### L'ARRIÈRE-PAYS

Depuis les 30 dernières années, les rendements agricoles québécois ont continuellement progressé; c'est le seul secteur de l'économie qui a réalisé pareille performance. Les techniques industrielles ont permis au Québec de faire sa place dans plusieurs marchés mondiaux.

Jacques Proulx était là dès la création de Solidarité rurale, au début des années 90. Solidarité rurale est une organisation, financée par ses composantes, qui veut regrouper tous les intervenants-es des communautés rurales, des Caisses populaires aux MRC... «Les petites fermes ont tendance à disparaître, l'agriculture industrielle n'ayant pas un penchant naturel vers les petits marchés. Les producteurs ont tendance à agrandir leurs marchés, augmenter les volumes et à grossir les troupeaux. On ne peut pas dire que ça empêche le développement des petites fermes. C'est plus insidieux que ça. Mais tout est prévu et pensé à grande échelle. On assiste à une concentration de la production. Les villes centralisent la transformation, les fermes grossissent, les populations se rapprochent des sources de revenu.» C'est alors qu'on voit des populations complètes fuir l'arrière-pays.

«Pourtant, les méthodes industrielles permettent d'améliorer les rendements, de sorte que des petits marchés autrefois trop onéreux pourraient devenir rentables; la culture biologique est très prometteuse en ce sens. Je pense aussi à tous ces petits fruits avec lesquels nos grands-mères faisaient

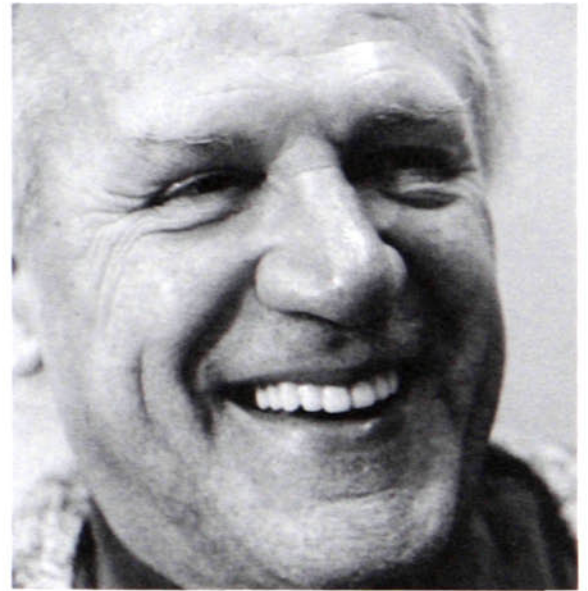
leur confiture. Quand on a besoin d'un produit particulier, soit pour nous nourrir ou alimenter le bétail, il est important que nous le produisions. Il ne faut négliger aucun créneau. C'est la façon de ne pas être à la merci des marchés mondiaux, de maintenir les petites fermes en vie et de repeupler les campagnes.»

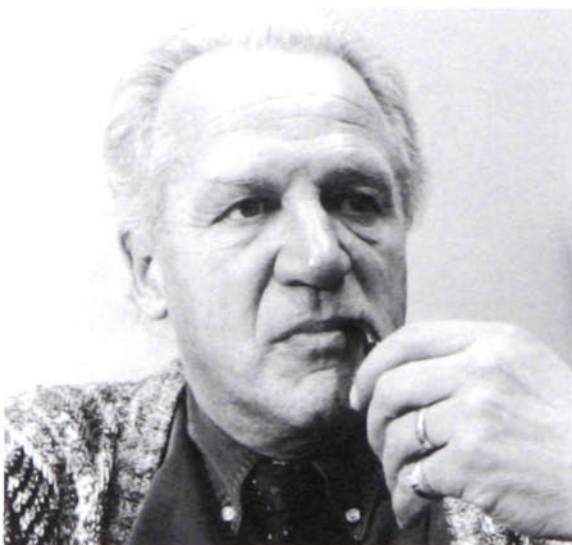
On voit de nos jours des agriculteurs-rices louer leur ferme à des compagnies pour devenir des employés-es. «Dans la production intégrée, les cultivateurs ne contrôlent pas leurs moyens de production. Le cultivateur est sous-traitant ou employé sur sa propre ferme. Ces grosses compagnies lui proposent un prix pour chaque porc ou volaille qu'il produit. Il fournit sa ferme. Il doit acheter l'équipement pour produire. Il a l'obligation d'acheter ses intrants chez des fournisseurs précis. Il reçoit tant par bête. S'il y a une maladie ou des mortalités, le producteur s'expose à tout perdre, contrairement à celui qui peut diversifier et compter sur un produit parallèle ou une deuxième variété de culture ou d'élevage. Celui qui se met à la merci des "commerçants" ne contrôle plus rien.»

### LE PORC, C'EST TOUT CROCHE

Parler d'agriculture à l'échelle humaine et de méga-porcherie ne nous place-t-il pas dans un dilemme insoluble? Dès qu'il entend le mot «porcherie», l'ancien président de l'UPA fait un grand sourire. «Je savais que tu m'en parlerais.» Il se recule dans sa chaise, attise sa pipe à coups de grandes bouffées saccadées. Puis dans une tirade qu'on dirait déjà apprise, il dit ceci: «Bel exemple de débat tout croche; c'est pas le porc qui pollue, ce sont les méthodes de production, notamment la concentration des élevages. Le débat est devenu le débat des durs et des purs. D'un bord, les écologistes qui voudraient tout simplement qu'on cesse de produire parce que ça pue et que ça pollue, et les producteurs intensifs (qui ne sont qu'un très petit nombre), qui d'autre part réclament le droit de produire sans aucune contrainte.»

«À cela vient s'ajouter le ministère de l'Environnement qui veut régler par règlement. Actuellement au Québec, il n'y a pas une région qui n'est pas capable d'absorber l'élevage des porcs, mais il faut chercher des alternatives aux problèmes qui sont dus à l'élevage intensif et non au porc lui-même. Il faut se doter d'équipements de recherche. En pensant profits, les compagnies n'assument pas le coût total de leurs usines. Elles produisent et laissent au citoyen la quête de solutions.»





Patrick Rasmussen, président du Mouvement vert de la Mauricie, ne partage pas là-dessus tout le point de vue de Jacques Proulx. On n'aurait pas besoin de centre spécialisé pour agir. «Le Danemark a déjà fait des études, des expérimentations et des règlements relatifs au compostage du lisier, qui permettent d'éliminer les effets polluants de l'épandage. Et les 9/10 des terres où il se fait de l'épandage sont surfertilisés.» Il existerait aussi des méthodes de gestion d'élevages qui, en tenant compte des sols, des cours d'eau et des lieux à protéger, permettraient celui du porc sans la pollution actuelle. Proulx réplique en

nuançant son propos. «Il faut vérifier. À mon avis, il y a encore des terres qui peuvent supporter l'épandage.»

Quand la controverse éclate vers 1994 autour des élevages porcins, Jacques Proulx a déjà quitté la présidence de l'UPA. C'est Laurent Pellerin, ancien président de la Fédération des éleveurs-ses de porc, qui le remplace. Est-ce un signe de la force des éleveurs-ses de porc ou une volonté de mettre en place un homme plus près de la question porcine?

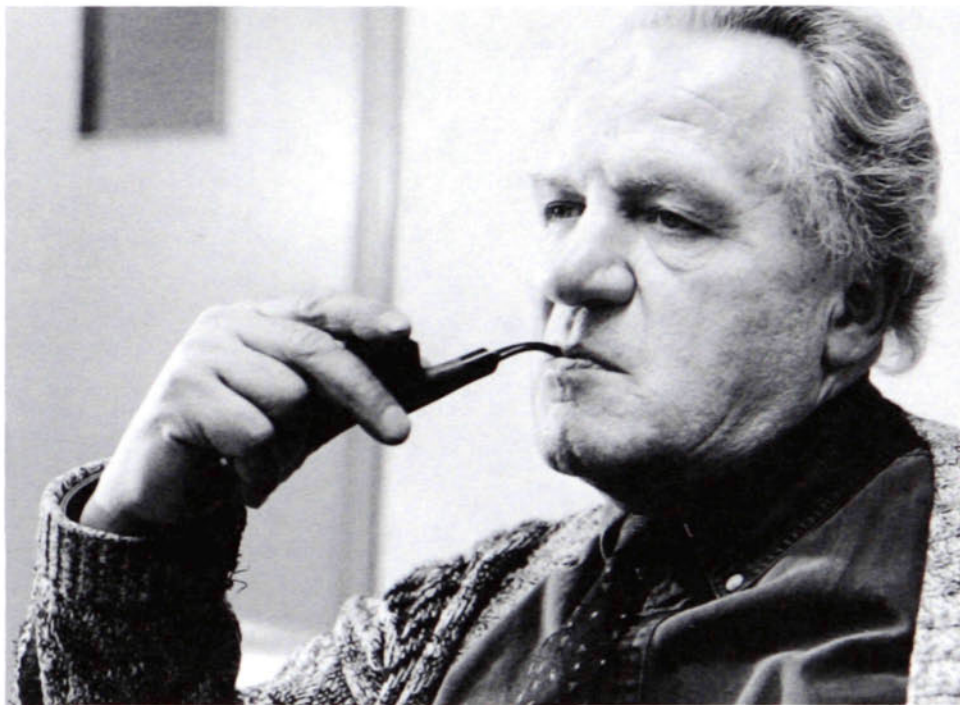
### RETOUR AU PAYS

«Tous mes dossiers m'ont passionné, nationaux et internationaux. Mais, c'est l'évolution de la notion de ruralité, l'importance qu'on y reconnaît, et la question des forêts, qui m'apparaissent comme ce qu'il y a de plus satisfaisant dans ce que j'ai fait.» Jacques Proulx accède à la présidence de Solidarité rurale dès qu'il quitte l'UPA. Son travail devient plus politique. Son premier niveau de préoccupation devient la communauté, son développement et son maintien. Il pense d'abord région. Il considère que la gestion de la forêt devrait appartenir aux régions, si on veut que son exploitation se fasse de façon durable. «Présentement, on accorde

des droits de coupe à des compagnies qui n'ont d'autres intérêts que de partir dès qu'elles ont tout coupé.»

«Présentement, le pouvoir s'éloigne de l'individu pour s'approcher de la mondialisation. Il faut faire attention pour ne pas créer une structure qui créerait des problèmes plus graves.» Proulx fait allusion aux fusions de municipalités, de commissions scolaires. Il craint qu'avec ces visées de technocrates, les organismes risquent d'enrayer toute capacité d'intervention. «Il faut se méfier de la norme, dit Proulx, qui est tellement standardisée qu'elle finit par ne plus être applicable dans bien des cas. Plusieurs villages ont réussi, mais il leur a fallu être délinquants pour y arriver. Contrecarrer la norme des fonctionnaires et inventer du nouveau.»

«Quand on ferme une école dans un village, on économise sur la bâtisse, mais a-t-on pensé à combien va coûter le transport d'un élève pendant 15 ans. Pour empêcher l'endettement, il faut maintenir la population en place, et pour y arriver, il faut garder les bureaux de poste, les services de santé (hôpital, clsc, etc.).» De même pour la fusion des municipalités: «Ce ne sont pas les municipalités qu'il faut fusionner; il



dre leurs représentants. Il faut parler d'une grande générosité. La porte s'ouvrait sur une prise de conscience collective.» Mais il déplore le travail de la petite politique partisane qui a récupéré le débat pour ses besoins électoraux et de pouvoir.

Quand on parle de politique active, Jacques Proulx rappelle qu'actuellement, il n'y a que 4% de la population qui fait confiance aux politiciens-nes. «La "politicaillerie" a fait perdre toute crédibilité à nos institutions. La machine des partis



PHOTO: LUIGI GHIRRI

si pendant le huis clos, il a cherché à nous rapprocher du consensus, une fois en public, il a maintenu le flambeau.» Quant à Jacques Proulx, il nous dit avoir décelé au Sommet une volonté réelle pour arriver à un consensus.

Que pense-t-il du «déficit zéro», maintenant que le gouvernement a commencé ses coupures? «Les politiciens-nes n'avouent pas leur incapacité à intervenir ou à changer quelque chose.»

Comment Jacques Proulx est-il arrivé là où il en est? Commission scolaire et UPA, c'est son intérêt et sa militance accompagnés d'une série de concours de circonstances qui l'y ont amené. «Il y a de grands militants qui n'ont pas "monté" parce que les circonstances ne se sont jamais présentées.»

Jacques Proulx n'est pas à ses premiers pas dans le monde politique. Son passage à la Commission Bélanger-Campeau l'a agréablement touché. Il en parle comme de quelque chose d'extraordinaire. «Il s'agissait d'un exercice démocratique sans précédent. On a entendu plus de 600 mémoires. Pensons à ces organismes, petits et gros, qui ont autorisé les budgets nécessaires pour faire enten-

politiques a neutralisé l'intelligence politique. Elle dénature ce que devrait être le travail politique.» Mais quand on lui demande s'il a déjà été sollicité par un parti, alors là, un petit silence, un petit sourire: «Je sais que je suis une "matière politique", je serais menteur de prétendre le contraire. Pas besoin d'être sollicité. Il s'agit de savoir où et comment se placer. Je sais qu'il y a une porte là. Je ne l'ai jamais fermée.»



faut mettre des services en commun, c'est pas parce que c'est plus gros que c'est moins cher!»

### COLLÈGUES AU SOMMET

En tant que président de Solidarité rurale, Proulx était au dernier Sommet économique. François Saillant, du FRAPRU, rappelle que les groupes communautaires comptaient sur Proulx au Sommet pour soutenir la cause de l'appauvrissement zéro. Il résume ainsi ce qui était attendu de Jacques Proulx: «On voulait le mouiller, on savait qu'une fois mouillé, il serait fiable. Effectivement, même



LE CIRQUE DU SOLEIL EST L'ENFANT CHÉRI DU QUÉBEC. EN BRÛLANT LES ÉTAPES DEPUIS SA CRÉATION EN 1984, LE CIRQUE A POURTANT LAISSÉ DES ÉCLOPÉS-ES SUR SON PASSAGE. PRUDENTE, L'ENTREPRISE S'EST STRUCTURÉE DE FAÇON À ÉTOUFFER TOUTE CONTESTATION.

«**C**eux qui se blessent souvent sont également ceux qui ont des rapports tendus avec leurs collègues.» Pietro Bondo, masseur du Cirque, a le raccourci saisissant. Si le Cirque est une activité où la notion de danger est souvent présente, il ne faut pas oublier non plus que les conditions de travail et l'effort demandé influent sur les blessures.

## Les conditions de travail au Cirque du Soleil

# LES CROISÉS-ES DU CIRQUE

LUDOVIC HIRTZMANN


Le saxophoniste Claude Vendette, blessé en 1989 parce qu'il est le seul à jouer de l'instrument pendant les deux heures du spectacle, note: «La fatigue est sûrement un important facteur d'accidents. À mon avis, le point critique pour la santé se situe autour de la 150<sup>e</sup> représentation. À ce stade, notre journée de congé hebdomadaire ne nous suffit pas pour récupérer. L'éloignement, le manque d'intimité et la rareté des distractions s'ajoutent à notre fati-

gue physique.» Un constat qui poussera la magicienne Angela Laurier à exprimer à la même époque son désarroi: «Trop de spectacles, ça devient dangereux.» De nombreux artistes quitteront le Cirque la même année.

### LA GRANDE FAMILLE

Des artistes qui, comme Angela Laurier, rappelleront au passage: «Ça me fait rire quand j'entends les boss parler de la grande famille du cirque. On les connaît à peine. C'est très rare qu'ils nous adressent la parole.» Un reproche qui ne manque pas de souligner le clivage entre une riche direction et des exécutants-es corvéables à merci. La dernière tournée au Japon a produit son lot de gens brisés. Plusieurs employées ont quitté «la grande aventure». Pour les mêmes raisons qu'il y a quelques années. Faibles salaires, charge de travail trop importante.

### ERRATUM

Des imprécisions se sont glissées dans le dernier dossier *La vie des dépanneurs au Québec* (VO n° 265). Dans l'article «L'industrie actuelle du dépannage» (p. 27), on devrait lire que la bannière Proprio est approvisionnée par Proviso, et non pas par Provi-Soir. Bonisoir distribution dessert plusieurs bannières dont Bonisoir, Omni, Sertard, etc. En avril, Alimentation Couché-Tard achetait son principal concurrent, Provi-Soir. Le géant du dépannage au Québec compte maintenant plus de 550 points de service. 

Pour Francine Furtado, chargée de projet au Cirque pour l'une des tournées japonaises, «les contraintes étaient dans les horaires. On avait beaucoup de représentations. On parle d'argent, donc on parle en nombre de représentations. Pour rentrer dans ce qu'on appelle le point de chute.» Et pourtant selon Diane Laberge, directrice des relations publiques du Cirque, «les conditions de travail sont excellentes». Et les abandons en cours de route ne sont pas supérieurs à 2%.


Les mécontents-es n'ont qu'un seul choix: la porte. Car, au Cirque du soleil, on ne veut pas de syndicat. Les contrats de travail de la compagnie le rappellent noir sur blanc. L'aspirant-e artiste déclare ne pas être membre d'un syndicat. «Comme tous les employés sont traités avec respect au sein de l'entreprise, les syndicats sont très loin de nos préoccupations courantes», dit Diane Laberge. Et comme deux précautions valent mieux qu'une, la structure du Cirque du soleil ne facilite pas non plus l'entrée d'éventuels syndicats. Chaque tournée du Cirque est une compagnie différente. Le cirque ayant décidé depuis quelques années de salarier ses artistes, ceux-celles-ci échappent en outre au contrôle de l'Union des artistes.

## LES MERCENAIRES

Le Cirque du soleil n'a de québécoises que les subventions provinciales et municipales, de la Ville de Montréal ou de Sainte-Foy. «Le Cirque du soleil recrutait peu de Québécois. Ils allaient chercher des artistes dans le monde entier

## DE MONTRÉAL À BERLIN

**L.H. – Le Cirque du soleil, ce sont aujourd'hui 1 200 employés-es permanents et 3 500 surnuméraires, un chapiteau sur chaque continent et près de 125 millions \$ de chiffre d'affaires. C'est également des compagnies de billetterie et de gestion de projets d'infrastructure culturelle. C'est aussi un siège social encore inachevé dans le quartier Saint-Michel de Montréal. La réalisation de Dan H. Haganu, l'architecte des HEC, devrait coûter 40 millions \$, soit 10 de plus qu'initialement prévus. Les gouvernements provincial, fédéral et la Ville de Montréal interviennent pour près du tiers dans le financement des travaux.**

**Les projets de créations, d'associations à l'étranger vont bon train. De Berlin à Las Vegas, en passant par Amsterdam, les artistes envahissent les villes où il y a de l'argent. Le Québec n'est qu'une base arrière qui ne compte plus beaucoup pour les finances de la compagnie. Comme le déclarait Jean David au «québécoisophile» *Financial Post*: «le Canada ne compte plus que pour 5% de nos revenus».** 

et ces gens-là ne se connaissent pas», rappelle Daniel Cyr, d'*Eloïze*, un cirque qui commence à acquérir une certaine notoriété en dehors du Québec.

La compagnie de Guy Laliberté ne privilégie pas en effet l'embauche d'artistes locaux. Le chasseur de têtes du Cirque, Gilles Sainte-Croix, traque dans le monde entier les futurs élus-es. «Peut-être que leur passage chez nous deviendra pour elle ou lui l'aventure d'une vie», note avec modestie ce chevalier des ressources humaines. Pour la tournée *Quidam*, qui a débuté en avril 96, les artistes sont issus de huit pays différents. Avec 16 artistes sur 46 pour le représenter, le Canada fait figure de parent pauvre. Les Russes, Ukrainiens-nes et les Chinoises tiennent le haut du pavé. Le haut du trapèze devrait-on

dire, puisque ces mêmes étrangers-ères sont les principaux acteurs-rices des numéros à risques. Sur les 16 Canadiens-nes, sept sont des musiciens-nes ou des chanteurs-ses.

Une troupe composée de Russes, d'Ukrainiens-nes et de Chinoises est plus facilement contrôlable. Ces athlètes sont habitués à travailler dans des conditions très difficiles dans leurs pays d'origine et sont plus durs au mal. Mais le principal avantage à entretenir ces artistes étrangers réside dans le fait que les artistes de l'Est ou de l'empire du milieu ne touchent directement qu'une partie de leur cachet. L'essentiel est reversé à leur gouvernement respectif. Les artistes sont donc très dépendants du Cirque.

## DES DÉFECTIONS

En 1989, certaines des acrobates chinoises ont profité d'une tournée états-unienne pour prendre la clef des champs. Elles sont alors parties rejoindre le Big Apple Circus de New York. Au Cirque du soleil, on est resté bien discret sur ces défections.


Lors de ses débuts, le Cirque a embauché de nombreux-ses artistes européens-nes, français-es notamment. Selon Pierre Ouimet, chef éclairagiste à l'époque de l'exposition de Vancouver, les Français-es sont repartis assez rapidement pour ne pas avoir été payés. À cette époque, on proposait au chef éclairagiste de distribuer du pop-corn pendant l'entracte... 



PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN



PHOTO: PATRICE BOLVIER

G E S T I O N

**COOP**

SERVICES DE GESTION  
POUR COOP ET OSBL

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 420  
MONTREAL (QUEBEC)  
H2E 1A7

TÉLÉPHONE : (514) 376-4090  
TÉLÉCOPIEUR : (514) 376-4099

Tout ce qui est en bas est  
comme tout ce qui est en haut.



«*Tout ce qui est en bas est  
comme tout ce qui est en haut*»

Encre de chine sur papier 1985, 27,5 x 37,5 cm

Cette œuvre de Marc Lincourt est identifiée  
au programme des dons planifiés de  
La Fondation Centraide

**Gosselin+Associés**

COMPTABLES AGRÉES

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 420  
MONTREAL (QUEBEC)  
H2E 1A7

TÉLÉPHONE : (514) 376-4090  
TÉLÉCOPIEUR : (514) 376-4099

Gouvernement du Québec  
Ministère du Travail

# Ne perdons pas LE NORD!



On ne pénètre pas  
en forêt sans boussole.  
On n'entre pas sur le chantier  
sans coffre à outils.  
Pas plus qu'on entreprend  
sérieusement une négociation  
sans **Le Marché du travail**.

Un seul mensuel traite depuis près  
de 20 ans de sujets essentiels en matière  
de travail et de main-d'œuvre, pour votre  
organisation ou vous-même :

**Le Marché du travail.**

Produit par le ministère du Travail,  
**Le Marché du travail** véhicule  
chaque mois une information fiable  
au monde du travail. Cette publication  
gouvernementale contient des  
analyses, l'essentiel des conditions  
de travail issues des plus récentes  
conventions collectives, des chroniques  
sur la rémunération, l'indice des prix  
à la consommation, la main-d'œuvre  
ainsi que les relations du travail.

**Le Marché du travail,**  
l'OUTIL de la négociation !

## NOUVEAU! AVANTAGEUX!

**Le Marché du travail**  
Prix nordiques, gelés pour 1 ou 2 ans  
au choix, à l'abonnement

|              |       |            |
|--------------|-------|------------|
| Abonnement : | 1 an  | 85,00 \$*  |
|              | 2 ans | 150,00 \$* |
| Au numéro :  |       | 12,95 \$*  |

\*Plus taxes

**L'abonnement, c'est maintenant plus de revues pour beaucoup moins de dollars !**

### Vente et information:

Commande postale:  
Les Publications du Québec  
Service à la clientèle -  
Abonnements  
5800, Saint-Denis, bureau 605  
Montréal (Québec)  
H2S 3L5

Internet: <http://doc.gouv.qc.ca>

Télécopieur: (514) 272-6310

Téléphone: (514) 272-1373

**1 888 272-1373**

Québec



A7-017-3 / 05



PHOTO: DANIEL S-LEGAULT

POUR CHANGER L'IMAGE D'UN QUARTIER DÉFAVORISÉ COMME HOHELAGA-MAISONNEUVE À MONTRÉAL, LES OPÉRATIONS COSMÉTIQUES NE SUFFISENT PLUS. ON MISE PLUTÔT SUR UNE MEILLEURE HARMONISATION DES LIENS ÉCOLE-TRAVAIL.

«L'avenir des Expos de Montréal en sol québécois passe par la construction d'un stade au centre-ville», clame annuellement le président du club de baseball, Claude Brochu. Il prétend que le quartier Hochelaga-Maisonneuve, où est situé le fameux éléphant blanc, ne possède guère d'endroits de qualité pour se sustenter la panse ou se gargariser le gosier.

Cette évaluation, largement reprise dans les chroniques de Réjean Tremblay dans *La Presse*, pourrait changer au cours des prochaines décennies si les travaux du comité de coordination **Hochelaga-Maisonneuve Quartier en santé**<sup>1</sup> se concrétisent.

## ET LES POSEURS DE CLOUS?

Brillant verbo-moteur, Robert Cadotte, commissaire scolaire à la CÉCM et membre de ce comité, précise les priorités du groupe de travail. «On ne veut pas et on ne peut pas régler tous les

1 Le comité fait partie du mouvement des *Villes et villages* qui regroupe 1 000 municipalités à travers le monde et qui a pour objectif d'amener les communautés locales à se prendre en mains à tous les niveaux (éducation, loisirs, santé, etc.).



## Hochelaga-Maisonneuve DE STADES ET DE RESTAURANTS

RAYMOND LANGEVIN

problèmes en même temps. C'est l'éducation qui constitue pour nous la priorité.» Choix similaire à celui des petits pays qui ont le mieux réussi à faire face à la mondialisation de l'économie. «Si la recette est valable pour eux, pourquoi ne la serait-elle pas pour nous?»

«Une société, ça ne se construit pas seulement avec des médecins ou des entrepreneurs, mais aussi avec des poseurs de clous», souligne Robert Cadotte. Le comité suggère en ce sens que les écoles primaires du quartier soient dotées de thématiques spécifiques à différents corps de métier. Et recommande également que les entreprises soient tenues de les soutenir financièrement, un peu comme en Scandinavie. «On travaille actuellement sur un projet de laboratoire de cuisine-restauration pour une

de nos écoles, pour quoi n'irait-on pas solliciter l'appui des grosses entreprises comme Biscuits Viau ou Sucre Lantic? Nous l'avons fait par le passé, en recevant l'appui de Johnson&Johnson, dans le cas du laboratoire des techniques de l'environ-

nement de l'école primaire Notre-Dame-de-L'Assomption.»

## ET LA RELÈVE RESTAURANTE?

En cette ère de faillites multiples dans le milieu de la restauration, à quoi rime l'idée d'un projet de laboratoire-restauration dans une école primaire? «Il s'agit avant tout de permettre aux enfants de découvrir les vertus d'une bonne alimentation, mais aussi de préparer la relève de demain chez les restaurateurs. Nous avons un potentiel annuel de 4,5 millions de visiteurs, à cause notamment du Stade olympique et du Jardin botanique: des gens qui ne fréquentent pas les restaurants du quartier parce que la bouffe servie y est terriblement déficiente. Il faut remédier le plus rapidement possible à cette situation.»

Le comité propose également d'appliquer ce modèle école-travail lié aux enjeux du quartier à l'école secondaire Chomedey-de-Maisonneuve. Les deux thématiques suivantes y seraient priorisées: les techniques de l'environnement et le récréotourisme.

Ces projets se réaliseront-ils? L'avenir le dira. Entre temps, les Expos auront peut-être obtenu leur nouveau stade ou auront été achetés par un riche États-Unien...



PHOTO: YVES PROVENCER

# COLONNE DE FUMÉE ET INTERNET

MARIO GRENIER

**L**ongtemps, l'autochtone le plus connu dans les médias était le sauvage-cible, au début et à la fin de la programmation télé. Très peu interactif.

Bien au-delà de ce qu'on désigne comme les régions éloignées, Salluit est le village inuit le plus près qui soit de la Terre de Baffin. Et bien Salluit est, comme le veut l'expression consacrée, à la fine pointe de la technologie des communications! Grâce à un savant mélange de lignes téléphoniques, de satellite, de radar et de technologie audionumérique, la communauté a pu installer cinq postes Internet pour la communauté. Très interactifs.

Le projet pilote, qui se termine en juin pour devenir permanent, dessert aussi Kuujuaq et Puvirnituq. On s'attend à ce que six autres communautés soient ensuite intégrées au réseau dans le Nunavik. Mais le projet fait beaucoup plus que permettre à des écoliers-ères de se brancher et de créer leur page Web. Il relie aussi des services de santé à l'Hôpital général de Montréal, ce qui permet de mener des consultations à distance et conduire des opérations. Vision Nunavik, c'est aussi la mise en place de la télé-justice. Plus besoin d'avoir une cour itinérante qui se déplace en avion pour aller visiter les localités. Le suspect-e est dans sa communauté, mais la cour est à des centaines de kilomètres.

## NOUVELLE PISTE

«Le plus important dans le projet, on ne le retrouve pas dans les fils, les micro-ondes et les ordinateurs qui rendent la chose possible, mais dans la vo-



La nation innu a un site Web à l'adresse <http://www.web.net/~innu>.

lonté des communautés», souligne une des coordonnatrices du projet, Kathy Péloquin, une jeune Inuit qui a fait des études de communication à l'Université McGill.

Bernard Cleary, ex-journaliste, d'origine montagnaise, professeur à l'Université Laval, est un nom connu dans le domaine des communications au Québec. Celui qui s'est lancé en affaires, notamment avec sa fille Chantal, inaugurerait, en début d'année, *La piste amérindienne*, un site Internet qui se veut incontournable pour les autochtones et pour qui veut se familiariser avec les Premières nations du Québec:

«C'est important que les jeunes autochtones prennent le virage de l'autoroute de l'information le plus tôt possible et que le dossier autochtone passe par un endroit de façon à ce qu'il y ait une référence, et on s'est dit: pourquoi ce ne serait pas nous la référence?»

---

Les Innus ont plus d'une corde à leur arc pour se faire entendre et Internet n'en est qu'une de plus.

---

On dit que ce qui sera important à l'avenir, ce ne sera pas la matière première, mais la matière grise. L'éducation est donc de première importance. C'est d'autant plus vrai pour les communautés autochtones où deux personnes sur trois ont moins de 25 ans. «Par





exemple, par notre association avec la Centrale de l'enseignement du Québec, on développe des jeux et du contenu éducatif pour intéresser les jeunes autochtones.»

#### L'INTERACTIF AUTOCHTONE

La combativité de la communauté montagnaise de la Côte-Nord et du Labra-

dor n'a plus à être démontrée. Sur la page d'accueil de leur site Web: les vols à basse altitude de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN); le développement du plus important gisement de minerai, Voisey's Bay; le passage d'une piste de motoneige de 250 kilomètres et les développements hydroélectriques sur les rivières Sainte-Marguerite et Churchill.

Les Innus ont plus d'une corde à leur arc pour se faire entendre et Internet n'en est qu'une de plus.

Ils peuvent aller télécharger des jugements à la Cour suprême, les plus récentes études du Bureau fédéral d'évaluation environnementale. C'est maintenant la planète entière qui est

au courant de leurs combats. Ils reçoivent des messages d'appuis de militaires à la retraite. Au Pays-Bas, un groupe s'est formé pour faire pression sur le gouvernement. Les messages proviennent d'aussi loin que d'Afrique du Sud, ce qui ne les empêche pas de vouloir rejoindre la population locale. Le site de Mamit-Inuat est trilingue: innu, français et anglais.

Les cyniques pourraient penser qu'il y a contradiction entre préservation du mode de vie traditionnel et utilisation des nouvelles technologies. Une contradiction qui n'en est pas une selon tous ceux-celles à qui nous avons parlé, comme Armand Mackenzie, un avocat de la nation montagnaise: «La tradition nous enseigne qu'il faut apprendre à vivre avec son environnement. Non pas le dominer, essayer de le contrôler. Par exemple, si on diffuse de l'information sur Internet en langue innu, on utilise quelque chose de traditionnel pour l'allier à quelque chose de contemporain. C'est un nouveau moyen pour véhiculer nos valeurs.»

**Investir dans un système d'éducation de qualité, c'est se donner les moyens de réussir**

**Choisir l'éducation**

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec  
1601, av. de Lorimier  
Montréal H2K 4M5  
514-598-2241  
Fax: 514-598-2190

**FNEEQ**  
  
**CSN**

Design France Turiff • Photos Gilbert Duclos

# Entrevue avec Renée Houde UN PONT ENTRE LES GÉNÉRATIONS

## Le mentorat

NATHALIE LABONTÉ

QUI N'A PAS ÉTÉ TRANSFORMÉ AU COURS DE SA VIE PAR LE CONTACT D'UNE PERSONNE PLUS EXPÉRIMENTÉE? PAR EXEMPLE, UN PROFESSEUR DE GÉOGRAPHIE OU UNE ENTRAÎNEUSE DE HOCKEY VOUS A PEUT-ÊTRE OUVERT-E SUR LE MONDE ET ORIENTÉ-E VERS UNE PROFESSION. CE-CETTE GUIDE, ON L'APPELLE AUSSI MENTOR. C'EST QUE L'ÊTRE HUMAIN CHERCHE LE-LA PASSEUR-SE, CELUI-CELLE QUI L'AIDERA À TRAVERSER LES COURANTS TUMULTUEUX DE SA VIE. POUR RENÉE HOUDE, AUTEURE DE L'ESSAI *DES MENTORS POUR LA RELÈVE*, LE MENTORAT REFAIT SURFACE, PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS. IL VIENT RETISSER LE TISSU SOCIAL, LES LIENS QU'ON A COUPÉS ENTRE LES GÉNÉRATIONS.

**R**enée Houde est toujours fascinée de voir les yeux des gens s'allumer quand elle leur parle de mentorat. «Aussitôt, plusieurs sont capables d'identifier les personnes qui ont eu une grande influence dans leur vie, constate-t-elle, que ce soit au plan personnel ou professionnel.» Docteure en philosophie, Renée Houde enseigne au département des communications de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis 20 ans. Le «connaiss-toi toi-même» de Socrate a été très déterminant pour cette femme qui depuis le début de sa carrière voue ses recherches et son enseignement au développement psychosocial de l'adulte. Son essai sur le mentorat, du terme anglais *mentoring*, suit un premier livre appelé *Les temps de la vie*.

Le mentorat est une relation interpersonnelle méconnue qui peut surgir spontanément à plusieurs reprises dans la vie d'une personne. Cette relation affective implique généralement un-e jeune adulte (que Renée Houde appelle: protégé-e) et un-e adulte mature (mentor). Le-la protégé-e éprouve le besoin de se faire conseiller par quelqu'un-e de plus expérimenté-e pour traverser une période de changement, tandis que le mentor éprouve le besoin de partager ses expériences, de laisser sa trace. Le *compagnonnage*, le *jumelage*, le *parrainage* et le *tutorat* sont également des formes de mentorat d'intensité et de qualité diverses.

Ce mentorat existe depuis l'aube de l'humanité. Le savoir-faire et

le savoir-être des hommes et des femmes se sont transmis, d'une génération à l'autre, sous diverses formes. Au fil des siècles, plus la société s'organise, plus le rôle de mentor échappe au contrôle étroit de la famille et des amis-es. L'apprentissage d'un métier, sous la supervision d'un-e maître-sse, voit plus tard sa popularité décroître au profit de l'école, qui forme désormais les citoyens-nes. Le mot mentor, quant à lui, provient de l'*Odyssée* d'Homère, où Mentor est l'ami d'Ulysse. Lorsque ce dernier part en voyage, il lui confie l'éducation de son fils, Télémaque. C'est alors que Mentor joue les rôles de tuteur, de pédagogue, de guide et de professeur auprès de Télémaque.

### LE MENTOR ACCOUCHEUR D'ÂMES

C'est en lisant les travaux des psychologues Erik Erikson et Carl Jung que Renée Houde découvre l'importance du mentorat dans le développement psychosocial de l'adulte. «L'adolescent pour devenir adulte doit conquérir son autonomie, soutient-elle. Il doit découvrir le fonctionnement du monde adulte et sortir de sa relation privilégiée avec ses parents. Même si cette relation est riche de part et d'autre, la séparation est difficile, mais il faut qu'elle ait lieu.» Les parents sont souvent trop liés sur le plan affectif pour conseiller adé-



PHOTOS:  
GUNTHER GAMPER



quatement leur jeune adulte, qui de toute façon écoute rarement les conseils parentaux.

Pour cette philosophe, le mentor nous propose des défis, nous montre à faire les choses et nous incite à nous dépasser. Sans lui, nous ne serions pas ce que nous sommes maintenant. «On devient soi-même en prenant des petits morceaux des autres, qu'on intériorise par la suite, souligne Renée Houde. Carl Jung parle beaucoup de ce processus d'identification. Le jeune protégé s'identifie à son mentor et au fur et à mesure qu'il développe de nouvelles compétences et les intègre, il se désidentifie par le fait même. Après un certain temps, on n'a plus à se faire dire si ce qu'on fait est correct. On sait ce que vaut notre travail et on a confiance en soi.»

### DES GRANDS BOULEVERSEMENTS

Si le-la jeune a besoin d'être supporté-e afin d'accomplir ses rêves, l'adulte lui, «après s'être taillé une place dans la société, au mitan de sa vie, prend conscience qu'il ne sera pas éternellement

sur la planète». Dans ce processus de filiation, l'adulte réalise que ses connaissances peuvent servir. De plus, l'adulte mature éprouve aussi une fierté et un plaisir à être mentor. «Quand le mentor sait que son protégé a réussi, il est presque aussi content que lui.»

Depuis une décennie environ, la relation mentorale revient à la mode dans les milieux organisationnel, académique et professionnel. Le mentor réapparaît dans un contexte de grandes mutations. Il vient en quelque sorte pallier le manque de communications entre les générations, qui n'arrivent plus à se côtoyer. Aujourd'hui, à cause de la mondialisation, on assiste à de grands bouleversements aux plans du travail et de l'éducation. «Le terrain fertile pour que se développe la relation mentorale n'existe presque plus», observe Renée Houde.

### NICHES À MENTORAT

Les milieux académique et administratif sont des lieux propices au mentorat. «Un cadre intermédiaire promu à cadre supérieur peut nécessiter l'aide d'un mentor, note René Houde. Il peut

avoir le goût de se faire *coacher* pour se rassurer un peu. Plusieurs grandes entreprises, telles la Banque Nationale, Hydro-Québec, Pratt & Whitney, possèdent déjà leur programme de mentorat.» À l'Université, le-la superviseur-se de stage ou le-la directeur-riche de thèse, que ce soit à la maîtrise ou au doctorat, peut guider l'étudiant-e dans ses études et partager avec lui-elle son réseau de contacts pour un emploi éventuel. «Malheureusement, on dirait que les professeurs valorisent tellement plus leur nombre de publications, que leur enseignement et les liens de formation avec les étudiants, déplore-t-elle. Il y a beaucoup de travail à faire pour remédier à la situation.»

Pour quiconque veut percer en politique, dans le milieu du *showbusiness*, des arts ou des communications, un mentor s'avère souvent indispensable. Ce besoin est d'autant plus criant quand aucun membre de sa parenté ou proche ami-e n'appartient au réseau de contacts convoité. Le mentor peut très bien servir de pont et agir comme guide surtout lorsqu'on ne sait pas où l'on va.



Au dire de cette chercheuse, le mentorat est encore peu connu dans les milieux francophones. «Appartenant à une vieille tradition anglophone, il jouit d'une grande popularité aux États-Unis et au Canada anglais. Le gouvernement fédéral a même un programme de mentorat auquel on peut accéder par le réseau Internet, affirme-t-elle. Dans les universités britanniques, il y a toujours eu des tuteurs et des relations très personnalisées entre professeur et élève.» L'été dernier, Renée Houde publiait son essai sur le mentorat dans l'Hexagone: «Le terme était tout nouveau pour les Français.» Tranquillement au Québec, la relation mentorale semble s'implanter.

Le marché du travail en général n'est plus propice au mentorat. «Les relations de travail sont devenues tellement visées dans la compétitivité et dans une production mercantile que les plaisirs liés à la collaboration, à la créativité, à la «générativité», à une production faisant appel à la totalité de la personne, au mentorat, se sont affadis, déplore Renée Houde dans son ouvrage. On remercie des personnes fort compétentes, parce qu'on rationalise et modernise l'entreprise, alors que la relation mentorale pourrait très bien favoriser le recyclage des ressources humaines qui semblent se gaspiller.» La jeunesse



autant que la vieillesse auraient beaucoup à gagner de cet échange.

Il est très important de se questionner sur la place que les adultes réservent aux jeunes dans la société. «Les rituels de passage pour entrer dans le monde adulte sont bien limités. Ils sont tellement pauvres que nous sommes réduits à invoquer l'acquisition du droit de vote et l'obtention du permis de conduire. Les personnes qui devraient s'investir dans les rôles de passeur semblent prises ailleurs. Occupées. Absentes. Il importe de remblayer les fossés entre les générations creusés par notre société qui, en distinguant les générations, les isolent.»

Le-la jeune a besoin de modèle tout comme l'adulte mature peut vouloir comprendre ce qui lui arrive au mitan



de la vie. Depuis peu de temps, l'espérance de vie humaine dépasse le cap des 80 ans pour les Québécois-es. Sans s'en rendre compte, les gens se sont adaptés à vivre plus vieux. Mais les périodes de transition sont toujours aussi difficiles à vivre, que ce soit à 16 ans ou à 65 ans. On s'y retrouve trop souvent seul-e.

Le système d'éducation actuel ne favorise pas plus le mentorat. «En philo II, au Collège Regina Assumpta, nous étions une dizaine d'étudiants dans la classe et avions des liens privilégiés avec nos professeurs, qui nous connaissaient par notre prénom», raconte Renée Houde. Cette femme a terminé le collège classique et s'est rendue jusqu'au doctorat en philosophie grecque. «Aujourd'hui, le cégep est en quelque sorte un grand corridor de deux ans, très impersonnel. L'université, avec ses cours à la pige, ne propose pas davantage un lien d'appartenance. À mon avis, nous sommes allés au bout de la pédagogie de cafétéria où il suffit d'appuyer sur un bouton d'une machine distributrice pour apprendre. Les jeunes et les moins jeunes ont besoin de quelqu'un au bout du fil, à côté de l'écran de leur ordinateur.»



## UNE OFFRE DE SERVICES?

Renée Houde a déjà reçu un appel d'un monsieur qui avait lu son livre et voulait devenir mentor. Il voulait savoir où s'adresser. «J'ai été quelque peu surprise de cet appel, se rappelle-t-elle, car à mon avis on ne décide pas d'être mentor.» La relation mentor-protégé survient de façon spontanée, un peu comme il nous arrive de tomber amoureux-se. «L'attraction entre deux personnes se fonde sur des perceptions subjectives. Le protégé perçoit le mentor comme étant plus avancé que lui et le mentor voit le protégé comme quelqu'un qui a du potentiel. Souvent ce choix n'est ni explicite ni totalement formel, et se fait d'une façon non-encadrée, au fil des événements de la vie.»

Toutes les personnes ne sont pas susceptibles de consacrer de leur temps aux autres et au mentorat. «Le style professeur Tournesol, ça ne fait pas de bons mentors!», insiste Renée Houde. «Le professeur Tournesol n'est pas préoccupé de partager son savoir. Ce qui le passionne c'est de faire de la recherche dans son laboratoire. Pour être mentor, il faut vraiment avoir envie de partager son savoir, son savoir-être et son savoir-faire. Il faut croire en la transmission d'une génération à l'autre et se préoccuper de la relève. Généralement, les gens intéressés par le mentorat ont eux-mêmes eu un mentor.»

Renée Houde souligne l'importance de choisir un bon mentor par cette citation anonyme: «Le jour où tu voudras te choisir un maître, considère les trois points suivants: regarde d'abord s'il est bien dans sa peau, s'il ne l'est pas, réserve ton choix; regarde ensuite s'il a besoin d'une cour, si tel est le cas, abstiens-toi; enfin vérifie s'il se fait payer; s'il te demande une rémunération pour être ton maître, il ne peut pas être ton maître.» La relation mentorale comporte certains dangers: «le mentor peut exercer un contrôle oppressant, exploiter sexuellement son protégé, et être complaisant à son égard, tandis que le protégé peut également avoir une attitude ingrate et arrogante envers son mentor.»

## LES PROGRAMMES FORMELS

Devant l'engouement que suscite le mentorat, notre chercheure a bien réfléchi sur la pertinence d'instaurer dans les différentes institutions des program-

mes formels de mentorat, qui reproduisent artificiellement la relation mentor-protégé. Plusieurs études affirment que le mentorat spontané est plus profitable que celui instauré d'une manière formelle. Selon la professeure, afin de respecter cette spontanéité, il est préférable d'éduquer les personnes au rôle de mentor, comme il semble capital d'éduquer les parents au rôle de parent. «Les adultes du milieu doivent prendre conscience du rôle qu'ils peuvent jouer dans le développement des jeunes adultes. De plus, il faut permettre au mentor et au protégé de se rencontrer à l'intérieur d'une organisation, de se choisir et par la suite faciliter leurs échanges.»

À l'UQAM, depuis deux ans, on a mis sur pied un programme formel de mentorat faisant appel aux anciens diplômés-es. «Des étudiants demandent à être jumelés à un mentor qui oeuvre dans un champ qui les attire, ajoute Renée Houde. Ce programme permet aux étudiants en cours d'études de spécifier leur projet professionnel. Les formes de rencontres mentor-protégé sont très variées: d'un coup de téléphone à un dîner au restaurant, jusqu'à accompagner le mentor toute la journée dans son



milieu de travail. Tout ceci se déroule gratuitement. Les jeunes sont toujours impressionnés du temps et de l'attention que leur accorde leur mentor.»

Renée Houde est sollicitée de toute part pour parler du mentorat. Elle a déjà donné plusieurs conférences au Québec et en Europe à des administratrices, psychologues, traducteurs-rices, jeunes diplômés des sciences de la gestion, etc. «Ces derniers voulaient avoir des mentors, alors ils ont mis sur pied leur propre programme de mentorat, raconte-t-elle. Ils sont même allés chercher des subventions et se sont constitué une banque de professionnels désireux de devenir mentors.»

Cette professeure se préoccupe de la génération montante tout comme son père, jadis, avait mis sur pied un système de bourses pour que les jeunes de Shawinigan puissent étudier à Montréal. Renée Houde sait écouter et conseiller un-e jeune qu'elle rencontre sur son chemin. La jeunesse est pour cette femme l'une des plus grandes richesses naturelles. Son message aux jeunes est clair: «Faites ce que vous aimez, faites-le passionnément, devenez très compétents, c'est sûr qu'on aura besoin de vous.»



PHOTO PENNY B. WENIGARTEN



Tags, pièces, signatures:  
nouveaux graffitis

# LES MURS ONT DES LETTRES!

STÉPHANE R. VITESSE TARDIF

Hip-Hop états-unienne. Ce contrôle, essentiellement réactif, revêt deux formes: la criminalisation et la récupération.

## LA PROPRETÉ A UNE VILLE

En juin 1996 Montréal a, selon Louise Gauthier, fait montre d'incurie en matière de graffiti, de tags et d'affichage sauvage. Sur un budget de 200 000\$, seulement 25 000\$ ont été consacrés

à la «réorientation». «Mais elles n'ont pas servi à rémunérer des graffeurs mais des... administrateurs, qui se sont assurés qu'on fasse des "belles" murales, en fonction de la vision municipale!» Ce n'est pas un hasard si l'opération est du ressort du Service de la propreté; l'accent a été mis sur le «nettoyage».

Le site de l'ancienne usine Redpath, abandonné et maintenant sous la responsabilité de la Ville de Montréal, est,

pour la chercheuse, un exemple autrement plus intéressant de prise en charge par des graffitistes: «Ces derniers se sont réapproprié le site abandonné en créant un espace artistique cohérent». Qu'a fait la police? Seaz, graffitiste, déclare: «Ils ont tout arraché et barricadé... Qui sont les vandales dans tout ça?»

Pour Louise Gauthier, l'exemple de la Ville de Québec semble beaucoup plus pertinent face aux réalités du graffiti «en permettant la pratique libre sur un site qui est déjà un lieu de prédilection pour les jeunes». L'endroit en question est situé sous les échangeurs reliant la Basse-Ville à la Haute-Ville et représente bien l'idée d'embellissement coloré et d'appropriation chère aux graffitistes.

## MONDIALISATION OU SOLIDARITÉ?

L'expression Hip-Hop est globale: corporelle, visuelle et musicale. On peut

**L**es murs s'ornent (ou sont défigurés, c'est selon les goûts) de savantes arabesques et parfois de couleurs qui rivalisent avec celles des oiseaux exotiques! Les bombes aérosol explosent. L'objet d'études de la contre-culture des années 70 a bien évolué, et pas seulement dans sa technique.

Le graffiti est, selon Louise Gauthier, historienne de l'art et sociologue, une forme d'expression, un outil de communication publique. Pour elle, «il importe de questionner qui a accès aux lieux publics, de quelles manières et à quels prix, pour mieux saisir l'importance sociale du graffiti».

La thèse qu'écrit présentement Louise Gauthier à l'Université new-yorkaise The New School for Social Research, qui s'intitule *Writing on the run (The history and transformation of street graffiti in Montreal in 1990s)*, met en évidence l'existence d'une structure de domination qui nie le fait social et culturel du graffiti. Son deuxième axe traite de la résistance et des stratégies élaborées pour contrôler le phénomène graffiti, en particulier celui issu de la culture



Comme dans  
le métro  
parisien.

PHOTO DUFEU



## PETIT LEXIQUE

Les termes sont pratiquement anglophones puisqu'ils sont issus des États-Unis.

**Bumming:** Sortie au cours de laquelle le-la graffittiste réalise beaucoup de tags.


**Cross out:** La pire insulte, passer par-dessus le graffiti d'un-e autre.

**Freestyle:** Pièce à main levée, improvisée (sans canevas), ce qui demande une expertise spéciale.

**Hip-Hop:** Mouvement musical et artistique de danse, dérivé notamment du rap, utilisant scratch de tables tournantes.

**Piece:** Le gros graffiti, le chef-d'œuvre en matière de signature; en plusieurs couleurs, souvent multi-dimensionnel et parfois accompagné de personnage-s. La réalisation nécessite de une à plusieurs heures!

**Toy:** Graffiteur sans talent aucun...

**Tag:** Signature vite faite; environ cinq secondes. Chaque individu possède son tag qui devient son surnom, le plus souvent lié à l'action: SEAZ (argot de prendre ou saisir), SEES (dérivé de voir), etc. 

tout de même se demander comment une culture issue des ghettos états-uniens a pu se répandre dans tous les milieux et tous les pays du monde? Pour Seaz, l'explication réside dans «l'absence d'espoir, de futur et de voix, commune aux jeunes de partout. L'idée d'unité et le langage commun véhiculés dans le Hip-Hop favorisent l'expression d'une solidarité chez les jeunes.»

La réalisation de pièce ou graffiti signé est complexe, se réalise en plusieurs étapes techniques en plus de nécessiter du style. Par ailleurs, il existe un vocabulaire propre, une syntaxe spécifique, une série de symboles, des icônes... qu'ignore le-la non-initié-e. La majorité se contente donc de simples tags. Le graffiti s'expose et se vend très cher dans certaines galeries d'art new-yorkaises et japonaises. Ici, dit-il, le mouvement est jeune.

### LE CONTESTATAIRE CHEZ WAL-MART

Les jeunes, qui font du «graffiti signé», se regroupent en «crew» (équipe). Ces petites communautés artistiques partagent une façon de voir, ont certains intérêts en commun et, preuve de structuration, négocient leurs liens et échanges. Outre les bombes aérosols et les différents marqueurs, dont les améliorations techniques ont favorisé l'émergence du style Hip-Hop, le carnet de

croquis est le compagnon de l'artiste ainsi qu'un outil d'échange entre elles. Le crew, c'est une manière de prise en charge individuelle et collective. À Montréal, les plus connus sont S.A.T., T.A., J.K.R. et B.A.T. Elles n'ont rien à voir avec les gangs au sens criminel du terme. Contrairement à ce que les policiers affirment, Montréal n'est pas comme New-York où les liens entre signatures et gangs de rue sont réels.


Seaz soutient que: «S'il est vrai qu'il existe des vandales, la majorité des graffittistes ont le plus souvent entre 13 et 25 ans et travaillent, beaucoup étudient le graphisme, et certains font aussi des contrats de murale. Le graffiti est déjà criminalisé. Alors, pas question de voler des cannettes de peinture ou de vendre de la drogue, ce qui réduirait d'autant le temps nécessaire à notre pratique artistique en augmentant encore les risques légaux.» En fait, bien des graffittistes s'approvisionnent chez Wal-Mart pour payer moins cher leurs cannettes de peinture!

«Contrairement à la croyance populaire, on n'est pas des bums ni des vandales», dit Seaz. «Notre travail est précis et vise à faire quelque chose de beau tout en respectant, par exemple, les immeubles historiques et les propriétés privées.»

### DAZIBAO, FLICAILLE ET PUB

La police prend des initiatives en matière de répression de graffitis. Elle fait parfois du zèle là-dedans qu'elle ne fait pas ailleurs. Une source anonyme nous rapporte: «La police a été jusqu'à appeler Hydro-Québec afin qu'ils éliminent les graffitis réalisés sur leurs installations, pour décourager les graffittistes; de quoi je me mêle?!»

À New York, on observe une escalade, à l'image d'une société où la violence s'accroît sans cesse, d'adaptations à l'arsenal anti-graffiti: aux surfaces «résistant aux graffitis» des métros, les jeunes couvrent maintenant les fenêtres et reviennent aux méthodes ancestrales, tel le scraffiti (techniques de grattage)...

Le graffiti correspond à son époque: actuellement, la démesure et l'omniprésence du phénomène coïncident avec l'envahissement des lieux publics par une armada publicitaire sans précédent... Ce mouvement de jeunes hausserait-il le ton afin de prendre sa place? 

# LA LONGUE MAR«CHE» DE L'INTELLECTUEL

KAREN RICARD

Régis DEBRAY, *Loués soient nos seigneurs: une éducation politique*, éd. Gallimard, 1996, 593 pages

«**N**i contemporain capital ni grand témoin, c'est le verbatim d'une fin de partie que je dresserai ici.» Cette fin de partie, c'est celle de Régis Debray, ex-théoricien castroïste, ex-maquisard guévariste et ex-chargé de mission pour François Mitterrand. Et c'est aussi celle, en filigrane, de toute une génération de «révolutionnaires» français-es qui se demandent toujours ce que l'Histoire retiendra de leur passage en son sein.

Né en 1940, Régis Debray est entré à l'École normale supérieure en 1960, au moment où Louis Althusser y régnait en roi et maître et s'affairait déjà à jeter les bases du «socialisme scientifique» qui marquerait profondément toute une génération d'intellectuels-les et de militants-es. Encore aujourd'hui, au Québec, on discerne les traces du passage de cette tornade théoricienne qui a alimenté les fantasmes de changement des universitaires des années 60.

Pour plusieurs militants-es de cette époque, la révolution est restée affaire de livres, discussions et débats. Pour Régis Debray, le mythe du renversement de l'histoire devait s'actualiser dans l'action, directe et révolutionnaire, et, plus tard, démocratique.

Déjà sympathisant de l'Union des étudiants communistes, Régis Debray voit son destin bifurquer en 1965. À la demande de Jean-Paul Sartre, directeur des *Temps modernes*, il publie un texte intitulé *Le castrisme ou la Longue Mar«Che» de l'Amérique latine*. Fidel Castro lira ce texte et invitera Debray à participer à la Conférence tricontinentale réunis-

sant cette année-là les principaux acteurs des luttes révolutionnaires internationales. Pour Debray, ce sera un départ sans retour: il restera à Cuba, s'entraînera aux côtés des *guerilleros* pour pouvoir s'impliquer directement dans cette révolution en cours. Devenu «révolutionnaire professionnel», l'intellectuel français jouera un rôle de première ligne en agissant à titre d'agent de liaison entre Castro (le tacticien) et Guevara (l'homme de terrain).

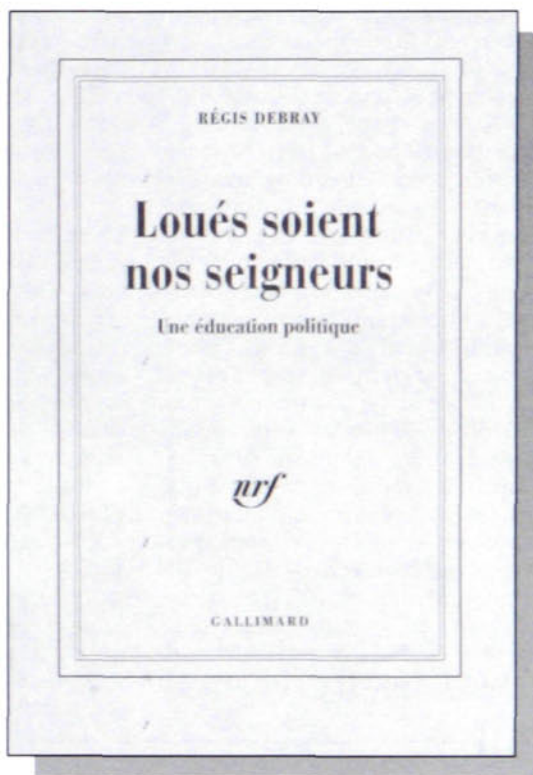
À la fois intellectuel (il publie *Révolution dans la révolution*, où il développe la théorie du «foco») et maquisard (il suivra Guevara sur le terrain jusqu'à sa percée fatale en Bolivie), Debray sera capturé par l'armée bolivienne quelques jours après la mort du «Che», en 1967. Condamné à 30 ans de prison, il sera libéré quatre ans plus tard et choisira de séjourner au Chili de Salvador Allende. Dernier détour, il transitera «Che»z les sandinistes du Nicaragua avant de rentrer au pays.

Cette première partie des «mémoires» de Régis Debray, intitulée *Los Comandantes*, est sans aucun doute la plus in-

téressante de cet ouvrage. Debray y trace un portrait décapant et réaliste des deux leaders révolutionnaires cubains, en insistant tout particulièrement pour démonter la mécanique du mythe Guevara. Le «Che» est ici dépeint comme un mystique incapable de gérer sa propre pulsion de mort, qui «n'explique pas ses ordres, n'informe pas la troupe, ne lui demande rien, ne lui donne jamais la parole» (p. 178), usant de cruauté pour arriver à ses fins. Sa disparition brutale, avant l'âge de 40 ans (Debray parle ici de «précocité christique»), explique le fait qu'on ait surtout retenu la dimension héroïque du personnage.

## MUTATIONS

Le temps écoulé depuis son «enrôlement» dans la cause révolutionnaire a permis à Régis Debray de décanter ses idées, d'objectiver ce moment de l'Histoire auquel il a voulu participer. Peut-être est-ce justement ce qui lui manque – du temps et du recul – pour pouvoir parler plus efficacement et plus clairement de son retour au sein du théâtre démocratique français, et de son choix de se rallier au clan Mitterrand.



De cette seconde partie de l'ouvrage, on retiendra surtout la tentative de l'auteur de transformer ce qu'il faut bien appeler «un certain désabusement» en quête de compréhension ultime de l'idée de démocratie et de changement en cette fin de millénaire.

Debray a oeuvré au sein de l'équipe Mitterrand à titre de chargé de mission délégué aux questions du Tiers Monde, sorte de rôle secondaire dévolu à cet allié brillant mais somme toute encombrant que représentait cet *ex-guerrillero* reconverti aux vertus de la démocratie. Son alliance à la cause Mitterrandienne connaîtra un étrange renversement: «J'avais rallié l'État en 1981 (...) pour échapper à ce qu'Hannah Arendt appelait la *futilité de la vie individuelle*», explique Debray. L'Histoire verra pourtant son dernier «père politique» (Mitterrand) se transformer en espèce de monstre égotiste durant la dernière année de sa vie. Debray évoque d'ailleurs la métamorphose finale de Mitterrand «en homme d'image occupant les écrans de ses états d'âme, mettant son moi en scène à travers reportages, films, interviews, livres,

dialogues. Là où De Gaulle parlait de la France, Mitterrand parlait de lui-même» (p. 300-301).

Et là où Debray parle d'une époque et de ses enjeux, il parle aussi de lui-même. Ce qui n'est pas un tort, loin de là. Reste que ce livre est d'abord et avant tout la chronique d'un lent et douloureux décrochage, autant face à des idéaux qu'à un système de pensées.

Usant d'un lyrisme qui lui sied bien – même s'il a souvent le tort de se perdre en circonvolutions – Régis Debray se sert de cette autobiographie-qui-n'en-est-pas-une pour nous parler de notre monde et de ses mutations. L'engagement est une attitude humaine toujours valable, et ce n'est pas en cela que les aspirants-es révolutionnaires des années 60-70 se sont trompés. Leur tort aura plutôt été de ne pas voir qu'au-delà du politique, d'autres dimensions de la vie sociale en Occident – telles que la science et la culture de l'image – voyaient leurs bases se transformer, s'appêtant déjà à donner un sérieux coup d'accélérateur à l'Histoire.

Avec cet ouvrage, Régis Debray tente quant à lui de rattraper le temps perdu. Abandonnant ses livres en 1960 pour «la religion politique» vécue sur le terrain, il est revenu des années plus tard dans un monde transformé et désormais régi par les règles de la *vidéo-sphère*<sup>1</sup>.

Au deuil du politique en tant que tel, s'ajoute donc pour Debray celui du Livre, dont le règne est arrivé à son terme. Au risque de laisser ses lecteurs-rices pantois devant une telle logorrhée, l'auteur réunit ici en vrac (et en plusieurs centaines de pages) souvenirs, considérations philosophiques, démonstrations théoriques et quelques purs épanchements lyriques qui, s'ils nous informent somme toute assez peu sur la vie de l'auteur et sur celle des personnages qu'il a croisés, nous permettent de voir que mille mots ont *aussi* la force d'une image. ↵

1 Notion qu'il développe dans ses derniers ouvrages, dont le *Cours de médiologie générale* (Gallimard, 1991), *L'État séducteur* (Gallimard, 1993) et les *Manifestes médiologiques* (Gallimard, 1994).

VO n° 266-267 • SPÉCIAL ÉTÉ 1997



# S'informer pour bâtir notre avenir!

**La lutte des exclus, un combat à refaire**  
Lorne Brown  
Préface de Madeleine Parent

Éviter que l'histoire ne se reproduise. Quel défi! 1929, la grande crise déferle sur le Canada. Des milliers de jeunes célibataires sans emploi et sans abri s'organisent et luttent pour revendiquer leurs droits et reconquérir leur dignité.

Se lit comme un roman à suspense!

ISBN 2921-501-32-8  
328 pages Prix 21,95 \$



Diffusé/ Distribué par: Éditions L'Action, 1160 St-Jacques (Québec), H4N 1S2 Tél: (514) 283-3441 Fax: (514) 283-3814

## L'Action NATIONALE

425, boul. de Maisonneuve Ouest,  
bureau 1002  
Montréal H3A 3G5

Téléphone: 514-845-8533  
Télécopie: 514-845-8529

**Revue mensuelle, 38,00\$ par an**

**C'est le 80<sup>e</sup> anniversaire**

- Sociale, économique et indépendantiste
- Indépendante des partis politiques
- Des faits, des idées et des solutions
- 2 000 pages par année
- Plus de 200 collaborateurs

# Libertel Montréal PANNE SUR L'AUTOROUTE

STÉPHANE GAGNÉ

L'AN DERNIER, UN RÉSEAU COMMUNAUTAIRE D'ACCÈS GRATUIT À INTERNET, APPELÉ LIBERTEL MONTRÉAL, ÉTAIT INAUGURÉ. IL VENAIT D'OBTENIR UNE SUBVENTION DE 616 000\$ DU FONDS DE L'AUTOROUTE DE L'INFORMATION (FAI). HÉLAS! CE PROJET N'AURA ÉTÉ QU'UN FEU DE PAILLE. FIN NOVEMBRE 1996, LIBERTEL FERMAIT BOUTIQUE. TROP TÔT. QUE S'EST-IL PASSÉ? UNE HISTOIRE DE BUREAUCRATIE GOUVERNEMENTALE ET DE MAUVAIS TIMING...

**S**elon le dernier communiqué de presse de Libertel, trop peu d'utilisateurs ont adhéré au service (1 500 seulement) et les subventions sont arrivées tard, ce qui a entraîné des déboursés supplémentaires.

Dans la communauté virtuelle, d'autres hypothèses circulent pour expliquer cet échec. Pour Jean-Hugues Roy, animateur à l'émission *Branché* à Radio-Canada, «l'échec de Libertel est dû en grande partie à la lenteur du gouvernement à agir. Libertel aurait dû débiter ses opérations trois ans plus tôt, avant la grande popularité du *World Wide Web*».

Pour Jean-François Langevin, anciennement de Compro (un fournisseur de services pour Libertel), l'échec de Libertel est, entre autres, une question de technologie. «Dans la tête des gens, Libertel offrait un accès à Internet avec une technologie un peu dépassée (en mode "texte seulement" sans image). Les gens qui s'initient à Internet souhaitent avoir un

accès complet, avec images.» Colette Lelièvre, étudiante au doctorat en urbanisme à l'UQAM et internaute, abonde dans le même sens, mais croit que Libertel aurait pu avoir plus d'utilisateurs si le réseau avait existé plus d'un trimestre. «Une meilleure promotion aurait pu être faite pour faire connaître le réseau», ajoute-t-elle.

L'instigateur du réseau, l'avocat André Laurendeau,



donne sa version des faits. Son intérêt pour la création d'un *Free-Net* (l'équivalent anglais de Libertel) à Montréal remonte au début 1994. À l'époque, 11 réseaux semblables existaient déjà au Canada, mais aucun au Québec. Dans l'esprit d'André Laurendeau, il fallait rattraper ce retard. «Je croyais – et je crois encore – qu'il est important qu'Internet soit accessible à tous et pas uniquement à une classe de privilégiés instruits», dit-il.

## LA SAGA DU FINANCEMENT

Une première réunion de bénévoles a lieu à l'UQAM en mars 1994 où plus de 100 personnes assistent. L'intérêt est donc là, mais l'obtention du financement sera tout une saga. En août 1994, une demande est faite auprès du FAI. Près d'un an plus tard, le 4 juillet 1995, on annonce l'ouverture du Libertel pour le 15 octobre après confirmation de l'obtention de 616 000\$ du FAI. Faux espoirs, l'ouverture réelle se fera le 1<sup>er</sup> août 1996. Pourquoi? «On attendait un premier versement pour juin 1995, mais on ne l'a reçu que six mois plus tard, déplore M. Laurendeau. Pendant ce temps, il ne s'est rien

passé et il y a eu démobilitation des bénévoles.» Cette lenteur du gouvernement reflétait-elle un manque de volonté politique? M. Laurendeau ne le croit pas. «Il s'agit plutôt de tracasseries bureaucratiques.»

En janvier 1996, le projet démarre véritablement et huit mois plus tard, Libertel est inauguré avec une technologie dépassée. De l'aveu de M. Laurendeau, «il était trop tard pour se réajuster car tout l'équipement était acheté. On devait procéder avec l'équipement qu'on avait». En novembre, Libertel Montréal ferme boutique.

Pourquoi avoir fermé si tôt? «Le Libertel n'a pas suscité l'intérêt auquel nous nous attendions. De plus, Libertel aurait pu être l'occasion pour les groupes communautaires de s'initier à Internet, ce qui s'est peu fait.» Pour M. Laurendeau, l'expérience n'aura toutefois pas été vaine. «Nous allons en faire un bilan et voir de quelle façon un Libertel peut être viable à Montréal.» Plus petit? Moins ambitieux? «Peut-être faut-il voir moins grand et développer une plate-forme plus modeste comme celle du Libertel de Rimouski, qui fonctionne bien.»



Un «Nouveau Libertel-Montréal» est en cours de fondation. Pour les contacter...  
club-libertel@cam.org  
<http://www.biwi.qc.ca/libertel/>



Vert et blanc

# LA PILULE PAR QUI LE SCANDALE ARRIVE

D. S.-LEGAULT

**Peter KRAMER, *Prozac: le bonheur sur ordonnance?*, Éd. FIRST, 1994, 510 pages**

Tout au long de ce siècle qui agonise, chaque nouvelle génération de médicaments de l'âme a bouleversé les diagnostics et les typologies de symptômes. Des termes sont remplacés par d'autres, certains, par exemple la neurasthénie, réapparaissent après des décennies d'abandon.

C'est le lot de la plupart des médicaments de trouver, sur le terrain, leur

meilleure application (c'est ce que Kramer appelle l'«écoute du médicament»). Compulsivité, dépressivité, angoisses, panique: les problèmes ne se distinguent pas aussi facilement (ni par les spécialistes ni par les victimes) que la psychiatrie voulait le croire. Prozac n'est ainsi pas le premier médicament à être utile pour d'autres problèmes que celui pour lequel il a été conçu. Cette polyvalence explique en grande partie le scepticisme et la méfiance des médias et de la population. Une pilule-miracle ne nous ramènera pas au temps des charlatans qui vendaient de village en

*Caché sous les panneaux-réclame, enfoui sous l'asphalte, boudé de l'Histoire, ignoré du jet-set ...  
il existe un autre Montréal méconnu et fascinant !!!*

## CET ÉTÉ, DÉCOUVREZ LES DIMANCHE MATINS DE



*l'autre*  
**montréal**  
collectif d'animation urbaine

**DU 3 AOÛT AU 13 OCTOBRE,**

**UN CIRCUIT EN AUTOBUS DIFFÉRENT À CHAQUE SEMAINE!**

*Au programme :*

- \* **Le Montréal des utopies** : des endroits inusités, des personnages à contre-courant, et trois siècles de "projets de société".
- \* **Des villages à la métropole** : les hauts (édifiants!) et les bas (saisissants!) de trois siècles de développement urbain.
- \* **La courtepoinTE montréalaise** : les quartiers de l'immigration, un circuit branché sur l'histoire et l'actualité de la planète!
- \* **Parcs, squares et places publiques** : l'histoire souvent mouvementée d'espaces publics chers aux Montréalais.

*Et tout nouveau cet été!*

- \* **Rire et réfléchir!** : Théâtres, cinémas et spectacles populaires, l'histoire du divertissement à Montréal!

\* *Avis aux associations et organismes : des découvertes pour groupes sont offertes toute l'année. Demandez notre dépliant!*

POUR TOUT AUTRE RENSEIGNEMENT CONTACTEZ **l'autre Montréal** AU (514) 521-7802  
BILLETTS (\$12) EN VENTE À LA LIBRAIRIE DU SQUARE, 3453 SAINT-DENIS, MONTRÉAL




village!! Pour la première fois, un médicament psychotrope peut faire beaucoup de bien, varié, sans effet secondaire important.

Quand on connaît le marketing luxueux des pharmaceutiques, on a le droit d'être méfiants. Mais pas au point d'oublier qu'il se fait aussi une recherche désintéressée, erratique et humaine, et des progrès réels dans la con-

naissance et l'intervention possible dans le corps humain.

Le travail de Kramer semble honnête. S'il a été pharmaco-subsventionné pour faire cela, il aurait fait une bien bonne *job!* Ce discours rompt avec les PRO-Prozac et les ANTI-Prozac. Kramer passe le plus clair de son livre à raconter les réactions de divers patients-es (avec divers problèmes) à

Prozac. La réflexion éthique est complète, notamment pour le dilemme moral du fondé de pouvoir. Les nuances sont présentes. Moins populiste que le titre ne le laisse entendre, c'est très technique, plutôt ardu à lire pour un non-médecin moins préoccupé de diagnostic. Est-ce la traduction?, les raisonnements, souvent spécialisés et complexes, sont parfois difficiles à suivre. 

## DE L'USAGE MERCANTILE DE LA DÉPRESSION...

KAREN RICARD

**Elizabeth WURTZEL, *Prozac Nation: avoir 20 ans dans la dépression*, éditions Austral, 345 pages**

Tout, dans ce livre et dans la démarche de son auteure, transpire l'opération de marketing à grand déploiement: le titre, le sous-titre, la quatrième de couverture trompeuse et racoleuse à souhait et, surtout, le récit peu subtil d'Elizabeth Wurtzel, l'une des 20 millions de personnes nord-américaines affectées par la dépression en cette fin de siècle.

Traumatisée par le divorce de ses parents, Elizabeth Wurtzel s'est lancée dans la dépression dès son adolescence, comme d'autres enfants de cet âge, dans les mêmes circonstances, choisissent de devenir *punk* en signe de protestation. Au lieu de se percer le nez ou les oreilles avec des épingles à nourrice, Wurtzel a choisi de se taillader les jambes – superficiellement – avec des lames de rasoir, dans les vestiaires du collège *upper west side* new-yorkais qu'elle fréquentait alors, passant le *Horses* de Patti Smith à plein régime sur son magnétocassette, sans doute afin de s'assurer qu'on ne manquerait pas de la remarquer et de noter la gravité de son état. Un appel au secours – il y en aura bien d'autres dans ce récit – et une détresse aussi réels que justifiés, mais qui sont rapportés ici avec une autocomplaisance et une maladresse dont l'ampleur étonne, Wurtzel ayant étudié la littérature comparée à Harvard pendant de nombreuses années.

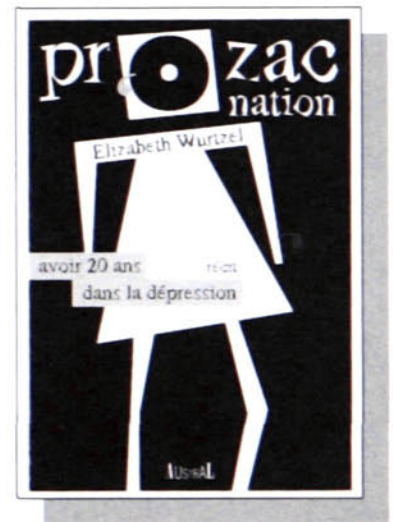
Parce qu'elle a reçu les outils pour écrire, parce qu'elle prétend elle-même être

écrivain et, surtout, parce qu'elle aborde ici une problématique sociale grave et dramatique – la dépression – qui a été desservie par un traitement médiatique superficiel au cours des dernières années (l'auteure déplore d'ailleurs elle-même ce fait à pleines pages), Wurtzel aurait pu et aurait dû faire mieux.

Au lieu de cela, elle *surfe* ici sur les contours d'un concept à la mode, la Génération X, parsemant son récit de références à la culture *rock* et *underground*, usant de procédés *kitsch* empruntés indirectement aux écrivains-phares de la *American New Wave* des années 80-90 (Bret Easton Ellis, Stewart Copeland, Jay McInerney...). Résultat: une litanie de plaintes où Wurtzel nous raconte les épisodes les plus dramatiques de sa vie, qui nous amène ensuite au dénouement miraculeux annoncé par le titre: le Prozac a changé sa vie, comme celle de millions d'autres personnes dépressives.


L'auteure tente en fin de parcours de «racheter» la futilité de sa démarche dans un épilogue où elle soulève quelques questions pertinentes sur l'état de santé mentale des jeunes Nord-Américains-es (qui, comme on le sait, sont en train de développer une véritable «culture de la dépression et du suicide»), et sur les périls d'une autre culture de la dépression, axée celle-là autour du mythe de la guérison-miracle et du bonheur-en-capsules tels que définis par la posologie Prozac.

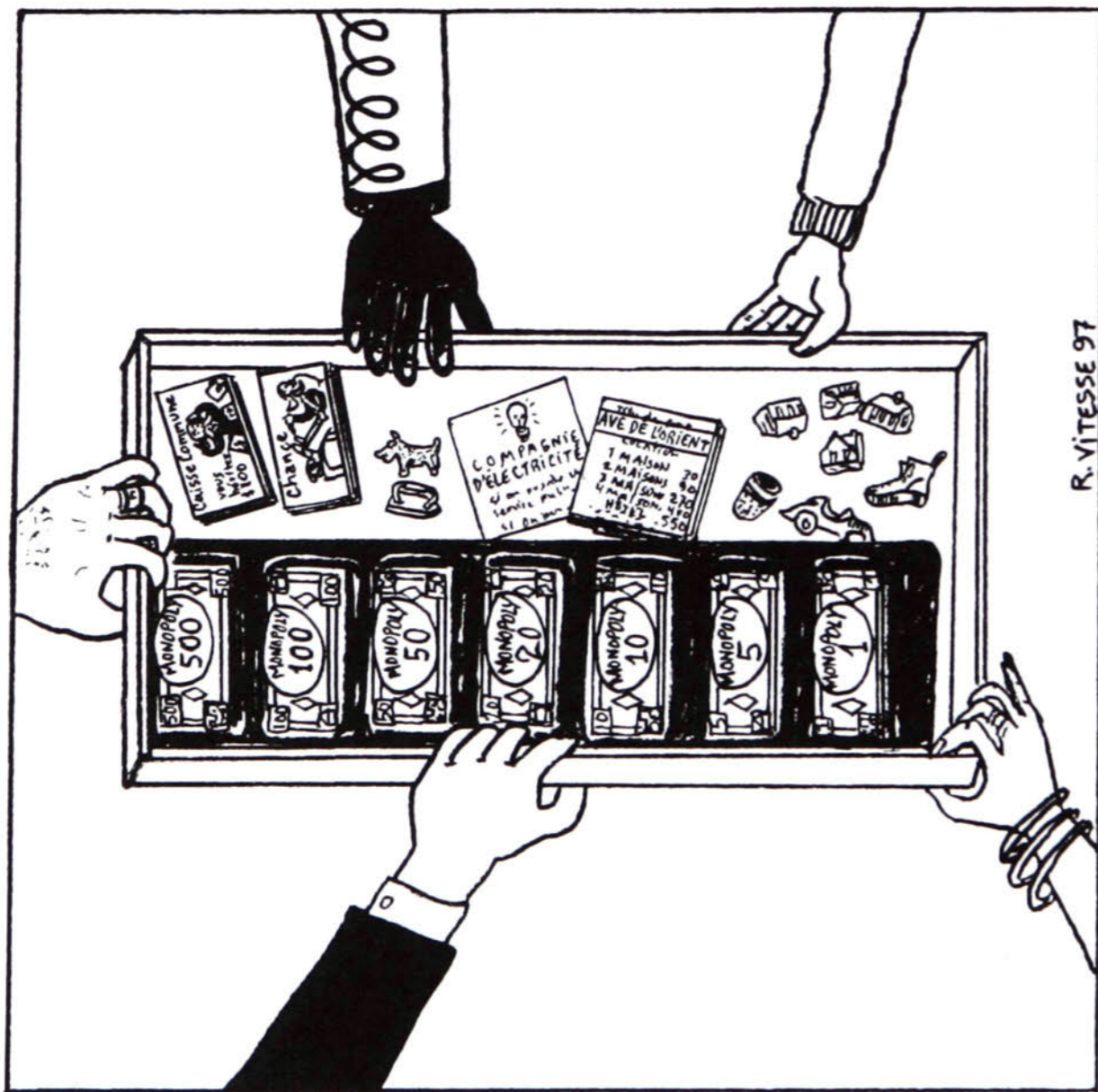
Ce livre, présenté par ses publicitaires comme «*L'Attrape-Coeur* des années 90», est en fait un attrape-nigaud, qui n'aura que peu d'intérêt pour qui s'intéresse véritablement aux questions actuelles



qu'il prétend aborder: le désespoir et les façons d'y survivre ou d'y remédier.

Car pendant qu'Elizabeth Wurtzel s'échine, dans ce récit, à tomber (souvent métaphoriquement) «au fond des choses», tentant par là d'accéder au statut d'écrivain et de star médiatique, des millions d'autres tombent pour vrai, dans la honte et l'exclusion. Ces personnes sont *réellement* et *cruellement* les fils et filles perdus d'une société et d'une culture en décomposition, et le «Golgotha solipciste» de Wurtzel ne pourra que contribuer à les reléguer un peu plus dans l'ombre. Parce que la dépression, la vraie, ça n'a rien de chic, et ça n'a rien de vendeur.

Les vrais problèmes, Wurtzel n'en parle pas vraiment dans son bouquin: qu'est-ce qui cause les «maladies du désespoir»? De quelle manière le système dans lequel nous vivons favorise-t-il leur éclosion et contribue-t-il à leur pagination? 



# L'avenir du système financier QUAND TOUT LE MONDE VEUT FAIRE LA BANQUE

LA GRANDE DÉRÉGLEMENTATION A AUSSI FRAPPÉ LE SYSTÈME FINANCIER. MAINTENANT, PLUSIEURS SECTEURS COMMERCIAUX DEMANDENT ET OBTIENNENT D'OFFRIR DES SERVICES AUTREFOIS RÉSERVÉS AUX BANQUES. COMME D'HABITUDE, CE N'EST PAS L'ENSEMBLE DE LA POPULATION QUI LES INTÉRESSE, C'EST LA TRANCHE SUPÉRIEURE DES INVESTISSEURS-SÈS.

GROSSES LES BANQUES? ON N'A PAS ENCORE VU LES ÉTRANGÈRES ARRIVER. LES OPTIMISTES PENSENT QUE LA CONCURRENCE JOUERA DAVANTAGE. LES AUTRES PRÉVOIENT QUE LES MOINS RICHES SERONT ENCORE MOINS SERVIS.

QU'ILS SOIENT EXCESSIFS OU NON, IL FAUT COMPRENDRE POURQUOI ET COMMENT LES PROFITS DES BANQUES ATTEIGNENT DES RECORDS...

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR JEAN ROBITAILLE



## Les profits des banques D'UTILITÉ PUBLIQUE?

JEAN-SÉBASTIEN MARSAN

**D**epuis le début de la décennie, les banques n'ont pas bonne presse. Le dévoilement des salaires des banquiers et des profits records encaissés année après année par le club des six creuse le fossé entre l'élite du secteur financier et les citoyens qui se demandent s'il est normal, sinon moral, qu'une banque fasse fructifier son argent à ce point.

### LA VALSE DES MILLIARDS

Chaque fin d'année, le dévoilement des profits des banques provoque une vague d'indignation nationale. Alors que le chômage et le travail précaire progressent inexorablement, les six grandes banques canadiennes ont empoché plus de 6 milliards \$ de profits en 1996, contre 5,1 milliards \$ en 1995 et 4,2 milliards \$ en 1994; une croissance de 21,5% de 1994 à 1995 et de 20,8% de 1995 à 1996. Décidément, la richesse et l'opulence existent. «Qu'on les partage!», entend-on dans la rue et dans les médias.

Le secteur bancaire réplique aux critiques. Compte tenu de l'actif des institutions, les bénéfices des banques sont «modestes»: en 1995-96, la Royale, avec un actif de 217 milliards \$, a obtenu 1,4 milliard \$ de bénéfices. La plus petite du club des six, la Nationale du Canada, a produit 318 millions \$ en bénéfices en 1995-96, pour un actif de 53 milliards \$. Néanmoins, avec un niveau de rentabilité de plus de 16% par année, les banques canadiennes demeurent en tête du peloton des banques les plus performantes des pays industrialisés.

Jean-Paul Caron, vice-président des affaires générales de la Nationale, déplore qu'«au Canada, les gens ont toujours eu un pro-

«Ça revient à  
privatiser les profits  
et à socialiser les  
pertes.»

Jean-Paul Caron, vice-président des affaires générales de la Nationale, considère qu'une banque n'est pas une entreprise d'utilité publique.

blème avec les banques», et considère qu'une banque n'est pas une entreprise d'utilité publique, «à moins que le gouvernement nous achète». Soutenant que «le meilleur moyen d'avoir un système efficace et d'avoir de la concurrence, c'est l'industrie privée», Jean-Paul Caron se demande ce qu'on peut reprocher aux banques: «Si on gère correctement et si on diversifie nos activités, pourquoi n'aurait-on pas le droit de faire des profits?»

Comme toute autre entreprise, les banques doivent respecter des normes comptables établies et payer leurs impôts. Lors d'une allocution prononcée le 21 janvier dernier devant l'assemblée annuelle des actionnaires, Matthew W. Barrett, Président du conseil et chef de la direction de la Banque de Montréal, déclarait que «pour le dernier exercice seulement, les banques auront payé au trésor public pas moins de 6 milliards \$ en taxes et impôts divers, soit presque l'équivalent des transferts fédéraux aux provinces dans le domaine de la santé.» Matthew Barrett a toutefois déclaré à ses actionnaires «que la seule chose qui est pire que de payer des impôts, c'est de se faire accuser de ne pas en payer!»



DESSIN RAMON VITESSE

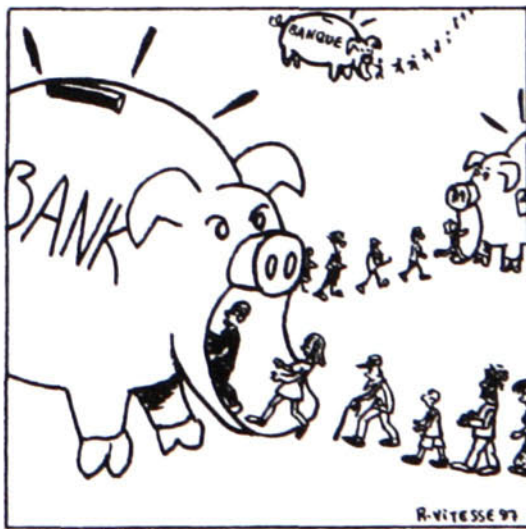
## ALLERGIQUES AUX RISQUES

Traditionnellement, les profits des banques émanent de la différence entre les intérêts sur les prêts et ceux des dépôts – le revenu net d'intérêt. Depuis les années 80, ils proviennent de plus en plus des frais bancaires, des placements, des produits dérivés, des opérations sur les marchés des obligations et des devises, etc. L'analyse de cette colonne des «autres revenus» devient aussi complexe que leur provenance. Même les comptables ne s'y retrouvent plus.

L'indicateur clef des profits records des banques, selon tous les observateurs consultés, est le rendement sur l'avoir des actionnaires. «C'est évident que le propriétaire d'une petite PME de la Beauce doit rêver la nuit d'avoir 9% de rendement sur l'avoir des actionnaires. En bas de 16%, dans le domaine des banques, c'est pas assez», observe Bernard Élie, professeur d'économie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Les banques ne s'imposent pas des rendements si élevés que pour satisfaire les actionnaires, poursuit le professeur

«Au cours des dix dernières années, le rendement moyen de l'avoir des actionnaires le plus bas c'était 5%, le plus haut, 17%.»



DESSIN RAMON VITESSE

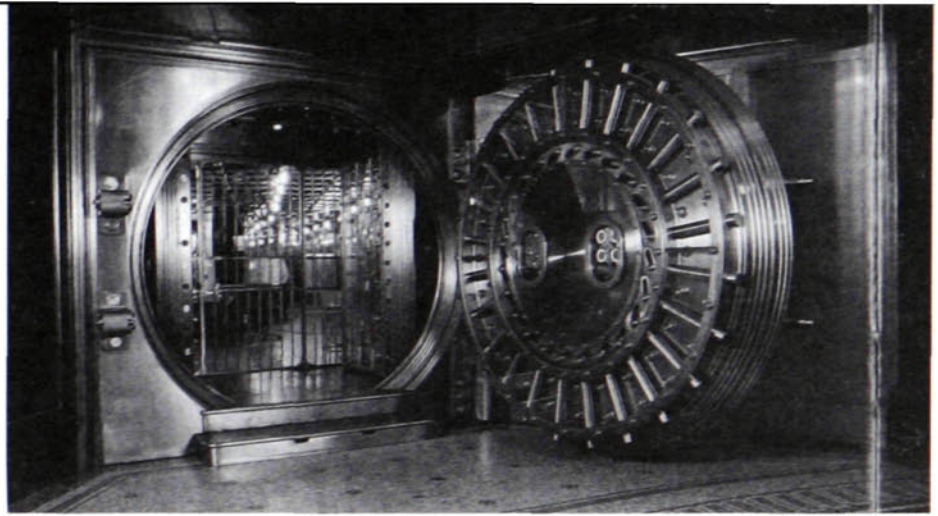


PHOTO PITCHAL - SYGMA

Élie. Leur véritable motivation serait de dégager d'énormes capitaux afin de se lancer dans un processus de concentration sur le plan national et international. «Si on accepte la concurrence capitaliste sauvage et le transfert de richesse du secteur productif au secteur financier, on n'a pas à se plaindre que les banques fassent 6 milliards \$ de profits. Au contraire, il faut même les applaudir, ils jouent bien les règles du jeu. Ceux qui sont à blâmer, ce sont les gouvernements qui laissent faire ça», accuse Bernard Élie.

Dans le secteur bancaire, «au cours des dix dernières années, le rendement moyen de l'avoir des actionnaires le plus bas, c'était 5%, le plus haut, 17%», précise Gino Lambert, chercheur à la Chaire d'Études socio-économiques de l'UQAM et coauteur du document *La seule responsabilité sociale que se reconnaissent les banques: faire du profit*. «Dans un secteur qui est vraiment risqué, une année on peut réaliser 20% ou 25% de rendement, une autre année on peut réaliser -10% ou -20% de rendement, ça va fluctuer énormément parce que le rendement est directement relié au risque encouru», explique Gino Lambert, pour qui les rendements systématiquement élevés des banques prouvent qu'elles ne prennent pas de risques. À moins que le risque soit assumé par quelqu'un d'autre?

### LA PROTECTION GOUVERNEMENTALE

Le fédéral et les provinces pourraient renverser la vapeur en instaurant un impôt minimum sur les entreprises, par exemple. Il y a loin de la coupe aux lèvres, car en 1992 et 1993, la Banque Royale a déclaré 3,8 milliards \$ en provisions pour pertes, qui lui

ont valu des retours d'impôt de 70 millions \$. Et ce, malgré des profits déclarés de plus de 400 millions \$.

Face à des transactions considérées risquées, les banques peuvent mettre de l'argent de côté en cas de non-remboursement. Les énormes provisions pour pertes des années 92-93 proviennent des pertes encourues dans les années 80 dans le secteur de l'immobilier et du financement des pays du Tiers Monde. Pour la seule faillite du géant canadien de l'immobilier Olympia & York, en 1992, la Banque Royale a dû faire son deuil d'un prêt de plus de 500 millions \$ et ajouter 300 millions \$ à ses provisions pour pertes. Ces provisions pour pertes sont déductibles du revenu imposable et les banques peuvent les reporter d'une année à l'autre. Le problème, juge Gino Lambert, vient de l'État: pourquoi le gouvernement accepte-t-il d'assumer les erreurs des banques en refilant la facture aux contribuables? «Ça revient à privatiser les profits et à socialiser les pertes», déclare le chercheur de l'UQAM.

Par ailleurs, des sociétés d'État garantissent nombre de prêts bancaires: des organismes comme la Société de développement industriel, la Banque de développement du Canada, la Société pour l'expansion des exportations, la Société de financement agricole, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, etc. Cette dernière a garanti 39,5% des prêts immobiliers résidentiels au Québec en 1995.

Profitant de l'appui des gouvernements – outre la fiscalité et les sociétés d'État, on ne compte plus les sauvetages d'entreprises en faillite, à coup de millions \$ – et grâce à la diversification de leurs produits et services, les banques ne peuvent qu'engranger des profits. Le contraire serait étonnant...



PHOTOS: DANIEL S. LEGAULT



# LE BIG SIX

## Les six plus importantes banques à charte fédérale

Tous les chiffres correspondent à l'exercice terminé le 30 octobre 1996, sauf mention contraire.

| Institution                | Actif total     | Revenu net       | % d'augm. | Rémunération <sup>1</sup>   | Employés            | Succursales        |
|----------------------------|-----------------|------------------|-----------|-----------------------------|---------------------|--------------------|
| Banque Royale              | 218 milliards\$ | 1 430 millions\$ | 13%       | 2,3 millions\$ <sup>2</sup> | 54 728              | 1 493              |
| Banque CIBC                | 199 milliards\$ | 1 366 millions\$ | 33%       | 1,8 million \$ <sup>2</sup> | 41 606              | 1 400              |
| Banque de Montréal         | 170 milliards\$ | 1 168 millions\$ | 18%       | 3,9 millions\$              | 33 468              | 1 269              |
| Banque Scotia              | 157 milliards\$ | 1 069 millions\$ | 22%       | 1,9 million\$ <sup>2</sup>  | 34 592 <sup>3</sup> | 1 464 <sup>3</sup> |
| Banque Toronto-Dominion    | 126 milliards\$ | 914 millions\$   | 15%       | 3,2 millions\$              | 26 815              | 953                |
| Banque Nationale du Canada | 53 milliards\$  | 318 millions\$   | 30%       | 1,3 million\$ <sup>2</sup>  | 11 992              | 632                |

1 Salaire de base du Président du conseil et chef de la direction.  
 2 Données de 1995.  
 3 Au Canada et à l'étranger.

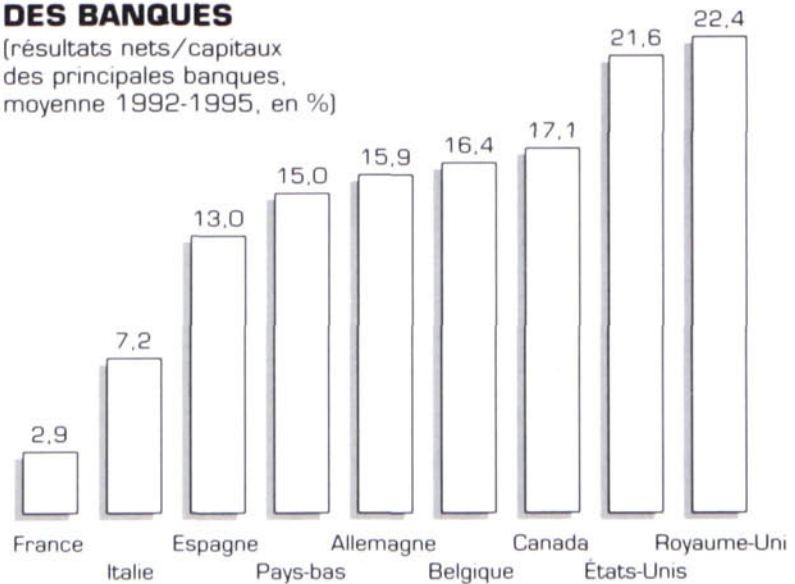
Sources: rapports annuels des banques, journal *Les Affaires*, Chaire d'Études socio-économiques de l'UQAM.

D O S S I E R



### LA RENTABILITÉ DES BANQUES

(résultats nets/capitaux des principales banques, moyenne 1992-1995, en %)



Source: AFB, Alternatives économiques



LA CRISE ÉCONOMIQUE DES ANNÉES 30 A IMPOSÉ LA NÉCESSITÉ DE DIVISER LE SECTEUR FINANCIER EN «QUATRE PILIERS» BIEN DISTINCTS (BANQUE, ASSURANCE, COURTAGE ET FIDUCIE). IL FALLAIT PRÉVENIR LES RELATIONS INCES- TUEUSES QUI AVAIENT ACCÉLÉRÉ LE KRACH. AU NOM DE LA DÉRÈGLEMEN- TATION, CES TEMPS SONT DÉSORMAIS RÉVOLUS.

**D**epuis les années 30, les activités financières étaient cloisonnées en «quatre piliers», quatre institutions étanches interdites de fusion sous un même toit: la banque, la compagnie d'assurance, le courtier (intermédiaire dans des transactions commerciales et financières) et la fiducie (prise en charge de l'organisation comptable, administrative et fiscale d'entreprises privées). Le cloisonnement des institutions financières s'est imposé après la Grande Dépression afin de rétablir la solvabilité des banques, d'éviter les conflits d'intérêts et d'empêcher que se reproduisent les exagérations à la source du krach boursier d'un jeudi soir d'octobre 1929.

Depuis le milieu des années 80, les banques ont avalé deux de ces piliers<sup>1</sup> et des entreprises non financières offrent désormais des services semblables à ceux des banques. C'est la loi de la jungle: les plus gros accaparent le marché et se battent à mort pour la mainmise des activités les plus lucratives. Au nom

1 Les banques à chartre possèdent maintenant 69% de l'actif des sociétés de fiducie et 70% de l'actif des firmes de courtage. *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> avril 1997.

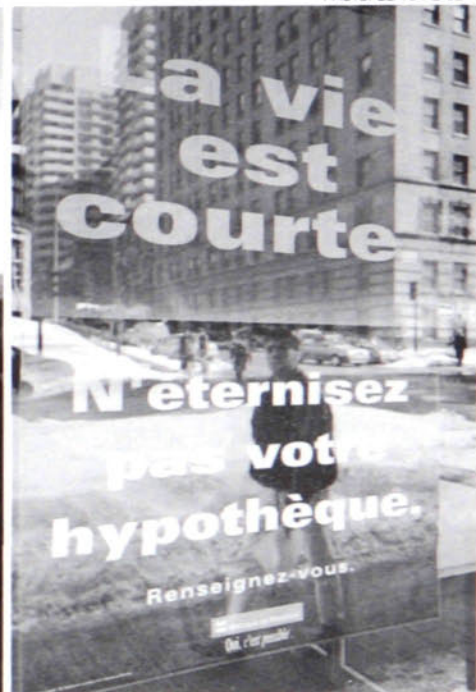


PHOTO: DANIEL S-LEGAULT

## Le décloisonnement des institutions

# LES BANQUES, C'EST CAPITAL

J.-S. MARSAN

de la compétitivité, des services moins rentables disparaissent.

### CHRONIQUE DU DÉCLOISONNEMENT

Jusqu'à la révision de 1967 de la *Loi sur les banques*, le mandat des banques se limite aux activités de court terme: recueillir des dépôts et prêter aux entreprises. Le taux prêteur maximum ne s'éloigne pas d'un généreux 6%; la Loi

défend aux banques d'octroyer des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires; elles doivent aussi maintenir des réserves à la Banque du Canada, réserves qui ne rapportent aucun intérêt.

En 1964, le rapport de la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier (Commission Porter) démontre que les «quasi-banques» – caisses et banques d'épargne, *Credit*

## Des magasins devenus banques

*Dans une économie capitaliste, la banque est un intermédiaire financier imposant. «Seulement pour les prêts qu'elles accordent au Québec, cela totalise 14 milliards \$ en prêts à la consommation, 28 milliards \$ en prêts hypothécaires et 18 milliards \$ en prêts aux entreprises, dont 7 milliards \$ aux PME», affirme Claude Reid de l'ABC.*

*Ces chiffres, si imposants soient-ils, doivent être mis en perspective. Les banques n'ont plus le monopole du crédit. Les grandes entreprises préfèrent maintenant les produits dérivés – comme la spéculation à court terme sur le marché monétaire – pour leurs besoins en capitaux. Il est aussi possible de «louer pour acheter», entre autres des meubles, dans les magasins du même nom. En louant un article avec option d'achat, le magasin accorde un crédit au client, qui doit effectuer des versements mensuels; comme pour une hypothèque sur une maison, le client devient propriétaire du bien à la fin de la période de location.*

*Et les consommateurs-rices font de plus en plus appel au crédit offert directement par les gros commerces – cartes La Baie, Zellers, etc. L'an dernier, des grands magasins comme Sears refusaient d'abaisser le taux d'intérêt de leurs cartes de crédit – qualifiés d'usuraires par un député bloquiste et dans le collimateur d'une coalition de 140 députés fédéraux –, cette activité financière leur rapportant plus que la vente de leurs produits! *



En 1929:  
la crise...

Le nombre d'institutions n'a jamais été si bas – 9 banques en 1997 contre 34 en 1867. D'où le qualificatif d'oligopole.

Unions du Canada anglais, sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires – effectuent des opérations semblables à celles des banques. La Commission argue que le concept des «quatre piliers» ne favorise pas la «saine concurrence» et que les règles internationales devraient s'appliquer au Canada. Historiquement très présentes à l'étranger, les banques *made in Canada* se livrent en effet à des pratiques interdites au pays en vertu du principe des «quatre piliers».

### SUR LA FINANCE

La Commission Porter inspire la révision de 1967 de la *Loi sur les banques*. À partir de cette date, les banques ont le champ libre pour les prêts person-

nels et hypothécaires. Le taux d'intérêt à payer et à prélever variant désormais au gré du marché, les banques transfèrent le risque de cette variation à leurs clients-es. En contrepartie, les particuliers-ères accèdent plus facilement à la propriété et s'endettent moins auprès de ce qu'on appelait à l'époque les «compagnies de finance», championnes du taux usuraire.

Parallèlement, les lois provinciales décloisonnent les coopératives, dont l'incircouvable Mouvement Desjardins. Presque totalement dérèglementé à partir des années 80, le secteur financier sous législation québécoise excite la convoitise des banques à charte fédérale.

Les banques doivent leur supériorité non seulement à leurs énormes ressources financières mais aussi à leur réseau de distribution – les succursales.



PHOTO BERNARD JEAY

En 1987, elles passent à l'action: exploitant des zones grises de la *Loi sur les banques*, celles-ci se mettent à absorber des maisons de courtage. Acquis par la Banque Scotia, McLeod Young Weir devient Scotia McLeod; la Banque Royale achète RBC Dominion; la CIBC fait main basse sur Wood Gundy et la Banque Nationale sur Lévesque Beaubien Geoffrion Leclerc; la Banque de Montréal, après avoir avalé Nesbitt Thomson, achète Burns Fry et fusionne ses deux acquisitions afin de créer Nesbitt Burns. Aujourd'hui, toutes les banques possèdent leurs filiales de courtage; il ne subsiste qu'une seule maison de courtage indépendante, Midland Walwyn.

Les sociétés de fiducie, affaiblies par la récession économique de 90-92, disparaissent elles aussi: la Toronto-Dominion achète le Central Guaranty Trust; la Banque Scotia obtient le Montréal Trust; la Banque Royale prend le contrôle du Trust Royal et la Banque Nationale acquiert le Trust Général. Presque toutes les grandes banques possèdent maintenant leur société de fiducie, achetée ou créée de toutes pièces.

### DU «GUICHET UNIQUE» À LA «BANCASSURANCE»

Le gouvernement fédéral, en 1991, révisé substantiellement la *Loi sur les banques* afin de civiliser le décloisonne-



PHOTO BERNARD JEAY

ment. En théorie, l'édifice repose toujours sur les «quatre piliers». En pratique, les banques peuvent presque tout faire du moment qu'elles séparent les activités en autant de filiales, question de transparence.

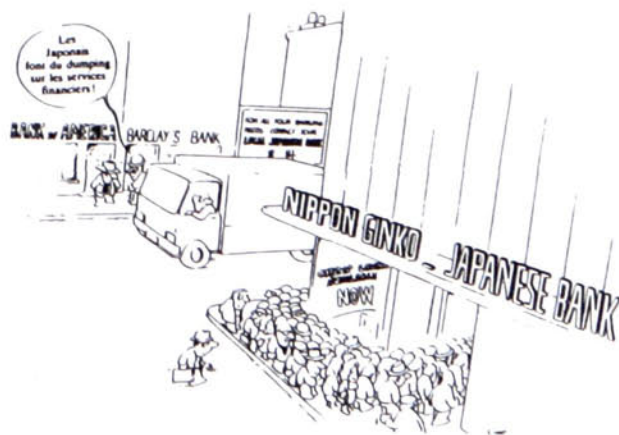
Dans l'arène du décloisonnement, les banques doivent leur supériorité non seulement à leurs énormes ressources financières mais aussi à leur réseau de distribution – les succursales. En prime, les banques créent de nouveaux services financiers: traitement de l'information, services-conseils en gestion, élaboration et mise en marché de matériel informatique, sociétés immobilières, etc. Selon Claude Reid, adjoint au directeur des relations publiques de l'Association des banquiers canadiens (ABC), «les banques aimeraient, en quelque sorte, devenir un guichet unique de services financiers. Le consommateur le demande, lui aussi.»

Une opinion que ne partagent pas nécessairement les associations de protection des consommateurs, qui ont imprégné de leur point de vue le projet de loi C-82 sur la révision de la *Loi sur les banques*. Une révision qui doit



être complétée avant la fin de l'année, bien que les élections fédérales puissent modifier le calendrier prévu. Et il y a un os: les assurances.

La Loi de 1992 permet en effet aux banques d'acheter des compagnies d'assurance mais ne les autorise point à vendre de l'assurance dans les succursales, le nerf de la guerre. Le Mouvement Desjardins le fait, lui, et avec succès. Le lobby des banques exerce donc d'énormes pressions sur le gouvernement fédéral. Les compagnies d'assurance et les organismes de défense des consommateurs attendent avec anxiété la révision de la *Loi sur les banques* ainsi que les recommandations du Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadiens, mis sur pied en 1996. Ce groupe de travail, qui doit déposer son rapport en 1998, conseillera le gouvernement fédéral sur l'élabo-



# LES BANQUES ET LA LOI J.-S. M.

**La Loi sur les banques distingue deux types d'institution:**

- 1- Les banques à charte fédérale, de propriété canadienne, dans lesquelles un individu ou une personne morale ne peut détenir plus de 10% des actions. C'est le groupe des Big Six auquel se rajoute une banque régionale qui ne fait pas le poids face aux autres: la Banque canadienne de l'Ouest.**
- 2- Les banques étrangères, dépourvues de succursales et spécialisées dans les opérations bancaires de gros et dans le crédit import-export. Au Canada, en 1996, on dénombrait 46 de ces banques.**

**La révision de la Loi sur les banques accordera plus de latitude aux banques étrangères dans leurs activités au Canada, afin de contrer la concentration des banques canadiennes.**

**Cas particulier, la Banque Laurentienne relève du gouvernement fédéral mais elle est régie par une loi spécifique, la Loi sur les banques d'épargne. La Banque Laurentienne se distingue de ses consœurs par sa vocation et ses activités, semblables à celles du Mouvement Desjardins. En termes d'actif, la Banque Laurentienne est la septième banque canadienne.**

ration de règles du jeu pertinentes pour le secteur financier de l'an 2000.

## LE PRIX DE LA CONCURRENCE

En somme, avec le décloisonnement, les banques offrent tous les services financiers que le genre humain a pu ima-

giner. Coïncidence, le nombre d'institutions bancaires n'a jamais été si bas – neuf banques en 1997 contre 34 en 1867. D'où le qualificatif d'oligopole – le contrôle de l'offre – parfois accolé à ces institutions.

Il y a un an, Rodrigue Tremblay, professeur d'économie à l'Université de Montréal, écrivait dans le journal *Les Affaires* que «les grosses banques canadiennes forment un cartel légalisé puissant, qui contrôle comme jamais auparavant le système financier au Canada. Puisqu'elles fournissent des services essentiels pour les individus comme pour les entreprises, elles sont en position de force pour hausser leurs prix et profiter de l'inflation des profits.» L'Association des banquiers canadiens réfute cette interprétation: «Desjardins, au Québec, occupe 50% du marché, soutient Claude Reid. Les sociétés de fiducie et les compagnies d'assurance-vie offrent des produits que les banques offrent aussi, comme les REÉR.»

L'an dernier, des grands magasins comme Sears refusaient d'abaisser le taux d'intérêt de leurs cartes de crédit, cette activité financière leur rapportant plus que la vente de leurs produits!

Le fédéral tend l'oreille aux critiques du système financier, notamment ceux qui affirment que les banques sont trop concentrées. Le projet de loi sur la révision de la *Loi sur les banques* renferme des mesures destinées à faciliter la vie des banques étrangères au Canada; celles-ci auraient la permission d'ouvrir des succursales, ce qui accroîtrait la concurrence.

Une concurrence qui pourrait cependant nuire au-à la client-e «bas de gamme»: Jacques St-Amant, de l'ACEF-Centre, anticipe que «dans la mesure où les banques étrangères pourront entrer plus facilement sur le marché canadien, elles vont d'abord cibler une clientèle d'affaires, notamment les grandes entreprises.» Les petits-es épargnants-es ne seront pas sollicités par les banques étrangères, qui auront tendance à ouvrir des succursales dans des tours à bureaux des centre-ville, affirme l'avocat de l'ACEF-Centre. Les banques canadiennes pure laine, prétextant la nécessité de réduire leurs coûts et de demeurer concurrentielles, pourraient fermer des succursales qui ne sont pas rentables dans les quartiers défavorisés ou en région, craint Jacques St-Amant.



PHOTO DANIEL S. LEGAULT



PHOTO BERNARD JEAY

# Accessibilité au système bancaire

## SÉSAME, OUVRE-TOI!

J.-S. MARSAN ET J. PERREULT



«**P**rès de 600 000 adultes au Canada n'ont pas de compte de banque», remarque Jacques St-Amant, avocat spécialisé en droit bancaire à l'ACEF-Centre. «Et là-dessus, il y a une très forte proportion de gens à faible revenu.»

Quand les banques choisissent de privilégier les clients plus «rentables», les «autres» sont progressivement exclues. Plaintes à l'appui, «des succursales bancaires essaient de limiter l'accès des personnes assistées sociales en augmentant les exigences pour l'ouverture d'un compte ou en limitant les privilèges», souligne Éric Fraser, conseiller juridique de l'ACEF-Centre.

La tendance est à l'autofinancement de chaque service et au principe de l'«utilisateur-payeur».

La discrimination directe, M. Lapalme l'a vécue. À trois reprises, à la Laurentienne, la Toronto Dominion et dans une Caisse populaire Desjardins, on a refusé de lui ouvrir un compte. Il avait une carte d'assurance-maladie avec photo, une carte d'assurance-sociale et une preuve de naissance. Que lui manquait-il? Assisté social, il est chambreur et ne peut fournir une preuve d'adresse. «Une exigence qu'on ne demande pas à un tra-

vaille», fait remarquer M. Fraser.

En février dernier, l'Association des banquiers canadiens (ABC) a modifié ses exigences. Après des mois de discussion avec l'ACEF-Centre, l'Organisation nationale anti-pauvreté et le Task Force of Churches On Corporate Responsibility, des engagements sont pris. Les pièces d'identité, exigées lors de l'ouverture d'un compte, passent de trois à deux, et la photo n'est plus obligatoire. Un-e client-e d'une succursale peut se porter garant-e de l'identité d'un-e tiers. Le

D O S S I E R

## FAIRE BOUGER LA CAISSE

J. P.

**Pour une personne âgée, changer son chèque de pension, en hiver, est un casse-tête. Deux choix s'offrent à elle: risquer une chute en allant à la Caisse, ou payer 20\$ pour qu'une personne plus jeune change son chèque et paie ses factures.**

Une autre solution existe. Les Caisses populaires de la Haute-Ville de Québec offrent le service de «banquier à domicile». Mais à quelques rues de là, dans les quartiers plus défavorisés de la Basse-Ville, «le service n'était pas disponible», fait remarquer Marguerite Pouliot, présidente de l'Association québécoise de défense des droits des retraités-es, section Québec. «Dans la Basse-Ville, il y a surtout des HLM. Ça a été long de convaincre les cal-

ses de répondre à ce «nouveau» besoin. L'approche a été plus facile avec les femmes gestionnaires.» Depuis l'automne, plus d'une centaine de personnes âgées et quelques personnes handicapées de la Basse-Ville profitent du service à domicile. Dépôts, retraits et factures sont confiés à la personne désignée par la caisse et les livrets mis à jour reviennent le jour suivant.


L'an prochain, le projet pourrait s'étendre à Limoulu. Mais les Caisses populaires ne sont pas les seules à devoir être convaincues. Il faut encore convaincre les personnes âgées de la sécurité du service. «Les personnes âgées ont peur de l'ingérence, peur qu'on fouille dans leurs affaires», précise Mme Pouliot. 



PHOTO: STEVE SIMON



PHOTO: GUNTHER GAMPER

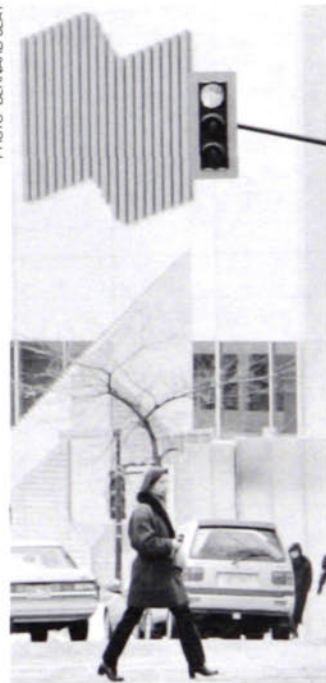




PHOTO DANIEL S-LEGAULT

dépôt direct de fonds gouvernementaux sera automatiquement accessible. Et «les banques rappelleront à leur personnel l'importance de traiter tous les clients avec équité et respect.»<sup>1</sup>

### LAISSÉS SANS COMPTE

Où va-t-on changer ses chèques quand on n'a pas de compte de banque? «Il y a des réseaux parallèles», explique Jacques St-Amant. «Ils vont au dépanneur ou dans des boîtes comme Insta-Chèques. En Nouvelle-Écosse, Sobey's, une chaîne de su-

1 Communiqué de l'Association des banquiers canadiens (ABC), 14 février 1997.

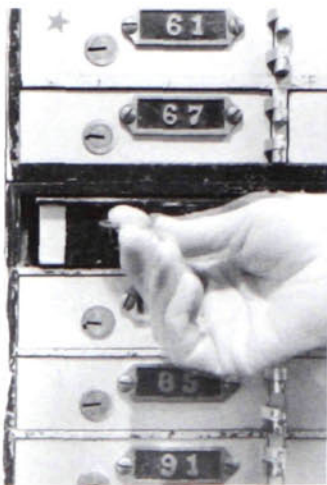


PHOTO BERNARD JEAY



PHOTO DANIEL S-LEGAULT

«Il n'y a aucune raison de geler un chèque gouvernemental.»

permarché, encaisse des chèques.» Mais «le dépanneur du coin ne fait pas de débit pré-autorisé, on ne peut pas y recevoir une prestation par dépôt direct. Déjà, il y a discrimination, parce que des entreprises disent carrément "je n'accepte pas de paiement en argent comptant"». L'avocat de l'ACEF-Centre donne l'exemple des Téléboutiques Bell, allergiques au paiement des comptes en argent comptant, ainsi que le service Internet offert par Vidéotron. «Vidéotron n'accepte que les paiements mensuels par débit pré-autorisé. Si vous ne pouvez pas payer par débit pré-autorisé, allez ailleurs!»

### DONNE-MOI MES CENNES!

Autre problème fréquent, le gel de fonds, variant de 2 à 30 jours! Pour une personne sans épargne, c'est intolérable. Pour les travailleurs-ses autonomes, payés-és irrégulièrement par des compagnies pas toujours incorporées, le gel de fonds les empêche de fonctionner. Des numéros de transit existent dans les Caisses Pop. Mais s'ils permettent d'éviter le gel de chèques, l'attribution et la résiliation de ces

numéros de transit sont arbitraires.

Souvent, c'est le chèque d'aide sociale qu'on gèle. La pratique est fréquente à la Banque Nationale. Pourtant, «il n'y a aucune raison de geler un chèque gouvernemental», lance Éric Fraser. «D'autant plus que les fonds destinés aux personnes assistées sociales sont dans les coffres de la Banque Nationale (contrat de compensation avec le gouvernement). Elle est en mesure de savoir si les fonds sont disponibles.»

Aux États-Unis, une loi en vigueur depuis 1987 limite la durée de tels gels de fonds<sup>2</sup>. Les chèques du gouvernement doivent ainsi être mis à la disposition des clients-es le jour ouvrable suivant leur dépôt. De plus, pour tout type de chèque, une tranche de 100\$ doit aussi être remise au-à la client-e le lendemain ouvrable du dépôt. De telles mesures pourraient inspirer la législation canadienne et faciliteraient la vie de bien des personnes en attente d'argent comptant.

### AUX CALCULATRICES, CITOYENS-NES!

Plus subtils, plus complexes, les frais bancaires subissent une flambée depuis les années 80. Auparavant, les revenus d'intérêt sur prêt compensaient le manque à gagner des services au comp-

2 ACEF-Centre, *Les hauts et les bas de l'accès aux services bancaires au Canada*, juin 1996.

toir. L'introduction d'intérêts dans les comptes chèques, l'offre de nouveaux services et des investissements déficitaires (immobilier, énergie et pays du Tiers Monde) obligent les banques à faire des choix. La tendance est à l'autofinancement de chaque service et au principe de l'«utilisateur-payeur». Entre 84 et 94, la Banque Scotia voit ses frais de service augmenter de 133%<sup>3</sup>. Parallèlement, on refile des dividendes aux actionnaires. De 86 et 95, la même Banque Scotia «est celle qui s'est le plus démarquée parmi toutes les banques canadiennes avec une impressionnante croissance moyenne annuelle de 12,6%»<sup>4</sup>.

Les frais bancaires peuvent différer du simple au double entre deux banques. Même des sièges sociaux se trompent lorsqu'on leur demande d'évaluer le coût d'une série de transactions normales. Pour les mêmes opérations mensuelles, les frais bancaires varient selon les succursales de 10,30\$ à 23,50\$. Annuellement, on peut donc payer entre 123,60\$ et 282\$. C'est ce que révèle une enquête menée par le magazine *Consommation* l'été dernier. Si plusieurs employés-es se font un plaisir de suggérer un forfait ou une utilisation optimale des services les moins onéreux, d'autres se tiennent cois devant le-la client-e qui, manifestement, paie des frais disproportionnés. Plus que jamais, le-la client-e pitonne, téléphone, télécopie, et doit aussi exiger des informations, comparer, vérifier. C'est le monde à l'envers. La clientèle est mise au travail, les caissières au chômage. ↴

3 Jacques MARTINEAU, *Protégez-vous*, septembre 1994.

4 M. BERNARD et al., *La seule responsabilité sociale que se reconnaissent les banques: faire du profit*. Chaire socio-économique de l'UQAM, décembre 1996.

Offre et demande de services

# COMPTOIR DES RICHES, COMPTOIR DES PAUVRES

L'INFORMATISATION

J.-S. MARSAN ET J. PERREAULT

L'offre de produits et de services bancaires explose. 300 produits et services financiers étaient déjà offerts en 1991 par la seule Banque de Montréal. Au dernier Salon Épargne Placement, les séminaires pour mieux gérer ses finances personnelles avaient la cote. Multiplicité des services oblige. Décloisonnement et technologie de pointe font qu'on peut acheter son REÉR à sa banque et y échanger des actions en bourse. On peut aussi investir dans un bon du trésor du Canada ou assurer sa maison et sa vie. On peut le faire en personne, par téléphone, par télécopieur ou par Internet. Mais la clientèle en demande-t-elle autant?

Aux dires des banquiers, la clientèle rechercherait une meilleure accessibilité, davantage de commodité. Elle veut un accès en tout temps à ses épargnes et ses investissements. Le client du jeudi soir, qui dépose sa paye, acquitte quelques factures et retire un peu d'argent liquide, semble folklorique à l'heure des opérations pré-autorisées, des banques virtuelles, des portefeuilles électroniques. Margot Côté, du Syndicat des salariées des Caisses populaires du Saguenay-Lac-St-Jean, constate «que les membres sont plus exigeants et plus cultivés. S'ils magasinent sur Internet, ils doivent trouver nos services sinon ils vont aller ailleurs».



Pour ceux et celles qui n'attendent de leur institution financière qu'un intermédiaire entre leurs chèques et leur argent sonnante, on leur offre les services automatisés. Vous préférez le contact humain? Vous vous reconnaissez quand Marie-Christine, étudiante de l'Atelier des lettres, un groupe d'alphabétisation, lance: «juste à voir les gens en file au



## BANCASSURANCE

**Payeurs-ses de prime d'assurance, êtes-vous assurés-es? Pas sûr.** «Lors de réclamations, les gens se font dire qu'ils n'ont jamais été admissibles», lance M. Desrosiers, du Regroupement des victimes des Caisses populaires.

Le problème touche toutes les institutions financières, «depuis que la vente d'assurance est faite par des commis qui ne vérifient pas si les gens sont assurables», précise Éric Fraser de l'ACEF-Centre. Dans les institutions financières, aucune vérification sérieuse n'est faite de l'état de santé de l'assuré-e, notamment à l'égard des «conditions pré-existantes» qui sont autant d'exclusions à la couverture<sup>1</sup>. On peut donc payer pendant des années sans être «vraiment» admissible.

Les recommandations du rapport Baril, issu d'un comité de 18 parlementaires provinciaux-les, vi-

sent à accroître la protection du public. Un organisme unique devrait établir des règles concernant la vente d'assurance et veiller à ce qu'elles soient respectées. Il s'agit ni plus ni moins de créer un «ordre professionnel» des vendeurs-ses d'assurance, tant pour les indépendants que pour les commis de caisse. Les compagnies d'assurance seraient exclues de cet organisme. On suggère aussi d'interdire la vente d'assurances dans les succursales bancaires et les caisses. Des conditions devraient être respectées: locaux distincts, les assureurs-ses ne sont pas en même temps banquiers-ères, et les renseignements personnels ne transitent pas entre l'assurance et la banque. Recloisonnement en vue. Finie la bancassurance? ↴

1 Robert DUTRISAC, *Le Devoir*, 8 mars 1997.

«Nous assistons actuellement à l'émergence d'une situation comparable à celle qui existait au temps d'Alphonse Desjardins: l'absence de services financiers pour les plus défavorisés.»



PHOTO: BERNARD JEAY

guichet, j'ai la tête qui tourne»? Alors payez plus et attendez en ligne pour avoir un service «en personne».

### LE COMPTOIR DES «RICHES»

À la Banque Laurentienne, le 1<sup>er</sup> décembre 1996, les frais d'administration pour le paiement d'une facture au comptoir augmentent de 0,20\$ en une journée, passant de 1,30\$ à 1,50\$. Deux mois plus tard, le journal *Le Devoir* révèle que «dans une notice interne aux employés, le 26 septembre 1996, la banque avoue carrément que la dernière augmentation des frais pour le paiement des factures au comptoir – précédant celle du 1<sup>er</sup> décembre – vise à forcer ses clients à utiliser le guichet automatique». À la Banque de Montréal, pour un retrait ou un virement au comptoir, on doit déboursier 0,60\$, contre 0,50\$ au guichet automatique.

Dans le Mouvement Desjardins, «on retrouve une clientèle souvent plus âgée et plus défavorisée que dans les banques», observe Benoît Lévesque, sociologue de l'UQAM. 82% des membres ne cumulent que 10% des épargnes déposées chez Desjardins. Même si Desjardins ne veut pas exclure les clientèles démunies de la même façon que les banques, il se met en quête d'une clientèle plus profitable. Selon M. Lévesque, «nous assistons actuellement à l'émergence d'une situation comparable à celle qui



PHOTO: BERNARD JEAY



DESSIN: RAMON VITTESSE

existait au temps d'Alphonse Desjardins: l'absence de services financiers pour les plus défavorisés<sup>1</sup>.»

### AUTOMATES

Vues par les institutions financières, les ressources humaines coûtent cher. Il faut donc les «rentabiliser». On automatise les opérations routinières, nombreuses et peu payantes. Des tentatives de succursales entièrement automatisées se sont toutefois avérées des échecs. La fermeture en 1994 de la succursale de la Banque Nationale au Centre Angrignon, à LaSalle, est un exemple patent.

Les conseillers financiers se multiplient, les caissiers-ères disparaissent. Le changement est palpable et les succursales font peau neuve. Dans le portique, une série de guichets automatiques où s'encombre déjà une première file de clients-es. Suivent les comptoirs (la plupart abandonnés par des caissières devenues conseillères) qui font face aux files toujours plus longues. Enfin, plusieurs petits bureaux vitrés, souvent déserts, attendent ceux et celles qui veulent faire des placements... Pour les nouveaux services financiers profitables, on offre le «service assis et personnalisé».



1 Benoît LÉVESQUE et al., *Desjardins et la réingénierie*, CSN-UQAM, mars 1997.

## Transparence et démocratie

La régie d'entreprise en vigueur chez l'élite bancaire du pays en fait rager plus d'un-e. Président de l'Association de protection des épargnants et investisseurs du Québec, l'ancien politicien péquiste Yves Michaud cristallise, depuis l'an dernier, la rancune populaire face aux banques. Il accuse les dirigeants-es des institutions de manquer de transparence, de se voter des salaires et des privilèges disproportionnés, de patauger allègrement dans les conflits d'intérêts.

Le déficit démocratique des banques se manifeste avec le plus d'acuité lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, grand-messe qu'Yves Michaud a déjà qualifiée de «mascarade» et de «culte stalinien de la personnalité» (des dirigeants). Traditionnellement, l'assemblée annuelle des actionnaires d'une banque se déroule sans débats ni propositions de la part des actionnaires; ceux-ci votent les propositions soumises par les dirigeants-es de la banque, on passe au buffet et à l'année pro-

## Conditions de travail UNION RING

J. PERREAU

La lutte des syndiqués-es contre la Banque Laurentienne a été une occasion de redorer le blason syndical. Pour Serge Cadieux, conseiller pour le Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau de la FTQ (SEPB), «il fallait profiter du fait que notre adversaire (les banques) est actuellement plus impopulaire que nous».

Un sondage Léger et Léger d'octobre 1996, commandé par le syndicat de la Laurentienne, est éloquent: 75% trouvent que les banques font trop de profits. 92% s'opposent à la disparition des caissiers-ères et à ce que toutes les transactions soient faites par services auto-

# À L'ASSAUT DE LA RÉPUBLIQUE DES BANQUIERS

J.-S. MARSAN

chaîne. Les investisseurs institutionnels représentant des millions d'actionnaires – caisses de retraite, fonds mutuels, etc. – votent par routine en faveur des propositions émises par les banques.

Cette année, une première dans l'histoire du secteur bancaire canadien, les assemblées de la Royale et de la Nationale ont été le théâtre de débats pas-

sionnés. Après un combat juridique de plusieurs mois, Yves Michaud a pu y défendre ses propositions, dûment inscrites à l'ordre du jour. Cinq propositions qui en disent long sur la culture d'entreprise qui règne au sein des sièges sociaux des banques.

## LA CROISADE DU «ROBIN DES BANQUES»

La Cour supérieure du Québec, dans un jugement exécutoire rendu le 9 janvier 1997, a donné raison à Yves Michaud dans sa lutte contre le système «les copains d'abord» en vogue à la haute direction des banques. Lors du procès, Yves Michaud s'exprimait à titre d'actionnaire de la Royale et de la Nationale. La juge Pierrette Rayle a ordonné aux deux banques d'inclure les propositions de Michaud dans la circu-

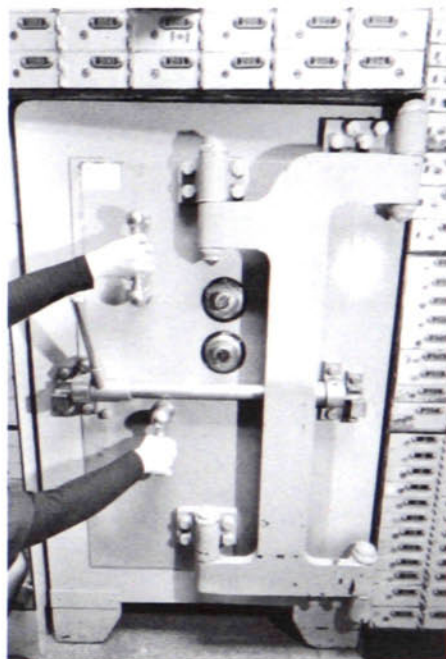


PHOTO BERNARD JEAY



PHOTO BERNARD JEAY

laire de direction accompagnant l'avis de convocation de l'assemblée générale des actionnaires de la Royale et de la Nationale, qui ont eu lieu respectivement les 5 et 12 mars dernier.

Le 5 mars dernier, les actionnaires de la Royale, réunis à Vancouver, ont mas-



matés, même si 41% utilisent ces services.

Le secteur finances, assurances et immeubles, au Québec, n'est syndiqué qu'à 9,6%. Le plus faible taux après le commerce en gros avec ses 8,9%<sup>1</sup>. Outre les cadres, le personnel est majoritairement composé de femmes. Celles qui dépassent la cinquantaine sont rares dans le milieu. «Les banques les écoeuèrent en masse, on leur montre la porte rapidement», fait remarquer Serge Cadieux. La Laurentienne est la seule banque totalement syndiquée. Loin derrière, le réseau Desjardins compte près de 30% de caisses syndiquées.

«Les directeurs de caisse sont souvent paternalistes et les employés ont pleine confiance dans le mouvement Desjardins.» Une fois les négociations terminées avec les caisses syndiquées, certaines fédérations recommandent aux autres caisses d'offrir les mêmes conditions à leurs employés-es. Ça mar-



PHOTO MARTIN B. (COURTOISE ALERTE CENTRE SUOI)

che. Pourquoi les caissiers-ères se syndiqueraient-ils-elles? La syndicalisation d'une caisse est un dernier recours, lorsqu'un patron est particulièrement in-

transigeant. «Pour que les employés d'une caisse décident de se syndiquer, il faut que le boss soit «fou», lance Sylvie Janson, vice-présidente de la Fédération du commerce de la CSN.

## PLUS FORMÉES, PLUS VALORISÉES?

L'automatisation des opérations bancaires et la vente de services plus complexes menacent les emplois, en nombre mais aussi dans leur définition. On assiste au rehaussement des compétences et qualifications pour la plupart des emplois dans les institutions financières. Alors qu'on exigeait un secondaire V pour la plupart des tâches de bureau, aujourd'hui on demande une attestation d'étude collégiale (AEC). «Celles qui ne font pas actuellement de «tâches conseil» se demandent quel lien faire avec leur travail et ne voient pas ce que leur rapporte concrètement ce programme, outre le fait de «rester en emploi». De leur côté, celles qui font du «conseil» se demandent ce qu'elles



<sup>1</sup> Le Marché du Travail, janvier-février 1997.

position. Supporters et adversaires occupaient les micros aussi longtemps qu'il le fallait. D'un côté, des membres du conseil d'administration de la banque vantaient les vertus du libre mar-

ché; de l'autre, actionnaires et investisseurs exigeaient une remise en question des règles du jeu – une religieuse à même condamné la «disparité obscène» entre les privilèges des banquiers et «l'homme de la rue qui perd son emploi.» Une assemblée-marathon de quatre heures et demie.

Cette assemblée constitue certes une victoire pour la Nationale mais marque aussi l'amorce d'une révolution démocratique dans le monde opaque de la finance. «C'est le début d'un temps nouveau», clamait Yves Michaud à sa sortie de l'assemblée de la Nationale. En public, son Président, André Bérard, a rendu hommage à la ténacité du «Robin des banques»: «Je refuse de dire que les propositions de M. Michaud ont été battues. Ce n'est pas une bataille entre M. Bérard et M. Michaud. Il n'y a pas de perdant.»

**UNE BANQUE:  
UN SERVICE PUBLIC?**

Commentant le cas Michaud, Jean-Paul Caron, de la Banque



PHOTO DANIEL S-LEGAULT

«Les principaux actionnaires des banques au Canada ce sont les régimes de retraite, dont la Caisse de dépôt et de placement.»

sivement rejeté les propositions de Michaud, alors représenté par son compare Robert Verdun. Une semaine plus tard, le même scénario se répétait à Montréal lors de l'assemblée de la Nationale, bien que la proposition sur la séparation des pouvoirs ait obtenu 27% des votes exprimés. Les discussions furent très animées.

Meneur des débats, le président du Comité de régie d'entreprise de la banque, Paul Gobeil, n'a pu contenir les interventions dans les délais prévus: Yves Michaud dépassait allègrement ses trois minutes de droit de parole par pro-

apprennent de nouveau par rapport à leur propre expérience.»<sup>2</sup> D'où la demande d'une formation qualifiante, c'est-à-dire transférable, continue, utile aux tâches quotidiennes, et intégrée au temps de travail.

«D'un côté, les filles sont contentes que ça change», note Sylvie Janson, vice-

2 Louise BOIVIN, *Les besoins de formation qualifiante des employés de bureau*, CSN-Desjardins-SQDM, novembre 1996.

présidente de la Fédération du Commerce, CSN. Avec la restructuration de Desjardins, appelée réingénierie, «nos tâches seront plus valorisantes. Mais d'un autre côté, on a peur que ces tâches représentent une surcharge et que le soutien soit déficient pendant la période de transition». Les épuisements professionnels et les burn out sont déjà nombreux chez les conseillères. Elles doivent prendre le virage technologique, se mettre continuellement à jour sur les nouveaux produits financiers et, en plus, former les autres.

**LA LAURENTIENNE:  
UN CAS D'ESPÈCE**

Dans cette perspective, «la stratégie de la Laurentienne était prévisible», lance



PHOTO JULIE PERRÉAULT

Sylvie Jeanson.

**Depuis 1991, on assiste à une véritable saignée dans le milieu bancaire. Plus de 10 000 postes ont été abolis. Et l'histoire ne fait que commencer. Benoît Lévesque, professeur de sociologie à l'UQAM, prévoit un véritable «tremblement de terre». Les prévisions parlent de 35 000 abolitions de poste dans le moyen terme, ce qui représente 17% de la main-d'œuvre totale. La tendance est mondiale. «Parmi les pays dans lesquels les emplois bancaires font déjà l'objet de coupes sévères, on peut citer la Norvège (avec un recul de 21% au cours des cinq dernières années), la Grande-Bretagne (moins 13%) et la France (moins 8%)<sup>1</sup>.» D'ici 2005, 50% des emplois actuels pourraient avoir disparu. [J. P.]**

1 Marjorie DEANE, *Courrier International: le monde en 1997*.

Nationale, soutient qu'«il y a une différence entre la démocratie politique et la démocratie en entreprise: les gens n'ont pas le choix de payer des taxes mais ils ont le choix de leur institution financière.» Gino Lambert, de la Chaire d'Études socio-économiques de l'UQAM, croit plutôt que «les banques offrent des services financiers qu'on peut presque considérer comme un service essentiel à la population», ne serait-ce que pour encaisser un chèque d'assurance-emploi ou d'aide sociale.

Le fossé entre les banques et les citoyens ne date pas d'hier et les difficultés économiques l'élargissent. Il faut repenser la relation entre la banque et le-la citoyen-ne, propose Jacques St-Amant, avocat spécialisé en droit bancaire et conseiller juridique de l'Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal (ACEF-Centre). «Le citoyen dépose les fonds avec lesquels la banque fait de l'argent», fait-il valoir, qui relève aussi que «de plus en plus, le citoyen est directement ou indirectement actionnaire, car les principaux actionnaires des banques au Canada ce sont les régimes de retraite, dont la Caisse de dépôt et de placement.»

## LES CINQ PROPOSITIONS D'YVES MICHAUD

**1** que la rémunération globale du dirigeant le plus haut salarié de la banque – salaire, gratification, bonification et autres – n'excède pas 20 fois la rémunération moyenne des employés-es de la banque. Par exemple, selon les calculs du *Globe and Mail*, le Président du conseil de la Banque Royale, John E. Cleghorn, devrait se contenter de 815 000\$ au lieu des 2,28 millions \$ qu'il a touchés l'an dernier;

**2** mettre fin le 31 décembre 1997 au programme d'endettement des administrateurs, des hauts di-

rigeants et des dirigeants supérieurs autrement qu'en vertu des programmes de rachat de titres. Yves Michaud cite le cas d'André Bérard, Président du conseil et chef de la direction de la Banque Nationale: «en plus de son salaire de 1 300 000 \$, il peut emprunter au tiers du taux de base pour se construire une résidence secondaire. Il y a des privilèges comme ça qui sont offensants»;

**3** que le président du conseil d'administration soit désigné parmi les membres du conseil ne faisant pas partie du personnel de la banque, pour éviter les conflits d'intérêts;

**4** qu'une personne liée à la banque en qualité de prestataire de services – un conseiller juridique, par exemple – ne soit pas admissible à titre de membre du conseil d'administration, là aussi afin d'éviter les conflits d'intérêts;

**5** que le mandat des membres du conseil d'administration autres que les dirigeants de la banque n'excède pas dix années consécutives.



Depuis le «règlement» à la Laurentienne, les demandes d'accréditation syndicale se multiplient dans... les Caisses populaires.

Serge Cadieux. «La Laurentienne a voulu transformer ses succursales en mini-maisons de courtage et former des conseillers financiers... non-syndiqués.» On se rappellera que 210 employés-es ont accepté l'offre «alléchante» que leur faisait la banque: devenir cadre en troquant leur statut de syndiqué-e. Ce sont des précaires qui ont accepté. «80% sont des employés à temps partiel, en poste depuis moins d'un an», précise Serge Cadieux. La sécurité d'emploi n'entre en vigueur qu'après deux ans d'ancienneté. Rien à perdre?

C'est au chapitre de la formation que le syndicat de la Laurentienne a mar-

qué sa plus belle victoire. Finis les cours du soir, non-payés, après le boulot. Dorénavant, la formation fera partie de la job et un programme sera établi pour chaque employé-e en vue de sa mise à jour ou d'une éventuelle promotion professionnelle. Mais pour les relations de travail au quotidien, on repassera. Ceux-celles qui ont refusé de devenir cadres doivent maintenant former les nouveaux-lles conseillers-ères financiers. Anciens-nes conseillers-ères en épargne, prêts ou fonds mutuels, on les renvoie au comptoir et on donne leur bureau aux nouveaux-lles... Le syndicat a déposé une plainte pour mesures disciplinaires et répression contre activité syndicale. «Il n'y a pas de relations de travail car il n'y a aucune discussion entre l'employeur et le syndicat. Tout passe par les tribunaux», commente Serge Cadieux.

Depuis le «règlement» à la Laurentienne, les demandes d'accréditation syndicale se multiplient dans... les Caisses populaires. «On reçoit environ une demande par semaine», affirme M. Cadieux.



Décembre 1987.

Des idées,



des analyses,



des débats...



**UNE CENTRALE**

**CEQ**

<http://ceq.qc.ca>

Pas  
besoin d'être  
un **ange**



pour faire sa théologie à Trois-Rivières

Il suffit d'être préoccupé par la quête spirituelle, de vouloir comprendre son monde et de souhaiter se donner une pratique et un discours religieux signifiants.

**L'UQTR offre un baccalauréat  
et un certificat entièrement  
renouvelés en 1997**

Faites-nous signe, nous vous ferons parvenir l'information sur nos programmes.

**Module de théologie**

Université du Québec à Trois-Rivières, Pavillon Ringuet, local 1027-A  
(819) 376-5117

Courrier électronique : [theologie@uqtr.quebec.ca](mailto:theologie@uqtr.quebec.ca)

Université  
du Québec  
à Trois-Rivières



**À la lumière  
du cœur.**

**Planifiez vos dons**

Legs testamentaire  
Assurance-vie  
Rente viagère

Pour un don ou plus d'informations,  
composez sans frais **1-888-234-8533**  
Région de Montréal **514-257-8711**



**DÉVELOPPEMENT  
ET PAIX**



PHOTO: BERNARD JEAY

## DE BIEN PEU D'INTÉRÊTS

NICOLE BRAIS

**E**n février, je voulais prendre rendez-vous à la banque. Ben oui, je fais partie des gens qui ont quelques sous à mettre dans leur REÉR cette année et qui peuvent prendre rendez-vous avec leur conseillère. Ça me gêne un peu: j'ai le sentiment qu'on ne me prendra pas au sérieux avec mes petites économies. J'ai toujours l'impression, je ne sais pas pourquoi, que ça prend des millions pour qu'on nous reçoive comme quelqu'un. Mais non! Elle a été très gentille, même devant mes questions niaiseuses, et a rempli un paquet de paperasses pour placer mes cennes. Elle m'a même demandé comment je valais. Ça m'a pris plus de temps pour comprendre sa question que pour faire le tour de mes avoirs. Je n'ai pas de misère à imaginer ce qu'on peut ressentir quand on fait la file pour changer son chèque de bien-être.

Mais revenons au téléphone. Je cherche le numéro de ma succursale dans le bottin. Impossible de le trouver. Il n'existe qu'un numéro 800, où il faut d'abord jouer du clavier avant d'obtenir un être humain au bout du fil, un numéro central où on filtre les appels. J'ai dû tomber sur une journée où tous les enfants de la succursale étaient en forme parce que j'ai pris mon rendez-vous sans problème. Quel rapport, dites-vous? Entre deux formulaires, j'ai discuté du numéro 800 avec ma conseillère. Cette mesure fait partie de la rationalisation. Comme il y a de moins en moins de caissières au comptoir, on répond à toutes les demandes d'informations générales au central. Restent les questions d'intérêt local aux succursales. L'ennui, c'est que lorsqu'une caissière s'absente parce que ses enfants sont malades, le central ne débarque pas pour combler l'absence. Ça doit être dans ces moments que les succursales ne répondent plus au téléphone.

### LA RETRAITE À 75%

Bref, il y va dans les banques et les caisses comme ailleurs dans le monde. Coupures et le reste. Sauf que les institutions financières font des profits records en ce moment. Oui, oui, je vais lire le dossier comme vous, et toute proportion gardée, ils ne sont pas plus voraces que n'importe quelle autre entreprise capitaliste. Qu'est-ce qui nous indignent tant? On trouve ça disgracieux parce que là, beaucoup plus qu'ailleurs, on a le sentiment que c'est avec notre argent



qu'ils font ÇA. Les institutions financières, on leur prête gentiment nos maigres épargnes, on reçoit presque rien en échange, de moins en moins de services personnalisés, c'est le cas de le dire, et elles, elles se tapent des milliards derrière la cravate et des millions pour les dirigeants. Et il faudrait ne rien y redire. Ce n'est pas ce qu'on dit à Yves Michaud ces temps-ci? Je le trouve bien courageux celui-là avec sa croisade, parce que moi, avec mon complexe des petites économies...

Pas trop brillant comme attitude, me direz-vous. Mais que voulez-vous. On ne peut pas tout être, comme on ne peut pas tout avoir. Je sais bien que l'économie et les capitaux mènent le monde, que même des ex-«ml» peuvent discuter des rendements de leur REÉR avec autant d'urgence qu'ils discutaient du Grand Soir il y a 15 ans, qu'il y en a pour en faire leur pain et leur beurre. Mon dépliant sur les REÉR remis gracieusement par ma conseillère au mois de février finit de se désintégrer dans le fond de ma sacoche sans que je lui aie jeté un coup d'oeil. La littérature sur les fonds n'a pas de fond et la prose en signes de % et de \$, ça ne me profite pas. Depuis que j'ai compris que ça prenait 18% de son revenu placé annuellement pendant 35 ans pour s'assurer d'une retraite à 75% de son revenu, j'ai perdu tout intérêt, je me sens de moins en moins concernée. D'abord, pourquoi vouloir se ménager une retraite à 75% de presque rien, quand de retraite il n'y aura pas. Mais ça... c'est l'histoire d'une autre chronique.

## L'immigration en région au Québec

# LES MAILLES ÉCHAPPÉES



DESSIN: JAMES WAGNER

YVES CHARTRAND

IL Y A 30 ANS CET ÉTÉ, L'EXPO 67 A OUVERT LES YEUX DE MONTRÉAL SUR LE MONDE. MAIS IL Y A LONGTEMPS QUE DES IMMIGRANTS-ES CHOISISSENT DE S'INSTALLER AU QUÉBEC EN RÉGION PLUTÔT QU'À MONTRÉAL. LES «FROS» ONT BEL ET BIEN PARTICIPÉ À NOTRE RÉVOLUTION TRANQUILLE.

Ces dernières années, ce sont surtout les réfugiés-es qui ont composé l'immigration en région. Le portrait des décennies précédentes était différent. Les quelque 12% de Québécois-es d'origine immigrante qui se sont installés en région sont pour la plupart des immigrants-es indépendants venus combler des emplois vacants en région. Une pénurie de main-d'œuvre spécialisée dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux, de la construction de routes, de barrages, de grandes industries et dans le secteur des mines les avait attirés vers ces régions. Ceux qui y ont pris racine aiment leur région où ils apprécient la chaleur des gens, la sécurité et l'accès facile à la nature.

Il faut faire 30 000 kilomètres de route à travers le Québec pour rencontrer ces Québécois-es.

### AUX PORTES DE LA GASPÉSIE: LA FAMILLE UY

Réfugiés de la mer suite à la guerre au Cambodge, **Ry** et **Mali Uy** ont été accueillis avec leurs enfants par l'abbé Marius Lepage, il y a 14 ans. **Dara Uy** se rappelle qu'enfant, en route vers Matane, ils se sont arrêtés pour manger des fraises chez «grand-maman Lepage» à Québec. Tout le monde connaît monsieur Uy aujourd'hui à Matane. On le rencontre souvent en train de pêcher sur le quai.

Après avoir travaillé à Québec et habité à Terrebonne, Dara, le fils aîné, est revenu à Sainte-Félicité parce que la mer lui manquait. Il se dit maintenant «100% Québécois pure laine». «Les Uy ont fait le choix d'abandonner le bouddhisme pour le catholicisme»,

mentionne avec fierté madame Léonie Savard du comité de parrainage. Monsieur Uy confirme qu'ils ont posé ce geste pour s'intégrer encore plus à la communauté de Sainte-Félicité.

Les Uy demeurent toutefois l'exception parmi les «boat people» accueillis dans toutes les régions du Québec à s'être intégrés avec succès dans leur nouveau milieu. La plupart des autres familles sont retournées vers les grands centres, comme Montréal ou Toronto.

Réginald Desrosiers, du comité de parrainage et professeur au village, souligne l'implacable déclin démographique. «S'il n'y a pas plus d'enfants au village d'ici quelques années, l'école va devoir fermer ses portes.» Pour plusieurs régions du Québec, l'immigration s'intègre dans un plan de développement et de survie.

### CHEN TI TUNE LE BEUCERON

**Chen Ti Tune** est propriétaire du dépanneur l'Escale sur la 90<sup>e</sup> Rue à Saint-Georges-de-Beauce. Chen habite en Beauce depuis une vingtaine d'années. Venu de Madagascar et d'origine chinoise, Chen a le commerce dans le sang. Il est donc comme un poisson dans l'eau dans cette région-royaume de l'entrepreneurship.

D'abord vendeur de souliers, il a rapidement pris possession de son propre commerce. Mais il cherchait à faire plus que des sous. «Pour continuer ce travail pendant des années, il me fallait faire autre chose que de vendre de la liqueur et des cigarettes». Il voulait faire goûter sa culture d'origine. Chen a eu l'idée d'aménager dans son dépanneur un espace pour les produits natu-

Alexandra et Angélica Muntian.



Mai 1996. Alexandra à 10 ans et demi.



Mihai Muntian et Marie-Chantale.



Le mariage. Mai 1994.

rels chinois, et un autre pour les produits Québécois de l'érable, le tout agrémenté, au milieu du magasin, par une fontaine qui accueille les clients-es au bruit de sa coulée.

Chen publie également un petit journal pour sa clientèle, dans lequel il l'informe sur les produits naturels et la médecine chinoise. Rempli de reconnaissance et d'enthousiasme pour sa Beauce d'adoption, il est actif sur le plan social à Saint-Georges et aimerait également s'impliquer dans la venue d'immigrants-es dans la région.

### PÂTURAGES DES BOIS-FRANCS: RENÉ LAESSER ET ALICE KELLER

L'immigration rurale au Québec est évidemment la plus vieille immigration. Les premières vagues de colons ont été constituées de colons français, puis, plus tard, anglais, écossais, irlandais et ensuite loyalistes états-uniens. Ceux-celles qui ont suivi par la suite, attirés par les belles terres en friche du Québec, étaient des Allemands-es, des Suisses, des Belges, des Français-es et même des Scandinaves dont on peut retrouver encore aujourd'hui des descendants-es dans le bottin téléphonique du Lac-

Saint-Jean. **René Laesser**, d'origine suisse-allemande, est tout d'abord venu s'installer avec ses parents sur une ferme à Gentilly sur la rive sud du Saint-Laurent, entre Montréal et Québec, comme l'ont fait de nombreux Suisses dans différentes régions du Québec.

René a rencontré sa future épouse, **Alice**, dans une soirée suisse. Elle était en visite chez un oncle à Montréal. Il l'a persuadée de demeurer au Québec, et c'est ainsi qu'ils se sont installés sur une ferme à Princeville dans les Bois-Francs, où ils ont trouvé des vaches et de la bonne terre. René est actif depuis plusieurs années au sein de l'Union des producteurs agricoles. Alice, qui demeurerait à la maison avec les enfants, ne parlait pas le français en arrivant. Elle a appris notre langue au contact des voisins et en allant à l'école de ses enfants. Aujourd'hui, elle est impliquée au comité d'école.

René et Alice parlent couramment l'allemand suisse avec leurs enfants, et conservent précieusement leurs traditions à la maison. Chaque année, René participe à l'organisation d'une fête pour ses ex-compatriotes à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, et il semble que les



**Joseph Marino.**



Québécois-es de souche participent de plus en plus à cette fête qui regroupe plus de 600 personnes au son du jodler, des cors alpins et de l'accordéon suisse.

### LE FOLKLORE DE DRUMMONDVILLE ET MIHAI MUNTIAN

L'amour pave souvent la voie à l'immigration. Il en a été ainsi pour **Mihai Muntian**, d'origine roumaine, venu jouer de la musique au Festival mondial de folklore de Drummondville, où il a fait la connaissance de **Marie-Chantale Labrecque**, une fille de Drummond. Le temps de le dire, Mihai était installé chez les parents de Marie-Chantale, qui allait devenir sa femme, et entreprenait ses démarches pour obtenir sa résidence permanente au Canada.

Mihai a appris le français dans la famille de Marie-Chantale et par la télévision. Après de longs mois de recherche d'emploi où il n'a pas toujours été accueilli à bras ouverts par les employeurs, il a finalement été mis à l'essai dans une entreprise de fibre de verre. Très satisfait de son travail, son patron l'a gardé à son service depuis.

Mihai, après seulement quelques années au Québec, se considère comme un Québécois à part entière, souverainiste de surcroît. Il se trouve ainsi très différent de ses ex-compatriotes qui habitent Montréal et avec lesquels il joue occasionnellement de la musique.

Marie-Chantale a pour sa part perdu des amis qui ne comprenaient pas pourquoi elle était en couple avec un «étran-

ger» plutôt qu'avec un gars de Drummondville. Elle a gagné un mari, avec lequel elle a eu deux enfants. Son rêve, c'est que Mihai l'emmène visiter sa Roumanie natale...

### LA 138 ENTRE L'ITALIE ET LA CÔTE-NORD

«J'ai été accueilli en triomphe à Port-Cartier», m'a raconté **Anthony De-troio**, le maire de Port-Cartier, un Italien originaire de Montréal qui a marié une femme de la place. «Les gens de Port-Cartier se rappellent encore des Italiens qui ont pavé la route 138 jusqu'à Sept-Îles et ont habité dans les familles de la région auxquelles ils ont notamment laissé des recettes de cuisine italienne.»

**Johnny Stea** qui a été pour sa part boucher dans les chantiers de chemin de fer et foreur à Schefferville, est aujourd'hui propriétaire d'une boucherie dans le vieux Sept-Îles, tout près de la baie dont il parle avec ravissement,

étant né près de la mer en Italie. Arrivé adolescent dans la région, il trouve aujourd'hui plus difficile de supporter les hivers de la Côte-Nord. Comme bien des Québécois-es, il prend la direction du Sud pour couper l'hiver en deux.

Il parle des premiers jours de sa boucherie et de sa fidèle clientèle à qui il offre maintenant ses propres produits maison qui sont également distribués à l'extérieur de son commerce. Monsieur Stea se dit plus fier d'avoir réussi à Sept-Îles qu'à Montréal. La communauté italienne de Sept-Îles a déjà compté 100 familles mais la majorité ont quitté pour assurer l'avenir de leurs enfants en déménageant dans une grande ville. Johnny Stea pense finir ses jours à Sept-Îles et aller rejoindre sa mère au cimetière de la ville, sur la Côte-Nord, à des milliers de kilomètres de son Italie natale.

Plus bas sur la côte, on trouve un autre résidant d'origine italienne, et tout un numéro celui-là. Il se nomme **Jos Marino**. Il est propriétaire du Danube Bleu, un restaurant avec motel à Forestville. Monsieur Marino, aujourd'hui très âgé, me raconte la belle époque des chantiers de barrage dans les années 50. Des milliers d'ouvriers travaillaient en haut de Forestville au barrage Bersimis, et quand tout ce beau monde venu de partout, dont un certain nombre d'étrangers, se retrouvaient dans les hôtels de Forestville, ça brassait en grande. L'alcool coulait à flot, les bagarres étaient nombreuses, et les quelques femmes, très recherchées. Jos

**Johnny Stea, de Sept-Îles.**



a lui-même eu maille à partir avec le curé et avec la justice à cause de ses activités pas toujours catholiques, comme le commerce de l'alcool de contrebande et les courses de chevaux. Toujours très alerte, c'est avec un sourire en coin qu'il parle de cette époque en disant que «Forestville, c'était le far-west».

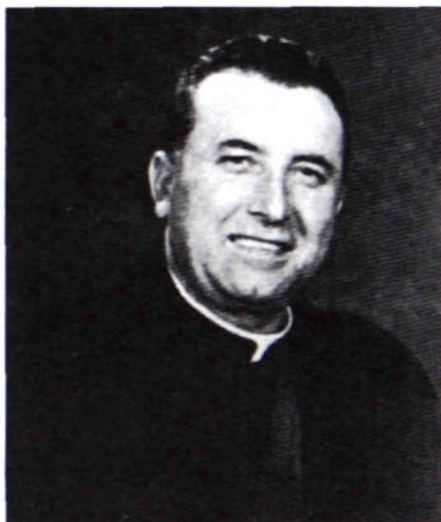
**Secundo Lazarri** habite maintenant Québec. Mais il a connu la Côte-Nord au moment du boom économique des années 60 et raconte qu'à l'hôtel Sept-Îles, les gars de différentes origines ethniques faisaient des concours de danse en prenant un coup ensemble. On retrouve encore aujourd'hui sur la Côte-Nord cette ouverture aux gens venant d'ailleurs, car tous les habitants-es de la Côte-Nord ont émigré un jour de quelque part pour monter construire de toutes pièces la région.

#### DE L'EUROPE DE L'EST À L'ABITIBI: DE L'ÉGLISE AU MCDO

**Régine Gabriz** m'a parlé des routes de poussière à son arrivée en Abitibi dans les années 50 et des gens qui les promenaient, elle et son mari, en voiture, pour leur faire faire un p'tit tour de l'Abitibi. Elle m'a raconté leurs débuts à Val d'Or, des bords de pantalons qu'elle et son mari tailleur faisaient pour 25 cents, des économies faites avec les allocations familiales des enfants pour s'acheter plus tard une première maison, sans jamais demander un chèque d'assurance-chômage ou de bien-

être social. «Les immigrants ont fait l'Abitibi», m'a-t-elle dit fièrement.

À l'entrée de Val d'Or trône un monument de mineur. Ronald Tétreault, le maire, parle avec reconnaissance de la présence de familles de mineurs polonais et ukrainiens dans les années 30. Près de 40% des habitants-es de Rouyn-Noranda étaient Polonais et Ukrainiens à cette époque, selon l'historien



Mgr Lev Chayka.

Benoît Beaudry-Gourd. Le maire Tétreault raconte que c'est «la mentalité européenne transmise par les Polonais et les Ukrainiens qui explique l'habitude des résidents de Val d'Or de souper tard et de commencer leurs partys vers 10h-11h le soir.»

On retrouve encore aujourd'hui un monseigneur orthodoxe en Abitibi. **Lev Chayka** s'occupe des ses ouailles abitibiennes depuis les années 50, prenant ainsi la relève du père Jean, un prêtre canadien-français qui a accompagné les colons ukrainiens installés au lac Castagnier près d'Amos dans les années 20. Mgr Chayka m'a conduit à l'église ukrainienne de Val d'Or, où au son de la musique religieuse orthodoxe il m'a raconté l'aventure des Ukrainiens-nes en Abitibi. Cette histoire se poursuit encore aujourd'hui avec une petite communauté dont il dirige la pastorale tant à Val d'Or qu'à Rouyn-Noranda.


Mr Chaika animait une émission de radio en ukrainien, le dimanche matin, sur les ondes d'une station locale. «Jusqu'au référendum», précise-t-il, car Radio-Nord a retiré l'émission hebdomadaire de la grille horaire. Certains-es immigrés-es affirment s'être fait «regar-

## CONTRIBUTION À LA NAISSANCE D'INSTITUTIONS

**(Y.C.) Qui est au courant que l'Université du Québec à Chicoutimi doit sa naissance, à la fin des années 60, à la présence dans son corps professoral initial de 25% de professeurs-es d'origine étrangère? Qui sait que la naissance du centre hospitalier universitaire de Sherbrooke a eu lieu dans les mêmes circonstances?**

**Les diplômés-es québécois choisissaient en premier lieu les postes dans les grandes villes tout comme aujourd'hui. Les étrangers-ères sont donc venus à la rescousse des régions pour contribuer à la naissance d'écoles secondaires polyvalentes, de cégeps, de constituantes de l'Université du Québec à Rimouski, Hull et Rouyn-Noranda, de CLSC et de centres hospitaliers.**

**Certains-es immigrés-es de cette première heure apportent encore aujourd'hui une contribution significative à leur région d'adoption grâce à leur compétence et à leur profond attachement à leur région où ils ont pu «laisser libre cours à leur créativité et relever de beaux défis en terrain vierge», comme certains d'entre eux se plaisent à le dire.**

**Lucien Lessard, directeur-général du CLSC de Forestville, vient encore régulièrement aujourd'hui recruter à Montréal des médecins d'origine vietnamienne qui doivent aller travailler en région quelques années pour obtenir leur droit de pratique. Il réussit grâce à eux à garder son CLSC ouvert. **



der de travers» par leurs concitoyens-nes au lendemain du 15 octobre 1995. La situation est d'autant paradoxale que les individus d'origine immigrante avec lesquels j'ai vraiment abordé la question, dans différentes régions, sont des nationalistes, sinon des souverainistes convaincus.

Les enfants nés de Québécois-es d'origine immigrante installés en région, comme ceux des autres Québécois-es des mêmes régions, ont pour la plupart quitté leur région pour aller étudier ou travailler dans les grands centres. **Michael** et **Randy Charchuk**, dignes descendants de mineurs ukrainiens et propriétaires du McDonald's de Rouyn-Noranda, sont une exception. Michael parle français avec un mélange d'accents ukrainien et anglais. Il ne faut pas oublier que l'Abitibi a été longtemps liée par route avec le nord de l'Ontario et non avec le reste du Québec. Michael croit au développement de l'Abitibi et prolonge avec son frère l'aventure des mineurs abitibiens venus des pays de l'Est.


### LES REMPARTS ANGLOPHONES DE QUÉBEC

On présente toujours Québec comme le fleuron de la présence française en Amérique. Mais on oublie que Québec était encore au 19<sup>e</sup> siècle une ville dont la majorité de la population était anglophone. Encore aujourd'hui plusieurs

noms de rues, des églises, la citadelle ou le journal *Chronicle Telegraph*, nous rappellent le passé anglophone de Québec.

Québec a également accueilli au 18<sup>e</sup> siècle des dizaines de milliers d'immigrants-es irlandais fuyant la famine de leur pays, en route pour une nouvelle vie en Amérique. Des milliers d'entre eux-elles sont d'ailleurs décédés de maladie pendant la traversée et quelques milliers d'autres sont morts pendant leur quarantaine à Grosse-Île en face de Montmagny. Des enfants orphelins ont été recueillis par des familles de la région. Plusieurs familles irlandaises ont

également pris racine à Québec. On retrouve encore aujourd'hui à Québec une communauté irlandaise vieillissante mais fort vivante.

«J'aime ma ville de Québec», me dit en français avec son accent anglais l'historienne **Marianna O'Gallagher**, dont le grand-père a déjà travaillé à l'hôtel de ville de Québec. Mme O'Gallagher est bien triste que l'on ait effacé de la mémoire collective la portion anglophone de Québec, mais elle se console un peu à l'idée que l'on commence peu à peu dans l'information que l'on donne aux touristes à parler de la présence anglophone à Québec. 



**Michael et Randy Charchuk.**

PHOTOS: GHYSLAIN LOISELLE

## LE QUÉBEC TRICOTÉ SERRÉ, UNE ILLUSION?

(Y.C.) Le métissage culturel en région a débuté il y a longtemps et non seulement à Montréal, contrairement à ce l'on pense souvent. Il s'accélère lentement et sûrement, répondant ainsi à une tendance mondiale de mélange des peuples. Selon un sondage réalisé récemment par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, 50% des Québécois-es en région sont en contact personnel avec des gens d'autres cultures. Et on ne pense même pas au nombre de Québécois-es qui sont issus de relations officielles ou officieuses entre Blancs et Autochtones et ce, à la grandeur du Québec.

Plus on écoute les historiens-nes régionaux, les bénévoles des sociétés de généalogie, et plus on se rend compte que le Québec a été bâti depuis longtemps et dans la majorité des régions par des Français-es, des Anglais-es, des Écosais-es, des Irlandais-es, des Loyalistes états-uniens entre lesquels il y a eu par la suite bien des mariages et des unions libres. Se sont ajoutés à eux en plus petit nombre

selon les époques et les régions des Italiens-nes, des Allemands-es, des Scandinaves, des Suisses, des Chinois-es, des Belges, des Portugais-es, des Juifs-ves, des Arabes, des Vietnamiens-nes, des gens des pays de l'Europe de l'est, etc. On se rend alors compte que les mélanges interethniques ne datent pas du Montréal de la fin du XX<sup>e</sup> siècle.


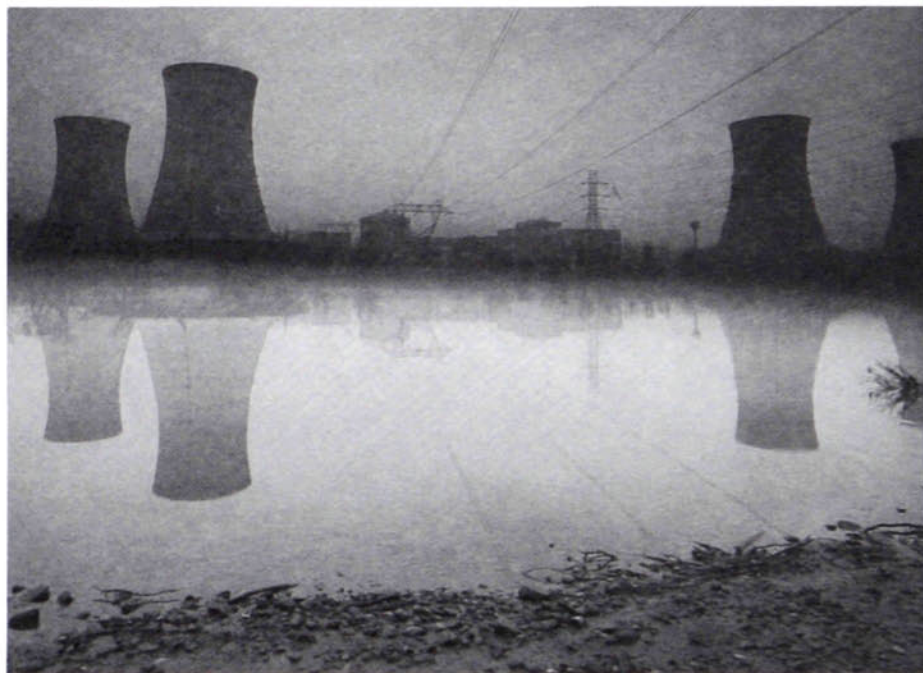
On pense alors aux Libanais-es qui se sont arrêtés dans la vallée de la Matapédia, à la famille Setlakew d'origine syrienne qui possède le plus grand magasin à rayons de Victoriaville, aux mineurs du village «ukrainien» de Black Lake près de Thedford-Mines, aux Scandinaves du Lac St-Jean, aux Portugais-es de Hull et de Sainte-Thérèse-de-Blainville, aux Roumains-es de Val-David, aux Loyalistes de New-Richmond en Gaspésie, aux Russes, Polonais-es et Ukrainiens-nes de Rawdon, aux Ukrainiens-nes et Polonais-es de l'Abitibi, aux Italiens-nes de la Côte-Nord, aux Libanais-es de Gatineau, à la petite communauté chinoise de Québec vieille de 100 ans. 

PHOTO: GREGORY HEISLER



## La sécurité des réacteurs nucléaires Candu

# LE BATEAU PREND L'EAU LOURDE

STÉPHANE GAGNÉ

**L**a centrale nucléaire de Pointe-Lepreau, au Nouveau-Brunswick, est très mal en point. Les conduites d'alimentation qui servent à refroidir le combustible nucléaire, afin de prévenir la surchauffe du réacteur, sont grugées par la corrosion. Les réacteurs CANDU Gentilly II au Québec et Wolsung en Corée sont aussi affectés par ce problème.

Deux options s'offrent aux gestionnaires de ces centrales: les fermer d'ici cinq ans pour des raisons de sécurité, ou entreprendre d'importantes réparations qui nécessiteront du temps et beaucoup, beaucoup d'argent.

Les réparations doivent-elles être faites à ces réacteurs? À la centrale Pickering A en Ontario, des réparations similaires ont coûté 935 millions \$ pour les

quatre réacteurs après seulement 12 ans d'opération; un coût astronomique qui dépasse de 219 millions \$ le coût d'origine des 4 réacteurs. Et on envisage aujourd'hui la possibilité de les fermer. Les réacteurs CANDU sont-ils vraiment conçus pour une durée de vie de 40 ans, comme on le dit généralement? Gentilly II et Pointe-Lepreau ont tout juste 14 ans d'usure et ont déjà besoin de réparations majeures.

### UN DOSSIER DE 35 ANS

Les réacteurs CANDU sont-ils fiables et sécuritaires? Selon une évaluation de la firme Price Waterhouse, aucun doute: «la technologie CANDU est la plus sécuritaire des technologies nucléaires au monde.»<sup>1</sup> Rien de moins. Pour affirmer cela, on se base sur le fait que «le Canada n'a jamais connu d'accident

grave en 35 ans d'exploitation commerciale de l'énergie nucléaire». Le qualificatif d'«accident grave» est bien arbitraire...

Le groupe environnemental Energy Probe de Toronto a relevé au moins sept graves accidents survenus dans les centrales canadiennes<sup>2</sup>. Le premier de cette série s'est produit au réacteur NXR de Chalk River, en Ontario, en 1952. Ce réacteur servait à fournir du plutonium à l'industrie militaire états-unienne. Une explosion détruisit alors le cœur du réacteur, libérant près de 4 500 000 litres d'eau radioactive dans le bâtiment. Bilan: une personne tuée et cinq autres gravement contaminées. Il s'agissait du premier accident nucléaire majeur à survenir dans le monde.

Six ans plus tard, un deuxième accident survient dans un autre réacteur de Chalk River. Une barre de combustible se rompt à l'intérieur du cœur du réacteur. Il y a contamination et 600 hommes sont chargés du nettoyage.



- 1 *Le nucléaire et l'environnement*, Price Waterhouse, mai 1994.
- 2 *CANDU reactors, buyers beware, Campaign to stop Canadian Candu Reactors exports to China*, Energy Probe, 1996.

## La vente de réacteurs nucléaires CANDU à la Chine

# COURT-CIRCUITER LES ÉTATS-UNIS

S. GAGNÉ

**B**on coup pour l'industrie nucléaire canadienne. En novembre dernier, après deux ans de négociations, le Canada a réussi à vendre deux réacteurs nucléaires CANDU à la Chine. Ce contrat d'une valeur de 4 milliards \$ est toutefois très controversé.

Le fait que la Chine encourage la prolifération nucléaire et qu'elle ne respecte pas les droits de l'homme sur son territoire ne semble pas déranger le gouvernement canadien. Par exemple, le Canada ne craint pas que la Chine utilise le plutonium produit par les réacteurs (les CANDU produisent de grandes quantités de plutonium) à des fins de production d'armements. «La Chine est signataire du Traité de non-prolifération nucléaire et accepte les contrôles exercés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)», constate laconiquement l'Énergie atomique du Canada (ÉACL).

Pourtant, la Chine aide le Pakistan à développer la bombe atomique. Pour cette raison, les États-Unis interdisent à l'industrie nucléaire privée états-unienne de vendre leurs réacteurs à la Chine. «Le Canada n'en a cure et profite même de l'absence de ses concurrents américains», dénonce David Martin, auteur de diverses études sur les réacteurs CANDU.

### L'ENVIRONNEMENT CHINOIS

L'ÉACL croit aussi que la vente de réacteurs CANDU évitera une détérioration

encore plus grande de l'environnement en Chine. Dans ce pays où l'énergie provient surtout de centrales thermiques très polluantes, alimentées au charbon, le nucléaire est une bonne solution (selon l'ÉACL). Sur 30 ans, un seul réacteur CANDU remplace 58 millions de tonnes de charbon et évite le rejet de 128 millions de tonnes de gaz carbonique (principal gaz à effet de serre).

Toutefois, les réacteurs CANDU relâchent régulièrement des formes radioactives de plusieurs éléments dans l'atmosphère (tritium ou hydrogène, carbone, césium, iode, xénon, argon et cobalt). Ces éléments pénètrent la chaîne alimentaire et augmentent la dose collective de radiations reçues par les populations des environs<sup>1</sup>. De plus, tout réacteur nucléaire entraîne la production de déchets. À aucun endroit dans les documents de l'ÉACL, on mentionne de quelle façon seront disposés les déchets nucléaires produits par les futurs réacteurs. On se contente de dire qu'ils seront produits en faible quantité, qu'ils sont contrôlés (au Canada, car en Chine, on ne le sait pas) et ne posent aucun danger pour la population et l'environnement.

1 *La nucléaire et la pollution, Campagne contre l'expansion du nucléaire, 1990.*



PHOTO: ERIC BRESSAULT

Pourtant, cette question pose un énorme problème. Même au Canada, on n'a pas encore trouvé de solution définitive à la disposition de ces déchets qui demeurent radioactifs pour des milliers d'années.

### HORS-LA-LOI

Quelques jours avant la signature du contrat de vente avec la Chine, le cabinet de Jean Chrétien a aboli l'obligation de faire une étude d'impact et de tenir une consultation publique sur les projets du gouvernement canadien à l'étranger. «Ces règles, incluses dans la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, ont été retirées en catimini le 6 novembre dernier, sans respecter le délai de 60 jours exigé par la loi», déplore Kristen Ostling, de la Campagne contre l'expansion du nucléaire. «Elles offraient une certaine protection aux pays comme la Chine où de telles études sont inexistantes et où les droits humains ne sont pas respectés.»


Cette abolition touche tous les projets futurs du gouvernement canadien en sol étranger. Le groupe écologiste Sierra Club (soutenu par Energy Probe, Science for peace et Les Amis de la terre) a déjà annoncé qu'il poursuivrait le gouvernement canadien s'il ne procédait pas à l'étude d'impact comme prévu dans ce dossier. Le Sierra Club a découvert une faille dans la façon de faire du gouvernement. «Le gouvernement a accordé le prêt de 1,5 milliard \$ avant que les règles de la loi ne soient modifiées», affirme Mme Ostling. Mme Ostling ajoute que la vente de réacteurs nucléaires à la Chine est très néfaste pour l'image du Canada. «Elle donne le message au monde que notre pays veut encourager la Chine à la prolifération nucléaire.» Le dossier est à suivre puisque l'ÉACL espère vendre deux autres réacteurs en Chine. 



PHOTO: CHARLIE DOLE



PHOTO: MAC GUINNESS

---

## Pour Jean-Pierre Viger, un des pères de l'énergie atomique en France, il est clair qu'il y aura d'autres Tchernobyl.

---



Plus récemment, plusieurs fuites d'eau lourde radioactive sont survenues dans les centrales nucléaires ontariennes. La plus grave d'entre elles s'est produite à Pickering en 1992. 3 000 litres d'eau lourde contaminée ont alors été déversés accidentellement dans le lac Ontario, mettant en péril la qualité de l'eau potable.

À cela s'ajoutent plusieurs centaines d'incidents, autant d'épines au pied de l'industrie nucléaire canadienne. Ainsi, entre 1989 et 1993, plus de 900 incidents ont été rapportés dans les centrales nucléaires ontariennes (défectuosités des systèmes de sécurité, travailleurs-ses exposés à des radiations excessives, rejet de radiations au-delà des normes permises, etc).

### LES ERREURS HUMAINES

Pour Jean-Pierre Viger, un des pères de l'énergie atomique en France, il est clair qu'il y aura d'autres Tchernobyl. Car «plus vous produisez de l'énergie avec les méthodes actuelles de production nucléaire, plus les neutrons rapides fissurent les parois métalliques, le béton bien entendu, et tout ce qui entoure le coeur des réacteurs modernes. D'où la multiplication terrifiante des pannes, des accidents, l'arrêt multiplié des centrales.»

Au problème d'une technologie non maîtrisée s'ajoute celui de l'erreur humaine. Malgré la mise en place de systèmes de sécurité sophistiqués, l'homme qui est derrière n'est pas infallible. Or, les accidents graves résultent d'un mélange de défaillances techniques et d'erreurs humaines. Selon les comptes rendus des événements rapportés dans les centrales canadiennes, l'erreur humaine est responsable des incidents dans plus de la moitié des cas.

Dernier problème: les gouvernements provinciaux n'ont plus d'argent pour maintenir en opération leurs installations nucléaires tout en respectant à la lettre les normes de sécurité. «Hydro-Québec et Energy New-Brunswick tentent de solutionner des vices de conception ou des bris d'équipements dans leurs centrales en appliquant des me-

sures moins coûteuses mais aussi moins sécuritaires», affirme Marc Chénier du Regroupement pour la surveillance du nucléaire.

Ainsi, à Gentilly II, tous les tubes de force devraient être remplacés. Au départ, Hydro-Québec songeait à le faire mais, pour épargner de l'argent, les ingénieurs ont plutôt choisi une mesure temporaire qui consiste à réajuster les «ressorts de soutien» qui entourent les tubes de force dans le coeur du réacteur pour les empêcher de bomber.

### EN ATTENDANT

À la centrale de Pointe-LePREAU, on «éteint les feux». En attendant l'application d'une solution définitive, on colmate les fuites qui surviennent dans les conduites d'alimentation. Selon les données du ministre de l'Environnement du Nouveau-Brunswick, chaque journée d'arrêt de la centrale coûte 350 000 \$ à Energy NB en énergie de remplacement. Mais les plus importantes dépenses sont à venir si on choisit

de procéder à la réparation des conduites d'alimentation.

Dans la province la plus nucléarisée du Canada, l'Ontario, Hydro Ontario songe déjà à la mise au rancart de certains de ses réacteurs les plus âgés plutôt que de procéder à de coûteuses réparations. La centrale Pickering A, qui a 26 ans, est la première visée par cette mesure.


Depuis peu, les Canadiens-nes sont aux prises avec un autre problème: l'importation de plutonium issu d'anciennes ogives nucléaires états-uniennes. Ce plutonium fait l'objet d'expériences, à Chalk River, en vue de déterminer s'il peut être utilisé comme combustible dans les centrales nucléaires canadiennes. «C'est un moyen simple et peu coûteux pour les États-Unis de se débarrasser de ce matériel extrêmement toxique dont ils ne savent que faire», souligne Marc Chénier. Le transport de ce matériel, extrêmement toxique et convoité par les terroristes pour sa puissance de destruction, pose toutefois d'énormes problèmes de sécurité. 



PHOTO AGAHI SHIMBUN

# spécial

# Vo

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

P O L I T I Q U E   D E   S O U T I E N

à u

## développement

# local et régional

VO n° 266-267 • SPÉCIAL ÉTÉ 1997



Gouvernement du Québec  
Secrétariat au développement  
des régions

Québec

## Message du Ministre

### DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL RESPONSABLES DE NOS CHOIX ET PARTENAIRES DANS L'ACTION

À titre de ministre responsable du Développement des régions, c'est avec beaucoup de satisfaction que j'ai rendu publique la *Politique de soutien au développement local et régional*.

Comme député et comme ministre, ayant parcouru à plusieurs reprises toutes les régions du Québec, j'ai la conviction que cette politique correspond aux attentes que m'ont maintes fois exprimées les communautés locales et régionales. Celles-ci ont la volonté claire d'être responsables de leur développement et rejettent les formules *mur à mur* non respectueuses de leurs spécificités.

Voici donc un nouvel espace d'action qui leur appartient. Les communautés locales et régionales disposeront désormais d'une plus grande marge de manoeuvre dans le développement de leur territoire puisqu'elles seront les premières responsables des services locaux de soutien à l'entrepreneuriat et des stratégies régionales de développement.

Notre politique dépasse de beaucoup les perspectives que l'on retrouve dans la politique de développement régional initiée par le gouvernement précédent. Elle vise à rapprocher le plus possible l'action gouvernementale des citoyens et à assurer le développement des communautés locales et régionales du Québec.

Pour y arriver, nous souhaitons:

- simplifier les choses pour le citoyen qui se retrouve de plus en plus démuni devant la complexité bureaucratique en réorganisant les services de l'État de manière à le placer au centre de nos préoccupations tout en assurant l'équité entre les régions et entre les communautés;
- donner cours aux dynamismes locaux et régionaux et laisser une plus grande place à la volonté de ceux et celles qui occupent le territoire;
- appuyer l'action des intervenants locaux et régionaux dans la prise en charge du développement de leur territoire. Le gouvernement entend aider, soutenir, faciliter l'action, enlever les irritants et simplifier l'accès aux services.

#### Au palier local

C'est pourquoi, dans le domaine de l'économie et de l'emploi qui a constitué notre priorité d'intervention, nous allons mettre en place des *centres locaux de développement* (CLD), soutenus par le gouvernement mais **gérés par le milieu et selon un modèle propre à chaque communauté** afin d'assurer les services de soutien à l'entrepreneuriat local. Par la mise en place de ces centres, le gouvernement se trouve à reconfigurer les services et programmes qu'il offre actuellement à l'entrepreneuriat en les regroupant dans une enveloppe globale et en en confiant directement la gestion aux milieux locaux eux-mêmes qui sont *plus à même de les adapter à leurs besoins et à leurs spécificités*. C'est cela que nous entendons par *politique de soutien au développement local et régional*.

#### Au palier régional

Dans la réorganisation des services, le palier régional est très important comme lieu de coordination et d'harmonisation de l'action gouvernementale.

J'aimerais insister plus particulièrement sur l'importance que j'attache au rôle des *conseils régionaux de développement* (CRD) comme interlocuteurs privilégiés du gouvernement en région. Leur mandat de concertation des intervenants régionaux et de planification générale du développement du territoire régional sera renforcé.

La fonction de coordination de l'action gouvernementale sera finalement accrue au plan administratif par une revalorisation des responsabilités de la *conférence administrative régionale* (CAR) et, au plan politique, par la mise en place de la *table régionale des députés* qui jouera un rôle d'interface entre le gouvernement et les instances locales et régionales.

#### Au palier national

Cette politique ne constitue pas l'annonce d'un désengagement de l'État des responsabilités qui sont les siennes, bien au contraire. Le gouvernement continuera de définir les grandes orientations et les grandes stratégies nationales. Il s'assurera de la qualité des services, de leur accessibilité pour tous les citoyens et de la répartition équitable des ressources sur tout le territoire.

Cette politique sera cependant la première étape d'un processus de réorganisation de l'État qui peut s'étendre sur quelques années. Elle trace les grands paramètres pour l'action à venir, elle définit concrètement ce que le gouvernement entend faire, en priorité, dans le domaine de l'économie et de l'emploi, et finalement, elle ouvre un vaste chantier de révision pour les autres secteurs de l'activité gouvernementale aux plans local et régional.

Nous entreprenons donc une révision en profondeur de nos modes de fonctionnement que nous comptons mettre graduellement en oeuvre en lien avec les intervenants locaux et régionaux.

Par cette politique, c'est à la solidarité québécoise que je fais appel. Ensemble, gouvernement, intervenants locaux et régionaux, nous serons responsables de nos choix et partenaires dans l'action pour le meilleur intérêt du Québec et de celui de toutes ses régions.

**Le ministre d'État des Ressources  
naturelles et ministre responsable du  
Développement des régions,**



**GUY CHEVRETTE**



## Développement local et régional:

### reconnaître l'action des groupes communautaires, du mouvement coopératif et syndical

La politique de soutien au développement local et régional reconnaît l'impact des interventions des groupes communautaires, du mouvement coopératif et des organisations de travailleurs et travailleuses. Ceux-ci sont invités à participer comme partenaires, avec le milieu des affaires et le milieu municipal, aux stratégies de développement et à la mise en place de services simplifiés et efficaces de soutien à l'entrepreneuriat individuel et collectif.

## Extraits de la politique de développement local et régional

### Le développement local:

#### une dynamique propre à chaque milieu

«Les responsables locaux ont acquis la capacité de définir les priorités du développement local et d'en intégrer les différentes composantes.»

«Au palier local, de nombreux intervenants ne demandent qu'à être mis à contribution. Parmi eux se trouvent les entrepreneurs individuels et collectifs (les coopératives, par exemple), les entrepreneurs actifs et potentiels, les partenaires du marché du travail, les intervenants en économie sociale, les groupes communautaires et les intervenants du monde municipal.»

### Au palier local

#### • Les Centres locaux de développement

Évitant le «mur-à-mur» (ce qui est bon pour la Gaspésie n'est pas nécessairement bon pour l'Outaouais), l'État laissera le dynamisme des milieux s'exprimer.

Au palier local (territoire de MRC), pour que le citoyen et la citoyenne se retrouvent facilement, les intervenants du milieu mettront en place un centre local de développement selon la formule de leur choix.

«Dans le cas des services à l'entrepreneuriat, une porte d'entrée multi-services gérée par le milieu assure les mesures de soutien aux entreprises et

aux employeurs (entrepreneurs potentiels ou en activité, entrepreneurs individuels ou collectifs) et les mesures de soutien aux intervenants en économie sociale. Ce centre de services à l'entrepreneuriat est appelé **Centre local de développement (CLD)**.»

«Il revient à cet organisme de décider du type de structure à mettre en place pour répondre aux besoins de la communauté locale. Tous les CLD devront être mis en place le 1<sup>er</sup> avril 1998.»

#### • Le conseil d'administration des CLD

Le conseil d'administration du CLD doit être représentatif de tous les groupes qui veulent s'engager dans le développement local.

«Le CLD est un organisme à but non lucratif, géré par le milieu et placé sous l'autorité d'un conseil d'administration représentatif des différents partenaires locaux de l'emploi et de l'économie.

On doit y trouver des représentants du milieu:

- des affaires et du commerce;
- des travailleurs;
- municipal;
- coopératif;
- communautaire;
- institutionnel (santé, éducation).»

#### • Le financement des CLD

Après un processus d'information et de mobilisation des acteurs et actrices du développement local, les élus locaux réunis à la MRC (ou communauté urbaine) proposeront au ministre la formule d'accréditation du CLD retenue par le milieu.

Le financement du CLD proviendra du Gouvernement du Québec et des municipalités.

«Chaque CLD bénéficie d'une enveloppe intégrée pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées. Chaque centre dispose:

- d'un budget annuel servant à financer le fonctionnement du modèle adopté par le milieu, incluant les études et recherches;

- d'un volet consacré à l'aide directe à l'entrepreneuriat et versé dans un fonds local d'investissements (FIL ou SOLIDE);
- d'un volet protégé destiné au développement des entreprises dans le domaine de l'économie sociale.»

## Au palier régional

«En réorganisant ses services, le gouvernement entend privilégier le palier régional comme lieu:

- de concertation pour l'élaboration des stratégies régionales de développement;
- de planification et de soutien au développement régional;
- de coordination et d'harmonisation entre l'État et les milieux locaux et régionaux.»

«Le Conseil régional de développement (CRD) est consolidé dans sa fonction générale de concertation des milieux régionaux et d'élaboration de stratégies de développement:

Il est l'interlocuteur du gouvernement en région. En ce sens, les ententes-cadres constituent un outil privilégié de concertation et de partenariat entre le gouvernement et chacune des régions. De plus, le gouvernement fait des ententes spécifiques la clé de voûte des nouveaux rapports gouvernement-régions.»

## Une nouvelle génération d'ententes-cadres

«Le CRD continue de se consacrer à l'élaboration et au suivi des plans stratégiques de développement et des ententes-cadres de développement.

Le gouvernement entend donc faciliter la mise en oeuvre d'une nouvelle génération d'ententes-

cadres à la faveur du renouvellement du partenariat gouvernement-régions et de la réorganisation de l'action gouvernementale. Dans cette perspective, le gouvernement demande notamment aux CRD:

- de porter une attention particulière aux jeunes, aux communautés culturelles et aux communautés autochtones;
- de prioriser certains secteurs d'intervention ayant été désignés comme devant faire l'objet d'une attention particulière, tels que les stratégies de développement liées à l'économie sociale ou la section de la Politique gouvernementale en matière de condition féminine portant sur la place des femmes dans le développement des régions.»

## Les comités régionaux d'économie sociale

«En ce qui a trait au développement de l'économie sociale, le gouvernement entend rattacher aux CRD les Comités régionaux de développement de l'économie sociale (CRES) composés des groupes de femmes et de regroupements communautaires, coopératifs et syndicaux. Ces CRES ont le mandat:

- d'élaborer, dans la planification stratégique de la région, le volet consacré à l'économie sociale;
- de veiller à ce que la représentation des intervenants en économie sociale sur le conseil d'administration des CLD soit assurée;
- de favoriser la concertation entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale pour assurer la cohérence et maximiser l'effet de leurs interventions.»

La politique de soutien au développement local et régional ouvre grande la porte au partenariat du monde municipal, des affaires et des milieux communautaire, coopératif et syndical dans un mouvement commun de développement local et régional. Nous croyons que l'objectif commun pour le développement de nos coins de pays sera rassembleur et porteur d'initiatives nouvelles.

PHOTO: THÉRÈSE FRAJE

*«La mort ferme les yeux des mourants et ouvre ceux des vivants»*

(Gilbert Cesbron)

**P**our plusieurs, la mort est synonyme de délivrance, d'accès à la vérité suprême, celle avec un grand V. D'ailleurs, cette idée de vérité est employée à toutes les sauces. Et pour les gens qui oeuvrent auprès des mourants-es, ils auront à *dealer* souvent avec cette notion: un, dire ou ne pas dire au-à la malade qu'il-elle va mourir et deux, lui laisser le choix de dire ou ne pas dire les choses qu'il-elle a cachées tout au long de son existence.

## C'EST GRAVE DOCTEUR?

En France, lorsque le corps médical considère qu'une personne atteinte d'une maladie incurable ou avancée en a pour une durée *x* à vivre, la nouvelle ne lui est pas divulguée, alors qu'aux États-Unis, le-la patient-e est aussitôt averti-e de sa mort imminente. Il en va de même au Québec. Pour André Bergeron, consultant en gérontologie et en-

PHOTO BRUNO BACHELET

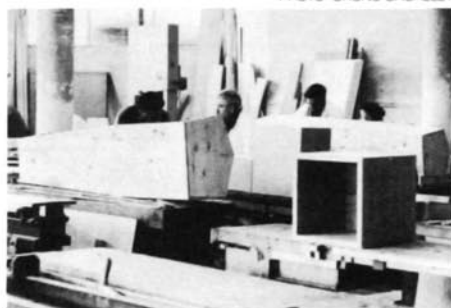


PHOTO IRA WYMAN

# LES DERNIÈRES PAROLES DU SUJET

NATHALIE PAQUIN

seignant à l'UQAM au Centre d'études sur la mort, ce geste relève d'une extrême indélicatesse: «Il ne faut pas imposer sa propre vérité au patient. C'est ce que fait le médecin en imposant sa propre vérité médicale. D'ailleurs, la notion de vérité est très relative... C'est un mot inventé par les scientifiques.

On devrait plutôt parler de croyances, de connaissances ou, encore, de certitudes. Ainsi, on peut affirmer qu'il existe deux certitudes: celle du médecin et celle du patient. Cette dernière est la bonne puisque notre nature intérieure, elle, le sait mieux que quiconque.»


Accompagnateur depuis des années, M. Bergeron s'efforce d'enseigner aux futurs intervenants-es et bénévoles la capacité de déceler, chez les patients-es, ceux-celles qui veulent

savoir et ceux-celles qui préfèrent demeurer dans l'ignorance. «Il faut respecter les étapes naturelles qui sont le refus, la prise de contact avec la réalité, puis l'acceptation. Si l'on devance cette dernière étape, nous leur causons du tort. Lorsqu'elles se sentent prêtes, les personnes nous expliqueront alors les démarches qu'elles comptent entreprendre.»

## FAIRE LE GRAND MÉNAGE

Combien de fois entend-on dire: «il a expié ses fautes avant de partir», ou «elles a voulu régler ses affaires avant de mourir»? Là encore, on relance le fameux concept d'une vérité qui fait surface au dernier moment, de «non dits» sortant de l'ombre. Le-la patient-e qui se perçoit alors en fin de carrière, ressent le besoin de mettre de l'ordre dans ses choses non-terminées et qui l'achalant. Un phénomène naturel et très humain – peu importe les croyances et la religion. C'est ce que les gens du milieu appellent «la révision de vie».

## UN QUÉBEC À L'AVANT-GARDE

**Le Québec est à l'avant-garde en ce qui concerne les ressources en soins palliatifs et l'accompagnement aux mourants-es. Un «mouvement» venu d'Angleterre qui a débuté ici en 1975, à l'hôpital Royal Victoria. Depuis, quelques pays, dont la France, commencent à nous imiter. Présentement, de nombreux groupes de formation, ainsi qu'un programme d'études de 2<sup>e</sup> cycle de l'UQAM préparent les professionnels-les à intervenir auprès des mourants-es.** 

«Il semblerait que l'on a une certaine autorité sur le moment de sa mort. Lorsqu'un mourant est préoccupé par quelque chose, cela lui donne la motivation pour lutter jusqu'à ce que le problème soit réglé, à ses yeux», précise M. Bergeron. Voilà ce qui expliquerait pourquoi tant de personnes attendent d'avoir vu telle personne ou dit telle chose avant de «partir l'âme en paix».


Une bénévoles accompagnatrice raconte l'histoire de cet homme qu'elle visitait régulièrement. Un beau jour, il lui a avoué avoir volé le certificat de com-

pétence de son frère et l'avoir fait passer pour sien. Alité et atteint d'un cancer, il était pris de remords en pensant à sa pension. Il disait ne pas la mériter puisqu'elle provenait du travail que lui avait procuré un faux certificat. Professionnelle, son interlocutrice lui a demandé: «Oui, mais vous avez quand même travaillé fort pour gagner cet argent.» «Bien sûr, a gueulé l'autre le point levé, je l'ai mérité!» Simplement à en parler, il s'était enfin déculpabilisé.

L'accompagnateur-riche apprendra donc à être à l'écoute, intensivement. Il-elle



PHOTO BRUNO BACHELET

ne doit pas donner de conseils, mais plutôt faire appel aux ressources du-de la mourant-e. Il se peut en effet que la personne n'ait nullement envie de causer, seule la présence de l'autre peut lui suffire. 

# POUR QUE LE MONDE TOURNE PLUS JUSTE



## DÉVELOPPEMENT ET PAIX

(514) 257-8711  
5633, rue Sherbrooke Est  
Montréal (Québec) H1N 1A3

Ne manquez pas dans  
nos prochains numéros...  
à l'automne 1997

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER: **L'EAU**

Sommes-nous les Arabes du XXI<sup>e</sup> siècle!?

Médias et désinformation

LES CRIMINELS-LES AUX CHEVEUX BLANCS

**Cité libre et la nouvelle noirceur**

Rendez-vous à la Maison du Egg Roll...

La santé dentaire du Québec

le micro-crédit

SURVIVANTS-ES DU *DOWNSIZING*

Anticosti: se pourvoir comme il faut...



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

**P L U S P L U S P L U S**  
**D'ENQUÊTES DE TÉMOIGNAGES DE REPORTAGES**

- Abonnement individuel 1 an : 23,00 \$
- Abonnement individuel 2 ans : 40,00 \$
- Abonnement individuel à l'extérieur du Canada 1 an : 30,00 \$
- Abonnement institutionnel 1 an : 32,00 \$
- Abonnement institutionnel à l'extérieur du Canada 1 an : 40,00 \$
- Abonnement de soutien 1 an : 35,00 \$
- Étudiants ou sans-emploi 1 an : 15,00 \$
- Numéro seulement 3,95 \$ + 1,45 \$ poste

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

PAIEMENT INCLUS : \_\_\_\_\_

FAIRE PARVENIR VOTRE CHÈQUE OU MANDAT-POSTE À :  
**Revue Vie Ouvrière inc., 1215 rue Visitation, Montréal  
(Québec), H2L 3B5 • Téléphone : (514) 523-5998**







Directeur de la revue dans les années 80, **Raymond Levac** est maintenant à l'organisme Développement et Paix.



PHOTO GUNTHER GAMPER

**Martine D'Amours**, chercheuse, secrétaire de rédaction, puis rédactrice en chef, dans les années 80.


lisez en ce moment. Nous espérons que vous ne nous en tiendrez point rigueur...

Nous n'avons pas arrêté de promouvoir les abonnements, nécessaires jusqu'en septembre pour notre survie financière. Tout abonnement actuel sera honoré, et restera par ailleurs intéressant pour ceux et celles qui ne seraient pas rejoints aussi facilement par notre nouvelle distribution.

**POUR LA SUITE DES MONDES**

VO change donc de nom. Et de grille graphique, qui devait de toutes façons être rafraîchie: la nouvelle aura été élaborée dans un processus original par un comité formé de Denis Rioux, Nicolas Calvé et James Wagner. Il ont travaillé à partir des critères de lisibilité, modernité, ouverture, professionnalisme, et légèreté. Elle sera prête pour le prochain numéro, qui vous parviendra en septembre-octobre. Le tirage et la distribution seront complètement différents. Le saut est «épouvanté», et excitant...

L'orientation du magazine NE CHANGE D'AUCUNE FAÇON. Il faut le rappeler pour prévenir ceux et celles qui se réjouiraient de notre disparition, autant à droite (qui ne croit qu'au marketing et à la pensée unique) qu'à une extrême-gogauche nostalgique (des mythiques années 70). Loin de renier sa tradition, **Revue Vie ouvrière** l'honore en continuant, en relevant encore le défi, en gardant les mêmes qualités d'ouverture, de non-dogmatisme et de farouche parti-pris pour la vie, la solidarité, l'égalité et la liberté.

La même corporation (**Revue Vie ouvrière inc.**) continuera, avec le même conseil d'administration, le même comité de rédaction, et la même équipe, à produire un magazine ayant les mêmes objectifs. Restez à l'affût, nombreux-ses, à la grandeur du Québec... 

**L'équipe d'employés-e actuelle.**



PHOTO: AGENCE CARGO

PHOTO GUNTHER GAMPER



tage appréciés par notre premier public. Les autres parties du magazine, plus découpées, traitant tous les sujets socio-politiques possibles, continueront de satisfaire davantage l'autre plus large public. Un magazine alternatif et bien campé socialement en offrira pour tous les goûts. Mais nous continuerons à faire des insatisfaits-es, probablement de tous les côtés, qui connaissent peu les attentes des autres.

Le lectorat futur de VO sera particulièrement éclaté, encore davantage que maintenant. Pauvre et riche, de milieu urbain et de milieu rural, multiethnique et à-peu-près-pure-laine, très scolarisé et moins, le public que rencontrera une copie de VO sera plus varié que jamais.

**AVANT UN NOUVEL ACTE**

Rares sont ceux et celles, quand ils n'en ont pas produit un, qui savent la som-

me époustouflante d'énergies et d'argent derrière un magazine comme le nôtre. Entre les fournisseurs et les pigistes, on trouve le lectorat et les personnes-ressources. Ils sont très nombreuses à nous appeler, à nous écrire, à nous répondre, à nous visiter à l'improviste... Le calendrier de production comporte des centaines d'échéances à respecter. L'administration, le financement, la promotion, la publicité, la direction artistique, les commandes de textes, leur suivi, la production imprimée, la gestion des abonnements, le secrétariat: le magazine n'en est que le produit final... Et les vendeurs de toutes sortes nous sollicitent nous aussi.

À cause des vacances de juillet, il est chaque année ardu de produire les numéros bimestriels prévus. Avec en plus les changements de septembre-octobre, cela devenait impossible. C'est pourquoi le numéro de juillet-août aura été englobé dans le numéro précédent, très augmenté, celui que vous

**Avis**

Un fonctionnaire de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue avait installé un écriteau sur la porte de son bureau portant l'inscription: «Par souci d'économie, nous avons décidé d'éteindre la lumière au bout du tunnel.»

**L'empire strikes back**

Alors que les trilogies de George Lucas déferlent sur la planète portées par une gigantesque campagne médiatique, Bill Gates, de l'empire Microsoft, négocie avec les Russes l'achat de missiles SS-18! Ces fusées serviront de lanceurs-satellites pour son projet global TELEDESIC. Pour le moment, le vrai empire, c'est encore lui...  
*Courrier international no 330*



G. Lucas.

**Sur la vie après les génocides**

**Jean-Paul Sartre:** «Pour surmonter le passé, les victimes doivent oublier, mais les bourreaux jamais. Dans la réalité, c'est l'inverse qui se produit.»

**Conflit de générations**

Robert Martineau, dans *Voir*, exprimait de façon succincte l'évolution paradoxale des luttes sociales au Québec.

**Années 70:** Yvon Charbonneau est en prison, Monique Simard milite à la CSN, Alain Dubuc écrit dans un journal marxiste-léniniste, Mathias Rioux est journaliste et Claude Charron est ministre.

**Mots magiques:** «Tchik-a-tchick».

**Best-Seller:** «Comment vous débarrasser de votre patron».

**Slogan:** «Si tu échoues, c'est à cause de la société».

**Années 90:** Yvon Charbonneau est député libéral, Monique Simard siège à l'Assemblée nationale, Alain Dubuc est éditorialiste en chef de *La Presse*, Mathias Rioux est ministre et Claude Charron est journaliste.

**Mots magiques:** «Lutte au déficit».

**Best-Seller:** «Comment devenir votre propre patron».

**Slogan:** «Si tu échoues, c'est de ta crise de faute».

Pas étonnant qu'on ait de la misère à s'y retrouver...

**Clonage et notre trop courte mémoire...**

Ça y est, c'est maintenant possible, se dit-on, en voyant Dolly, la désormais célèbre brebis écossaise clonée. Le choix de la brebis n'était pas anodin (le lait est utilisé pour la fabrication de médicaments dispendieux par des pharmaceutiques par trop heureux de voir s'assurer ainsi une source sûre et relativement peu coûteuse de matière première). Peu se souviennent qu'en octobre 1993, l'American Fertility Society en congrès à Montréal décernait son prix à Jerry Hall pour être parvenu à cloner des embryons... humains! La prochaine étape après le clonage des singes? Les porcs, car l'élevage pour les greffes trans-géniques (sur les humains) coûte très cher. On va maintenant pouvoir penser cloner les individus porcins les plus sûrs et fiables à moindre coût...

*Courrier international no 158, La Presse, février 1997*



**Dur-dur de se trouver un nom!**

Le magazine est à la recherche d'un nouveau nom depuis un bout de temps déjà. Les recherches vont bon train. Parmi les noms reçus: *Le Harfang déchaîné, V-B, Pop-Ire, Tabarnak*. Ma fille Andréane préférerait quelque chose de plus acoustique, comme *Anikaléa-o...* On verra bientôt les résultats de cette longue recherche.



**Un monde sans odeurs?**

Au Japon, on observe une hausse substantielle des ventes de produits éliminant les odeurs des résidus corporels. Plus de 600 produits aseptisés ou antigermes ont été mis sur le marché. Ainsi, la pilule qui détruit les odeurs des excréments (et normalement utilisée dans les hôpitaux pour les vieillards incontinents) s'est vue récupérée par les jeunes: on ne voudrait surtout pas laisser des odeurs perceptibles en sortant des toilettes!

*Le Monde/Le Devoir, février 1997.*

**Profits, profits, profits...**

Alors que les profits des banques canadiennes atteignent encore des niveaux inégalés, on n'entend plus parler du petit groupe de parlementaires qui s'interrogeaient sur la distorsion outrageante entre les taux d'intérêts versés par les institutions bancaires sur nos prêts et ceux collectés par celles-ci sur les cartes de crédits... Silence malheureux nous semble-t-il: les distorsions sont encore bien réelles!

PHOTO: JAMIE TANAKA

VO n° 266-267 • SPÉCIAL ÉTÉ 1997

**Pour  
un avenir  
prometteur...**

**Une présence  
active !**

**Un partenaire indispensable !**

LE  
**FONDS**  
DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTQ)



**Montréal : (514) 383-8383 Sans frais : 1 800 361-5017**

1921-1996



**CSN**

**AU**

**CŒUR**

**DE SON**

**TEMPS**